

2 Présentation et analyse de l'offre des *think tanks* qui s'intéressent à l'Europe dans les 25 Etats Membres

Cette section résume l'information collectée (présentée en détail sur le site Internet de *Notre Europe*) tout d'abord par une vue d'ensemble de la situation dans l'UE (2.1), puis en observant la situation individuelle des Etats membres (2.2) et ce qui est spécifique aux dix nouveaux Etats membres (2.3). Nous tirons enfin quelques conclusions préliminaires (2.4).

2.1 ÉTAT DES LIEUX GENERAL

L'analyse proposée dans cette section repose sur l'ensemble des *think tanks* retenus dans ce rapport. Il s'agit donc d'un aperçu basé sur nos propres critères, quelque peu subjectifs.

L'étude de cas sur la Friedrich Ebert Stiftung illustre le caractère complexe de la réalité des *think tanks* qui traitent des questions stratégiques sur l'Europe. Bien qu'il soit probablement impossible de collecter et de présenter les données de façon totalement uniforme, nous reconnaissons les limites d'un tel exercice mais croyons également que les catégories et tendances identifiées ici seront utiles pour le lecteur.

2.1.1 FAITS ESSENTIELS

L'annexe 1 présente la liste des *think tanks* étudiés qui ont un intérêt pour l'Europe dans les 25 Etats membres et à Bruxelles et qui sont décrits en détail sur le site Internet de *Notre Europe*. Nous avons étudié 149 *think tanks* dans l'UE qui travaillent actuellement sur des questions européennes. Un quart (36) sont « spécialistes de l'Europe », les 113 autres (les *think tanks* « avec un intérêt pour l'Europe ») travaillent sur d'autres questions mis à part l'Europe. Le Tableau 2 ci-dessous présente une vue d'ensemble de nos résultats. L'Allemagne compte le plus grand nombre de *think tanks* agissant dans ce secteur : 23, dont 4 spécialistes de l'Europe. Cela reflète le fait que l'Allemagne a plus de *think tanks* en général que n'importe quel autre pays européen, en raison de la taille de sa population et de sa plus grande « tradition » de *think tank*. Elle compte également certaines des plus grandes organisations, avec une moyenne de 48,5 chercheurs par institut. Le Royaume-Uni vient en deuxième position avec 16 *think tanks* (dont 7 spécialistes de l'Europe), l'Autriche en troisième position, avec 11 *think tanks* (dont 3 spécialistes de l'Europe), malgré sa plus faible population (8,1 millions d'habitants). La Grèce (dont la population est de 10,6 millions d'habitants) compte 8 *think tanks* sur l'Europe, c'est-à-dire plus que la France (7, dont toutefois 5 « spécialistes ») et que l'Italie (7). Comme l'indiquent les rapports par pays, ces chiffres ne disent bien sûr pas tout (Section 2.2).

En observant le nombre d'employés (avec précaution compte tenu de son manque relatif de précision et du fait que les chercheurs retenus ne travaillent pas tous sur les questions européennes), il semblerait que le Danemark, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Pologne aient des équipes de recherche plus grandes que la moyenne (moyenne de l'UE : 20). Les

think tanks spécialistes de l'Europe, qui sont apparus pour la plupart ces 20 dernières années, ont tendance à être plus récents que les *think tanks* avec un intérêt pour l'Europe. A l'opposé, des pays comme le Portugal, l'Espagne, la Slovénie, la Slovaquie, les États Baltes, Chypre et la République tchèque ont des équipes de chercheurs relativement petites. En général, l'effectif des *think tanks* à Bruxelles est aussi relativement réduit.

Nous avons aussi été en mesure de collecter des informations sur le budget des *think tanks* de certains pays. Ces informations ont de nouveau révélé que l'Allemagne est une exception sur la scène des *think tanks* européens : en-dehors des fondations, dont les budgets sont souvent dix fois plus grands mais ne sont pas uniquement utilisés pour des activités de *think tank*, le budget moyen des *think tanks* allemands dans notre étude est de 8,9 millions €. En comparaison, le budget moyen des *think tanks* d'autres pays est bien plus réduit : par exemple, en Autriche : 2,2 millions € ; en France : 2,3 millions € ; au Royaume-Uni : 2,8 millions € ; en Suède : 3,3 millions €.

Enfin, le tableau présente également le nombre de *think tanks* pour chacune des quatre catégories de McGann and Weaver. Mettre chaque *think tank* dans une seule de ces catégories s'est avéré un exercice difficile car beaucoup de *think tanks* ont les caractéristiques de plusieurs catégories. On peut observer qu'en règle générale, les *think tanks* de type universitaire, typiques des premiers *think tanks* américains comme la Brookings Institution ou le Hoover Institute, semblent dominer. Viennent ensuite les 'advocacy' tanks et les instituts de recherche sous contrat. Il existe peu d'instituts de recherche indépendants sur les questions européennes qui soient affiliés à un parti. La plupart des pays ont un mélange des trois premiers types : universitaire, 'advocacy' et recherche sous contrat. L'Allemagne et l'Espagne comptent quelques *think tanks* de partis. Des pays comme l'Allemagne, l'Autriche et la Suède ont tendance à avoir un plus grand nombre de *think tanks* universitaires et de recherche sous contrat, et relativement peu de 'advocacy' tanks. Le Royaume-Uni et Bruxelles comptent un grand nombre de 'advocacy' tanks. Cela révèle une différence importante entre le modèle de *think tank* anglo-américain (qui semble aussi s'être répandu à Bruxelles), qui est plus typiquement tourné vers la « revendication », et le modèle traditionnel en Europe continentale, qui consiste en un institut de recherche de type universitaire.

Le nombre de 'advocacy' tanks semble toutefois augmenter : les *think tanks* de type universitaire ont été créés en moyenne il y a 25 ans, les chercheurs sur contrat il y a 23 ans, et les groupes de type 'advocacy' il y a 16 ans. Même si ces moyennes cachent des différences importantes, elles semblent indiquer une tendance qui, si elle était confirmée, serait semblable à la situation observée aux Etats-Unis depuis le début des années 1950 (voir la Section 4.2.1).

TABLEAU N°2

Vue d'ensemble des *think tanks* avec un intérêt pour l'Europe recensés par l'étude

Etat Membre	Think tanks étudiés	Think tanks « spécialistes de l'Europe » identifiés	Effectifs des <i>think tanks</i> sur l'Europe (personnel)	Nombre total de chercheurs	Nombre moyen d'employés	Nombre moyen de chercheurs internes permanents	Population du pays (m)	Nbre selon les types de McGann & Weaver*		
								uni : <i>think tank</i> universitaire	adv : 'advocacy' tank	con : institut sous contrat
EU. Bruxelles	10	7	175	100	17.5	10	-	4 uni	4 adv	2 con
Allemagne	23	4	1925 (20 TT)	1065 (22 TT)	96	48.5	82.1	17 uni	1 adv	2 con 3 par
Autriche	11	3	348	271	31.5	24.5	8.1	6 uni	5 con	
Belgique	2	0	34	19	17	9.5	10.3	2 uni		
Chypre	3	1	68	15	22.5	5	0.78	1 uni	2 adv	
Danemark	1	0	118	78	118	78	5.3	1 uni		
Espagne	7	0	155	55 (6 TT)	22	9	39.5	2 uni		2 par 1 uni/con
Estonie	4	1	61	22 (in 3 TT)	15	7	1.4		2 adv	1 con 1 uni/con
Finlande	6	0	141 (in 5 TT)	72 (5 TT)	28	14.5	5.2	2 uni	4 adv	
France	7	5	145	82	21	12	58.8	1 uni	4 adv	2 con
Grèce	8	3	143 (5 TT)	Ap. 77 (5 TT)	28.5	15.5	10.6	5 uni	3 adv	
Hongrie	5	0	140 (4 TT)	90 (4 TT)	35	22.5	10.0	2 uni	3 con	
Irlande	2	1	93	42	46.5	21	3.8		1 adv	1 con
Italie	7	0	160	115	23	16.5	57.7	6 uni	1 con	
Lettonie	5	1	105	55	21	11	2.3	1 uni	3 adv	1 con
Lithuanie	4	0	69 (3 TT)	48	23	12	3.6	1 uni	1 adv	1 con 1 uni/con
Luxembourg	Voir la situation dans chaque Etat-membre						0.4		-	
Malte	Voir la situation dans chaque Etat-membre						0.4		-	
Pays-Bas	4	1	90	57	22	14	15.9	2 uni	2 con	
Pologne	6	0	236	173	39	29	38.7	4 uni	2 adv	
Portugal	2	0	26	18	13	9	10.0	2 uni		
Rép. Tchèque	5	1	97	37 (in 4 TT)	19.5	9	10.3	2 uni	3 adv	
Royaume-Uni	16	7	366 (14 TT)	175 (14 TT)	23	11	59.7	5 uni	6 adv	5 con
Slovaquie	5	0	49 (4 TT)	27	12	6.75	5.4	4 uni	1 adv	
Slovénie	1	0	23	17	23	17	2.0	1 con		
Suède	5	1	183	74	36.5	15	8.7			
E.U. total	149	36	4950 (139 TT)	2784 (140 TT)	31.5	18	453	71	37	26 5 par 5 other

Etude de cas

Exemple de la Friedrich Ebert Stiftung : Dans quelles mesures les fondations allemandes sont-elles des *think tanks* ?

La Friedrich-Ebert-Stiftung est la fondation politique allemande proche du SPD (parti socialiste allemand). On compte sept fondations politiques en Allemagne : la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), proche du SPD, la Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS), proche du CDU, la Hanns-Seidel-Stiftung (HSS), proche du CSU, la Friedrich-Naumann-Stiftung (FNS), proche du FPD, la Hans-Böckler-Stiftung (HBS), proche du DGB, la Heinrich-Böll-Stiftung (HBS), proche des Verts et la Rosa-Luxemburg-Stiftung (RSL), proche du PDS. Les deux plus grandes sont la FES et la KAS, créées dans les années 1960. Les deux plus récentes sont la HBS (1996) et la RSL (1998).

Les activités de la FES sont divisées en trois cercles distincts : les activités internationales, la formation politique et les travaux scientifiques. Elle propose également un programme de bourses et de séminaires destiné à des étudiants et des scientifiques allemands et étrangers.

Près de la moitié des dépenses actuelles de la Fondation est consacrée aux activités internationales. La FES a des activités dans les pays en développement, qui visent à promouvoir la paix et l'entente entre les peuples et à l'intérieur des pays partenaires, faire avancer la démocratisation de l'État et de la société, renforcer la société civile, améliorer les conditions politiques, économiques et sociales, faire respecter les droits de l'homme... Pour ce faire, elle a des bureaux dans 70 pays d'Afrique, d'Asie, du Proche-Orient et d'Amérique latine. De plus, environ 70 collaborateurs délégués y encadrent – avec l'aide de nombreux nationaux – des projets de développement politique et social et d'aide économique et sociale. Ses activités internationales consistent également à promouvoir un dialogue international. Ainsi, elle dispose de bureaux dans 33 pays d'Europe occidentale et orientale, les États de la C.E.I., ainsi qu'aux Etats-Unis et au Japon. Elle y encourage le dialogue entre les forces démocratiques, pour parvenir à un équilibre des intérêts, résoudre les conflits et élaborer des options politiques. Pour remplir ces missions, elle travaille en coopération avec des partenaires de différentes organisations et de différents acteurs de la société (syndicats, partis politiques, instituts de formation et de recherche, administrations, villes et communes).

Le deuxième cercle d'activités de la FES est le travail de formation politique, qui vise à aider les citoyens de la République fédérale d'Allemagne à réagir aux transformations de la politique et de la société, et à leur permettre ainsi de prendre part de façon active et avec un esprit critique à la vie politique.

Enfin, la FES a des activités de recherche et de conseil assurées par ses groupes de réflexion sur la politique économique, les technologies, le monde du travail et la politique sociale, ainsi que l'histoire contemporaine. Elle dispose d'une équipe de 60 chercheurs permanents et d'environ 40 chercheurs temporaires. Seuls 10 à 15% (20% maximum) de son budget sont ainsi alloués à des activités de recherche et de conseil de type « think tank ». Parmi celles-ci, en règle générale, 20 à 25% de ses recherches se concentrent sur l'Europe. La FES s'intéresse notamment au rôle de l'Allemagne dans l'Union européenne et au rôle de l'UE en Allemagne. Elle mène également des projets de recherche sur la nouvelle politique étrangère de l'UE, l'Europe centrale et orientale, et l'élaboration des politiques de l'Union. Ce pourcentage est en augmentation en raison du caractère de plus en plus européen des sujets et questions traités. À travers de nombreuses publications, les analyses et ébauches de solutions, élaborées grâce aux projets, colloques, conférences et débats, sont mises à la disposition d'un cercle élargi de spécialistes politiques, économiques et scientifiques, et de citoyens intéressés. On peut donc considérer que les activités de recherche de la FES sont en partie celles d'un think tank.

Cependant, il est également important de rappeler avec cet exemple que les fondations politiques ne sont pas des think tanks à part entière. En effet, leurs activités de think tanks sont assurées par leurs unités internes de recherche, mais il ne s'agit là que d'une partie secondaire de leurs activités. L'essentiel de leur financement provient de ministères fédéraux et doit être alloué à leurs activités de formation politique et de promotion de la démocratie dans les pays en développement. Leur travail de think tank ne peut donc être ignoré mais ne doit pas non plus être surestimé.

2.1.2 QUAND ET POURQUOI ONT-ILS ETE CREEES ?

Les raisons de création les plus courantes citées par les *think tanks spécialistes de l'Europe* sont d'abord :

- Pour aider un pays à préparer son adhésion à l'UE.
- Sur initiative du gouvernement, pour améliorer le niveau d'analyse de la politique de l'UE dans un pays.
- Pour proposer un forum pour l'analyse de la position d'un pays au sein de l'UE (et/ou sa relation avec ses voisins dans la région).
- Pour examiner un domaine particulier de la politique de l'UE (par ex. la politique sociale ou environnementale).
- Pour améliorer la qualité du débat sur les questions européennes.
- Pour créer une plate-forme où les chercheurs et les étudiants peuvent exprimer leurs points de vue sur l'Europe.
- Pour soutenir l'intégration européenne (ou, plus rarement, pour s'y opposer).
- Pour encourager les réformes économiques dans l'UE.
- Pour accroître l'intérêt des entreprises pour les affaires politiques de l'UE.¹⁵

De nombreux *think tanks* ont été créés en anticipant l'adhésion d'un pays à l'UE, ou pour étudier la position d'un pays au sein de l'Union et l'impact des politiques de l'UE sur ce pays. Cela s'explique mieux du fait que tous les instituts situés au niveau national, c'est-à-dire la majorité de ceux étudiés, ont besoin d'une raison d'être nationale et se doivent d'être considérés comme importants par leurs propres publics et décideurs. Ils se concentrent donc tout naturellement sur des questions européennes dans une perspective nationale¹⁶.

Le tableau ci-dessous montre l'augmentation du nombre de *think tanks* spécialistes de l'Europe créés chaque décennie de la période d'après-guerre dans les 25 Etats membres.

On a observé une augmentation dans les années 1980 (10 nouveaux *think tanks*) de trois types distincts de « cellules de réflexion » : (1) de nouveaux instituts se concentrant sur des domaines de compétence de la CE en expansion (ex : le CEPR, en 1983, sur la politique économique ; l'IEEP, en 1980, sur la politique environnementale ; l'OSE, en 1984, sur la politique sociale) ; (2) des *think tanks* cherchant à rejoindre le nombre en constante augmentation des groupes d'intérêt présents à Bruxelles (ex : CEPS, en 1983) ; et (3) des instituts liés à l'entrée de leur pays dans la CE (ex : l'EKEME, en 1980 en Grèce ; l'Institut d'Études européennes¹⁷ en 1989 en Finlande).

TABLEAU N°3

Think tanks spécialistes de l'Europe : périodes de création

Décennie	Think tanks créés *
années 1940	1
années 1950	1
années 1960	0
années 1970	1
années 1980	8
années 1990	17
années 2000-04	8

* C'est-à-dire seul le premier tiers des *think tanks* traités par notre étude qui sont dédiés aux questions stratégiques sur l'Europe. Chiffres seulement à partir de 1989-90 pour les nouveaux Etats membres en Europe de l'Est. Ces chiffres ne tiennent pas compte des *think tanks* qui ont disparu, bien que dans le cas où un *think tank* est le produit d'une fusion de deux anciens instituts ou plus, l'ancien institut (s'il était spécialiste de l'Europe) est inclus.

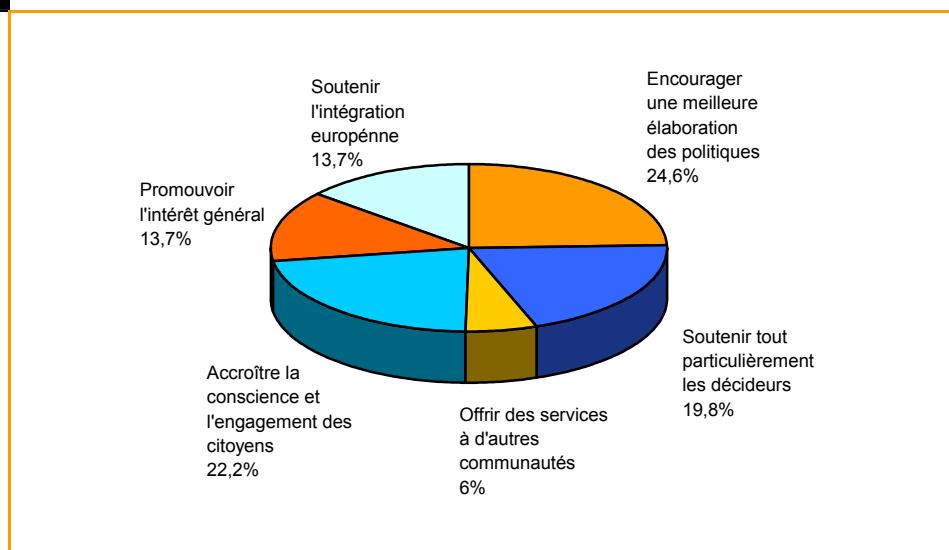
Cette augmentation soudaine est devenue une véritable explosion dans les années 1990. Trois facteurs essentiels expliquent ce phénomène. Tout d'abord, la transition démocratique en Europe de l'Est au début des années 1990 a créé un environnement politique complètement nouveau, qui a permis aux *think tanks* de cette région, pour la première fois depuis la guerre, de s'établir sans craindre d'obstacles de l'État¹⁸. Un second facteur a été l'adhésion des pays Nordiques et de l'Autriche en 1995. Cette adhésion a donné une impulsion à la création de nouveaux *think tanks* dans ces pays pouvant explorer et expliquer les défis de l'adhésion et d'autres thèmes européens, notamment dans la période juste après l'adhésion (ex : l'Austrian Institute for European Security Policy, en 1996 ; le SIEPS en Suède en 2002). Le troisième facteur, et peut-être le plus important des trois, déjà mentionné dans la section 1.2, a été l'augmentation considérable du pouvoir et des compétences de l'UE. A chaque nouvelle étape du développement des compétences stratégiques de l'UE (l'Acte Unique Européen, en 1986, entraînant le Marché Unique en 1992 ; le Traité de Maastricht en 1992, l'Union économique et monétaire, le Traité d'Amsterdam en 1997), les *think tanks*, ainsi que les élites politiques et les groupes d'intérêt, ont été de plus en plus intéressés par les politiques de l'UE. Ce fait est, par exemple, clair pour la France, où cinq *think tanks* spécialistes de l'Europe ont été créés dans les années 1990, mais également pour la Grande Bretagne et l'Allemagne¹⁹. L'augmentation du pouvoir législatif de l'UE explique également pourquoi le nombre de *think tanks* spécialistes de l'Europe a rapidement augmenté à Bruxelles au cours des années 1990 et au début des années 2000 (cinq en tout²⁰).

2.1.3 Missions

Les missions évoluent nettement avec le temps. Aujourd’hui (voir le Graphique 1 ci-dessous), les *think tanks* qui traitent des affaires européennes désirent, par ordre de priorité :

- Encourager une meilleure élaboration des politiques en diffusant de « meilleures pratiques », en « appliquant les résultats de recherche de façon pratique», et en encourageant la « rationalité en politique » et des « décisions qui reposent sur une meilleure analyse ». Le désir de CEPS de « mener des recherches pertinentes en politique offrant des solutions constructives aux défis auxquels l’Europe est aujourd’hui confrontée » est un exemple de ce type de mission.
- Faire en sorte que les citoyens soient plus conscients et plus engagés en politique, en « informant le public et d’autres acteurs », en « développant une meilleure compréhension », en « encourageant le débat public », en « améliorant la qualité du débat », en « encourageant la participation du public au processus politique », et plus généralement en favorisant le « débat. » Europe 2020 en France ou www.policy.lv en Lettonie illustrent ce type d’approche. L’IFRI à Paris veut également « structurer le débat sur les questions internationales et contribuer au développement d’une société informée et responsable. »
- Aider les décideurs dans leur travail, généralement par des contacts avec des universitaires, en proposant une plate-forme, une « interface » ou un forum pour permettre un débat avec des experts, et par des services comme la formation. L’Allemagne compte un nombre relativement important de ce type d’instituts : « Officiellement, la mission première des Stiftungen (fondations) est de s’engager dans ce que les Allemands appellent 'politische Bildungsarbeit' (le travail de formation politique), concept qui couvre une grande variété d’activités de formation politique visant en règle générale les 'façonneurs d’opinion' et autres citoyens avec un intérêt actif pour la politique » (European Voice, 1998a).
- Promouvoir l’intérêt général : parmi les organisations étudiées, un nombre important d’entre elles ont pour ambition de contribuer à « résoudre les problèmes de société », grâce, par exemple, à « un meilleur environnement », la sécurité, la paix, et la prévention des conflits, la liberté économique, la démocratie, le développement, le multilatéralisme ou la justice sociale. Le Stockholm International Peace Research Institute et l’Austrian Sustainable Europe Research Institute, qui visent à « développer le concept d’espace environnemental et à indiquer les voies du développement durable » sont des exemples de ce type de mission.
- Soutenir le projet européen, en général ou en relation avec l’intégration de leur propre pays.
- Certains font en particulier mention d’autres communautés qu’ils souhaitent satisfaire, notamment le monde des affaires (par des contacts avec les décideurs), le monde académique (débouché en recherche, plate-forme etc.) et les ONG (information, analyse).

GRAPHIQUE N°1

Mission déclarée des *think tanks* – UE à 25

Les graphiques présentent les différentes catégories de missions déclarées. Ils ne reflètent pas la production en recherche effective des *think tanks*, mais leurs ambitions affichées. Ces catégories, bien que quelque peu subjectives, couvrent l'ensemble des missions déclarées des *think tanks*, hormis quelques exceptions. Il est clair que certains *think tanks* affichent plus d'un type de mission ; nous en avons donc tenu compte et les chiffres ci-dessous n'indiquent pas le nombre relatif de *think tanks* qui ont une mission spécifique, mais le nombre relatif de fois où un type de mission apparaît dans les déclarations publiques des *think tanks*.

On peut identifier, dans ce contexte général, plusieurs différences intra-européennes, notamment une tendance à trouver plus de 'advocacy' tanks dans les 15 anciens Etats membres que dans ceux qui ont récemment adhéré à l'Union. Dans les 15 anciens Etats membres, les *think tanks* cherchent à soutenir le processus décisionnel de façon proactive et créative, notamment en défendant des politiques précises ou en encourageant une approche particulière traitant d'un problème précis, tandis que les *think tanks* des nouveaux Etats membres d'Europe centrale et orientale ont tendance à plus se concentrer sur des activités qui donnent des informations et offrent une aide pratique. Des exemples de ces deux tendances sont d'une part l'Institut d'Etudes de la politique internationale (ISPI) en Italie, d'autre part le Centre de Politique publique Providus en Lettonie ou l'Institut d'Affaires publiques en Pologne. De même, les instituts de recherche dans les Etats membres avec une population de *think tanks* plus ancienne et diversifiée, comme les Etats membres fondateurs de l'UE, conçoivent plus souvent leur rôle comme consistant à « orienter l'action ». Par exemple, l'IWG Bonn « tente, par les conseils qu'il donne, d'orienter les choix politiques du gouvernement dans un sens libéral ». Les *think tanks* des nouveaux Etats membres, qui sont confrontés aux défis multiples de l'intégration européenne, sont de plus en plus enclins à proposer une expertise de base et de l'aide aux décideurs.

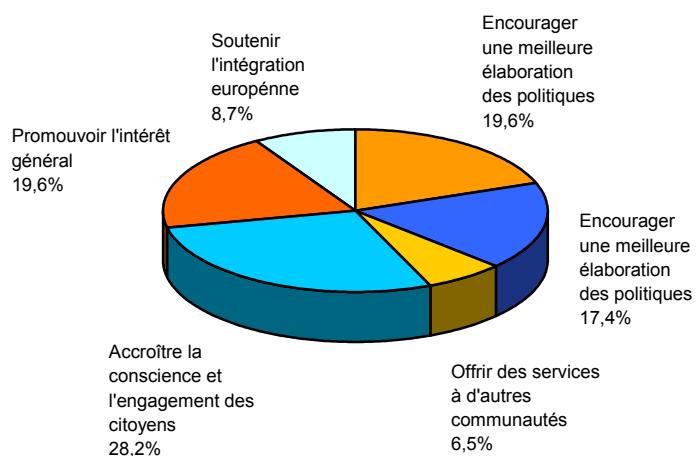
GRAPHIQUE N°2

Mission déclarée des *think tanks* – 15 anciens Etats-Membres



GRAPHIQUE N°3

Mission déclarée des *think tanks* – 10 nouveaux Etats-Membres



2.1.4 DOMAINES DE RECHERCHE

Dans le cadre de leur mission générale, environ 54% des organisations étudiées sont soit des *think tanks* multidisciplinaires, qui se consacrent à l'Europe sans centre d'intérêt particulier (comme Notre Europe en France ou le Centre for European Policy Studies à Bruxelles), soit des instituts qui abordent plusieurs questions (i.e. qui se concentrent sur trois sujets de recherche ou plus, comme l'ELIAMEP à Athènes ou l'Instituto Elcano à Madrid). 46% peuvent être considérés comme des *think tanks* spécialisés ou à vocation unique, même dans le contexte d'un sujet large, comme la politique macroéconomique de l'UE dans le cas du futur European Centre for International Economics (UE) ou l'environnement pour l'Institute for European Environmental Policy (GB).

Pour décrire plus précisément les sujets de recherche sur lesquels les *think tanks* européens se concentrent, quinze catégories ad hoc ont été définies, qui reposent sur les interviews que nous avons faites et l'information que nous avons collectée sur les sites Internet des *think tanks*²¹ :

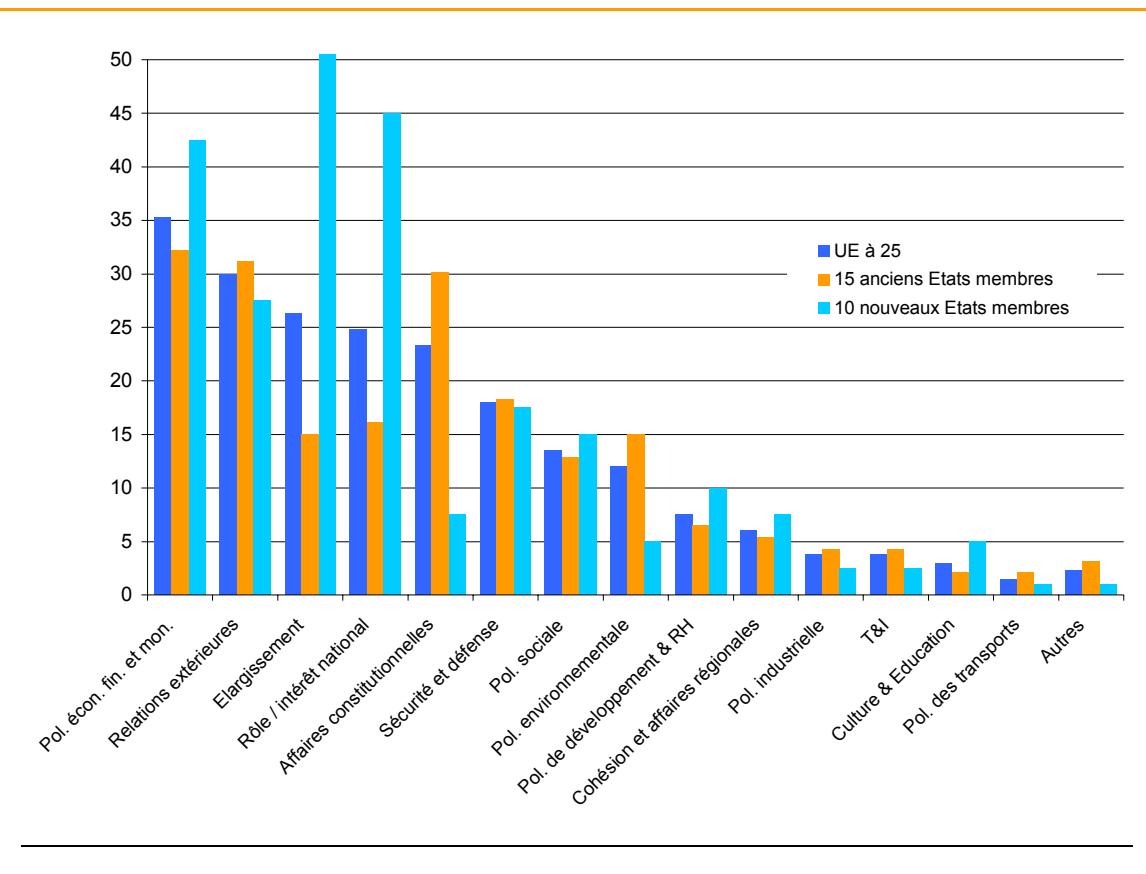
- Les affaires constitutionnelles (dont le droit communautaire, la constitution européenne, le processus de construction européenne)²²
- L'élargissement
- Les relations extérieures et la politique commerciale
- La sécurité et la défense
- La politique monétaire, financière et économique
- La politique environnementale
- La politique sociale
- La politique de développement et les droits de l'homme
- La politique de cohésion et les affaires régionales
- La politique industrielle
- La politique d'éducation et de culture
- La politique des transports
- La société d'information et le développement technologique
- La réflexion sur le rôle ou les intérêts nationaux respectifs au sein de la communauté²³
- Autre

A première vue, les sujets listés correspondent en gros, malgré d'importantes différences, aux domaines stratégiques de l'UE. Ceux familiers des « cerveaux » européens seront cependant conscients du fait que des questions telles que la politique étrangère ou la sécurité et la défense font l'objet de bien plus d'attention que cela pourrait se justifier en termes de compétences et d'activité législative de l'UE. Est-ce le signe que les *think tanks* européens

font plus qu'une simple analyse des politiques et cherchent à proposer des options politiques sur le long terme pour l'avenir de l'Union ? Nous n'avons pas de réponse à cette question, mais nous avons essayé d'analyser l'incidence relative de chaque sujet, en évaluant leur récurrence parmi les *think tanks* étudiés (il faudrait, pour une analyse plus précise, observer la production actuelle des *think tanks*, et pas simplement leurs intentions officielles).

Les deux domaines de recherche les plus importants sont la politique monétaire, financière et économique et les relations extérieures. Ils sont considérés par respectivement plus de 35% et 30% des *think tanks* comme des domaines de recherche essentiels. Viennent ensuite trois sujets : l'élargissement (26,3%), les affaires constitutionnelles (23,3%) et les rôles nationaux (24,8%). La recherche sur l'UE est en effet caractérisée par un fort intérêt pour les intérêts nationaux au sein de l'UE, ce qui explique dans une certaine mesure pourquoi plus de 95% des chercheurs des *think tanks* travaillent non pas à Bruxelles, mais dans les Etats membres. Le Graphique 4 ci-dessous indique les domaines de recherche sur lesquels les *think tanks* européens déclarent se concentrer.

GRAPHIQUE N°4
Domaines de recherche sur lesquels les *think tanks* européens déclarent se concentrer (%)



Opérer une distinction entre les dix nouveaux pays membres de l'UE et leurs pairs donne davantage d'informations. L'élargissement a clairement été une priorité et un centre d'intérêt essentiel (52,5%) des instituts de recherche des nouveaux Etats membres, alors que les 15 anciens Etats membres se sont plus intéressés aux questions constitutionnelles (30%). Enfin,

les recherches sur le rôle et les intérêts nationaux d'un pays au sein de l'UE sont particulièrement importantes dans les nouveaux Etats membres, sans doute en conséquence de leurs efforts pour profiter des négociations d'adhésion. Il s'agit aussi d'un sujet très important au Royaume-Uni et au Danemark, probablement en signe de leur statut spécial et à part au sein de l'Union. Cette perspective nationale est également visible en Espagne et en Grèce.

Un troisième groupe comprend la sécurité et la défense (18%), la politique sociale (13,5%) et la politique environnementale (12%), sans différence significative entre les anciens et nouveaux Etats membres, bien que les anciens Etats membres s'intéressent plus à la politique environnementale, notamment les pays scandinaves et l'Allemagne. Viennent ensuite les autres catégories avec des pourcentages décroissants.

Il n'est pas surprenant de constater que la géographie et l'histoire ont également influé sur les priorités de recherche des *think tanks*. Hormis l'Europe et l'Union européenne élargie, qui sont pour tous des sujets primordiaux, les Etats-Unis et les relations transatlantiques sont un domaine de recherche essentiel en France, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. La Russie et les pays de l'Est avoisinants comme l'Ukraine et la Biélorussie sont une priorité pour la Pologne et les États Baltes, ainsi que la Finlande et la Suède. La Méditerranée est un domaine de recherche clé pour l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce et Chypre. L'Espagne et le Portugal s'intéressent également aux relations avec l'Amérique latine. Enfin, le Moyen-Orient est un sujet clé pour la plupart des *think tanks* spécialistes des questions de sécurité. En revanche, l'Afrique (sauf pour les instituts portugais) et l'Asie semblent des domaines de recherche moins traités.²⁴

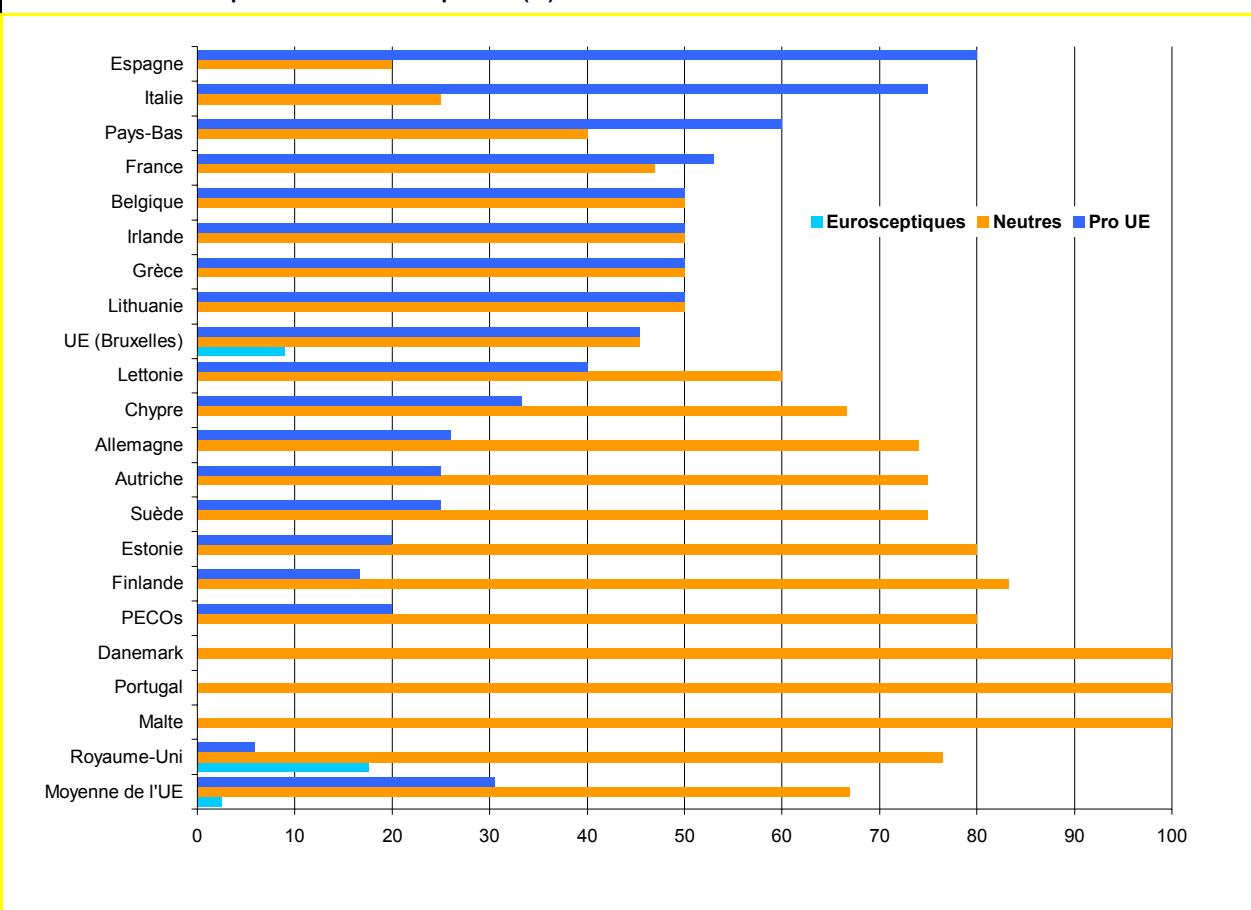
En général, on observe une relative concentration de la recherche des Euro-*think tanks*, renforcée par le fait que la recherche universitaire est aussi importante dans certains des domaines favoris des *think tanks*, comme les questions institutionnelles et les affaires étrangères. Cependant, d'autres domaines comme la politique de la concurrence ou les questions de commerce extérieur sont l'objet de moins d'intérêt malgré leur importance cruciale pour la politique de l'UE. De même, les *think tanks* mènent relativement peu de recherches sur beaucoup de questions pour lesquelles s'applique la co-décision, et qui sont donc particulièrement importantes pour les membres du Parlement européen, comme par exemple le transport, la recherche et la politique de la santé, avec bien évidemment quelques exceptions.

NEUTRE, PRO- OU ANTI-UE ?

Enfin, une question que beaucoup auront à l'esprit : combien de *think tanks* sont pour l'intégration européenne, et au contraire, combien sont eurosceptiques ? Dans notre groupe de *think tanks*, la majorité présente une perspective neutre ou positive vis-à-vis du processus d'intégration européenne. Selon notre définition, les *think tanks* "pro-UE" cherchent à promouvoir et/ou à faciliter le processus d'intégration européenne. Cette approche est généralement explicite dans la mission des organisations, dans les déclarations qu'elles nous ont faites, ou selon l'angle sous lequel elles abordent leurs recherches. On peut comprendre par extension les expressions "neutre" et "anti".

GRAPHIQUE N°5

Think tanks neutres / pro / anti Union Européenne (%)

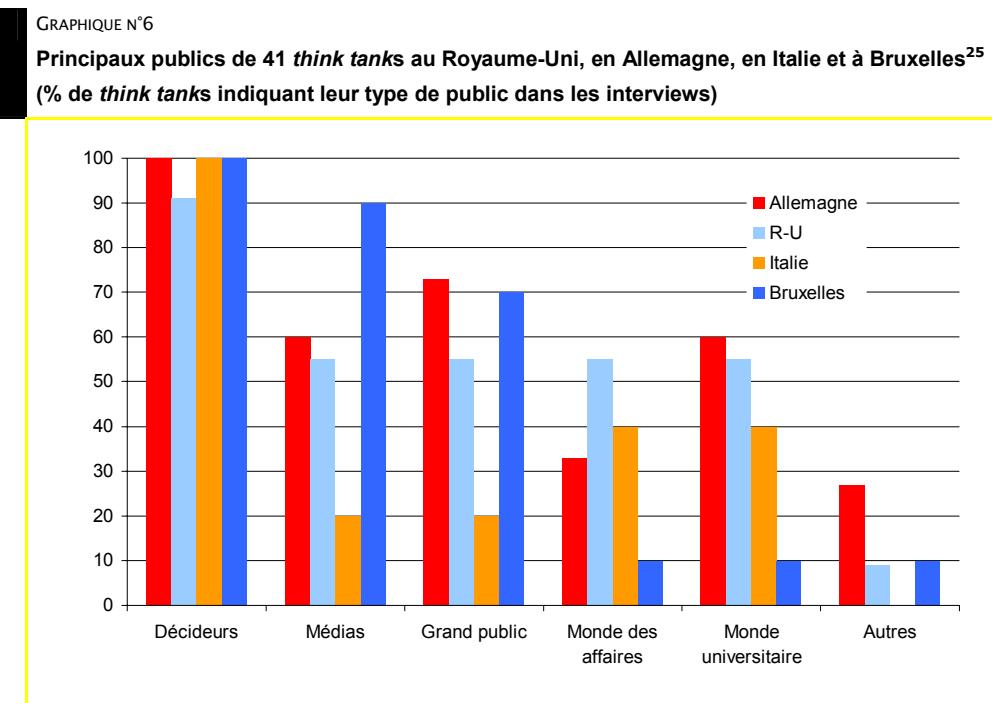


Des pays traditionnellement enthousiastes au sujet de l'Europe, comme la France, l'Espagne et l'Italie ont les plus hauts pourcentages d'instituts pro-UE. Les *think tanks* néerlandais semblent aussi avoir, en général, une attitude positive. Un deuxième groupe de pays, qui comprend la Belgique, l'Irlande et la Grèce, présente des chiffres plus modérés, tandis que la plupart des autres pays ont une population de *think tanks* plus neutre. De manière significative, le seul pays à avoir une communauté distincte de *think tanks* anti-européens semble être le Royaume-Uni, bien que (voir le rapport sur le R-U) les *think tanks* eurosceptiques agissent plus en tant qu'organisations de lobbying pour un groupe précis de politiciens anglais eurosceptiques. L'objectivité de leur recherche est, par conséquent, sérieusement compromise. Les positions des nouveaux Etats membres d'Europe centrale et de l'Est (la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et la Slovénie) sont moins clairement définies, ce qui est peut-être dû au fait qu'ils se sont intéressés aux affaires communautaires bien plus récemment. Néanmoins, l'orientation générale semble être plutôt neutre et on constate l'absence de *think tanks* ouvertement anti-UE.

En général, il semble donc qu'il y ait une relative conformité des efforts à la fois au sujet de l'étendue des recherches et de l'approche prise par les *think tanks* qui se concentrent sur les questions stratégiques sur l'Europe. Tandis qu'en moyenne, nous avons constaté que la plus grande majorité des *think tanks* étudiés peut être considérée comme neutre (68%), plus de 30% ont un parti pris très clair en faveur de l'intégration européenne.

2.1.5. PUBLICS VISÉS

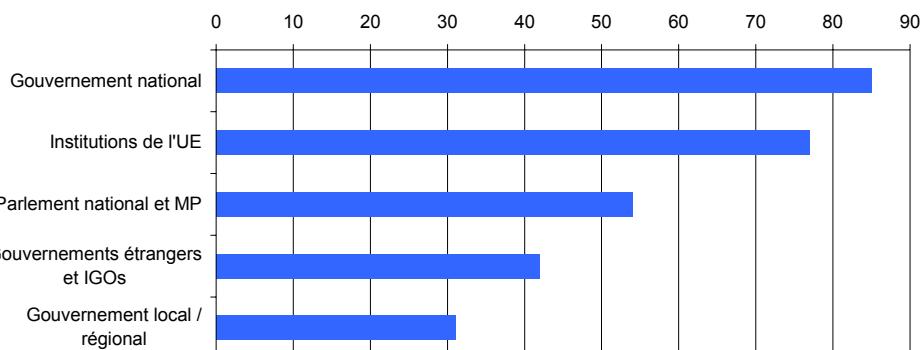
Nous avons demandé aux *think tanks* étudiés d'identifier leur principal public visé. Le Graphique 6 ci-dessous présente des données pour les *think tanks* de trois Etats membres essentiels et de Bruxelles. Le principal public visé des *think tanks* en Italie, en Allemagne, au Royaume-Uni et à Bruxelles semble être les décideurs (98%), suivis des médias (61%), du monde universitaire (44%), du monde des affaires (34%) et autre (15%), comme d'autres *think tanks* ou des syndicats.



Le fait que les *think tanks* soient attirés par les décideurs n'est bien évidemment pas une surprise, il s'agit en fait d'un facteur de sélection clé. Ce qui est plus intéressant, en revanche, est le fait que les *think tanks* de ces pays semblent clairement viser les décideurs travaillant dans l'exécutif, plutôt que ceux travaillant dans les législatures nationales ou européennes. Ainsi, les pourcentages du graphique 7 ci-dessous indiquent que, parmi les décideurs visés, les *think tanks* en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni sont plus intéressés par les gouvernements nationaux (85%) que par les parlements ou les politiciens nationaux (54%). Les *think tanks* visent aussi plus souvent la Commission européenne que les autres institutions : 11 *think tanks* sur les 26 indiquant leur public visé ont cité la Commission.

GRAPHIQUE N°7

Types de décideurs cités par les 26 *think tanks* comme principal public au Royaume Uni, en Allemagne et en Italie (% des *think tanks* donnant cette information supplémentaire)



Cela illustre sans doute le fait que les *think tanks* préfèrent généralement intervenir "en amont" du processus décisionnel ou au stade d'initiation des politiques. Ils sont moins intéressés par l'examen des politiques existantes, rôle traditionnellement joué par d'autres acteurs, comme les parlements nationaux ou les groupes de pression (voir la Section 2.1.6). La majorité des organisations étudiées déclarent que leur priorité est d'influencer la formation des politiques en amont, avant que la Commission européenne élabore les livres verts ou les lois et avant que les parlements tiennent des audiences ou que les gouvernements s'attaquent aux problèmes. Ils ont un parti pris clair pour les politiques prospectives. Un nombre relativement faible de *think tanks* déclarent chercher à surveiller la mise en œuvre des politiques²⁶, ce qui semble indiquer que, du moins en terme d'aspirations, l'ambition d'introduire de nouveaux sujets sur l'agenda politique et de concevoir d'autres solutions l'emporte sur celle d'offrir d'autres types de services aux décideurs et de viser d'autres publics comme les médias.

De plus, il semblerait que les *think tanks* adoptent une position ambiguë lorsqu'il s'agit de s'engager auprès du grand public. Un grand nombre d'instituts étudiés ont déclaré que l'engagement auprès du grand public était une part considérable de leur travail ; mais nous avons souvent constaté qu'en réalité, de telles activités étaient d'une portée limitée. Les *think tanks* ont souvent cité le manque de ressources comme l'une des raisons pour cela. Il n'est pas surprenant que les *think tanks* bénéficiant des plus grands financements, i.e. ceux en Allemagne, sont également ceux qui s'engagent le plus auprès du grand public. Nous reviendrons sur ce sujet dans la Section 4.2.2.

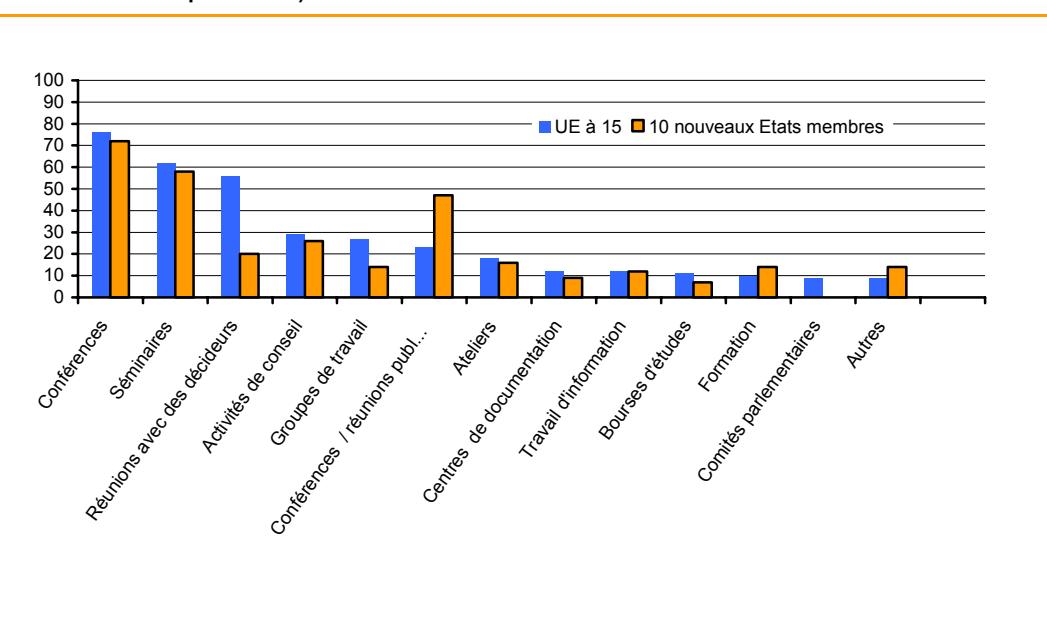
2.1.6 ACTIVITES

Les « cellules de réflexion » ont des activités d'analyse des questions politiques et de production de nouvelles options politiques, mais comment les *think tanks* européens réfléchissent-ils ? Comme mentionné précédemment, la créativité, l'innovation, l'originalité et la « valeur ajoutée » sont caractéristiques d'un *think tank* efficace aux yeux des représentants du secteur. Il s'agit d'une œuvre de taille pour tout secteur économique. Notre étude confirme que les *think tanks* européens cherchent à encourager la création d'idées essentiellement par les activités suivantes :

- Recherche universitaire : pour produire de la valeur ajoutée, les dirigeants des *think tanks* cherchent en général à attirer des chercheurs avec de bonnes références universitaires ou, quand ils sont plus tournés vers la politique, des chercheurs qui ont à la fois des compétences universitaires et beaucoup d'expérience dans l'élaboration des politiques, y compris, dans certains cas, le travail d'information. Tandis que le besoin d'expertise et de méthodologies de recherche formelles tirées des sciences sociales peut sembler évident pour les gens du secteur des *think tanks*, il suffit d'observer des secteurs hautement créatifs comme le design, l'architecture, le marketing, l'art ou la publicité pour réaliser que ce besoin, dans une telle proportion, de recherche universitaire et d'expertise sectorielle pour « réfléchir » est en effet très spécifique.

GRAPHIQUE N°8

Activités principales des *think tanks* de l'UE à 15 et des nouveaux Etats membres (% de *think tanks* mentionnant chaque activité)



- L'échange et la diffusion des idées par des groupes de travail, des séminaires, des conférences et des réunions avec les décideurs : un élément clé de l'activité des *think tanks* est de réunir des gens de divers horizons.²⁷ Ce faisant, les *think tanks* ont aussi l'occasion de diffuser leurs idées. Nous avons constaté que, en plus de produire des

publications et d'avoir recours aux médias, les séminaires et conférences constituent la base du travail de débat et de diffusion des idées des *think tanks* interviewés (en effet, les conférences sont la principale source de financement de plusieurs *think tanks*).

SEMINAIRES, CONFERENCES ET AUTRES MANIFESTATIONS : plus de deux-tiers des *think tanks* ont déclaré avoir organisé des conférences en 2003, et 62% des séminaires. Il est évident que le nombre de ces manifestations varient considérablement d'un *think tank* à l'autre, allant d'une à deux manifestations par an (peut-être une conférence annuelle), à plus de cent pour certains grands instituts (bien qu'il ne s'agisse pas de ceux spécialistes de l'Europe). Le RIIA à Londres organise par exemple environ 140 manifestations par an et l'IIPW à Hambourg 130. Cependant, les *think tanks* spécialistes de l'Europe organisent, en règle générale, environ 20 à 40 conférences et séminaires par an. Les conférences et réunions publiques ont tendance à être moins fréquentes : légèrement moins d'un quart des *think tanks* ont déclaré organiser des manifestations pour le grand public, qui comprennent des forums de débat et des conférenciers invités devant un public large. Il est intéressant de noter que ces manifestations sont beaucoup plus fréquentes dans les nouveaux Etats membres (47% des *think tanks* de ces pays). Cela reflète peut-être le fait que les *think tanks* des nouveaux Etats membres ont moins de contacts avec les décideurs au sein du gouvernement et se consacrent donc au grand public.

REUNIONS AVEC LES DECIDEURS : après les séminaires et les conférences, il s'agit de l'activité la plus fréquente des *think tanks* de l'UE à 15 (56%). Elles peuvent comprendre des réunions en tête-à-tête avec des ministres et des fonctionnaires du gouvernement, et d'autres réunions comme débats de type 'table ronde' impliquant des experts politiques. Il est intéressant de noter que, parmi les *think tanks* des nouveaux Etats membres, seul un sur cinq a déclaré avoir ce type d'activité. Cela suggère en effet que les *think tanks* de ces pays n'ont pas encore le même niveau de contacts avec des politiciens et fonctionnaires que la plupart des *think tanks* d'Europe occidentale.

ACTIVITES DE CONSEIL : De nombreux *think tanks* ont décrit leur travail comme consistant en grande partie à donner des conseils, notamment aux dirigeants, sur divers sujets politiques. Un grand nombre de ces conseils sont proposés par les voies décrites ci-dessus ; i.e. par les séminaires, les réunions, etc. Cependant, un nombre assez considérable d'instituts dans l'étude (29% dans l'UE à 15; 26% dans les 10 nouveaux Etats membres) sont allés un cran plus loin et proposent un véritable travail de conseil pour le gouvernement, le secteur privé ou les deux. Ce fait est important car il indique qu'une grande part des *think tanks* dépendent d'autres activités, hormis la recherche, pour leur financement. Les activités de conseil sont particulièrement importantes en Allemagne, où les 'Denkfabriken' offrent une grande variété de services au monde des affaires, dont des activités de prévision et d'enquête. Il s'agit également d'une importante activité auxiliaire d'organisations à Bruxelles comme l'EPC et CEPS. Ce phénomène pose des questions intéressantes quant au statut futur des *think tanks* en tant que (normalement) acteurs à but non lucratif sans intérêts commerciaux (voir la Section 4.1.1).

PRESENTATIONS DEVANT DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES : de façon surprenante, seul un faible nombre de *think tanks* ont déclaré dialoguer avec les parlements nationaux dans les auditions de commissions (seul un sur dix parmi les *think tanks* de l'UE à 15 et aucun dans les nouveaux Etats membres). Cela reflète peut-être le fait que, comme indiqué ci-dessus, les principaux publics des *think tanks* ont tendance à être des décideurs nationaux de l'exécutif plutôt que du législatif. Cependant, ce manque apparent d'engagement formel dans l'examen parlementaire des lois ne signifie pas que les *think tanks* ne cherchent pas à influencer des parlementaires et des partis politiques ; ils le font, mais plus souvent par des voies informelles, par exemple lors de manifestations, de dîners et d'autres réunions politiques. Leur participation au travail de commission est cependant plus fréquente à Bruxelles, où les *think tanks* sont souvent appelés à contribuer aux auditions de commissions du Parlement européen, qui financent même parfois la recherche indépendante.

L'absence d'instituts de recherche à ces audiences est particulièrement frappante dans les nouveaux Etats membres. Les gouvernements d'Europe de l'Est, peut-être en raison de l'héritage politique soviétique, ne sont pas encore tout à fait prêts à intégrer une contribution « étrangère » à leur processus d'élaboration des politiques. La société civile est encore un phénomène émergent et à ce jour, son rôle n'est pas encore bien défini. Par conséquent, en Lettonie par exemple, « étant donné que l'élaboration des politiques n'a pas toujours lieu d'une façon transparente et bien planifiée, les *think tanks* se retrouvent souvent à réagir à des propositions qui sont déjà examinées à un stade plus avancé du processus politique ». Il ne s'agit pas de dire que les *think tanks* étudiés n'exercent pas d'influence sur leur législature nationale. Ils le font, mais en passant plus par des voies moins formelles, comme des réunions avec des politiciens en particulier lors de manifestations publiques, et via les documents d'information et les mises à jour qu'ils envoient aux politiciens sur diverses questions.

Les AUTRES ACTIVITES PRINCIPALES que les *think tanks* de l'UE à 15 ont déclaré avoir sont, par ordre d'importance : les groupes de travail (27%), les ateliers de recherche (18%), le travail d'information (12%), les centres de documentation (12%), la formation de fonctionnaires gouvernementaux et de l'UE et d'autres professionnels (10%), et autres (9%). Ces autres activités comprennent les lancements de livres, les expositions et les activités de prévision et d'enquête.

Des personnes au sein des *think tanks* étudiés exercent souvent aussi d'autres activités "d'engagement auprès du grand public", parfois sur base bénévole, par exemple en tant qu'experts et conférenciers lors de conférences publiques ou de séminaires de formation. Il s'agit d'une part informelle de la mission de 'service public' de nombreux *think tanks*. Il est également assez fréquent pour les *think tanks* (notamment en Scandinavie) d'avoir un centre de documentation où le grand public peut consulter des livres sur le domaine d'expertise du *think tank*.²⁸ Cependant, seul un *think tank* sur huit propose actuellement ce service. Un certain nombre de *think tanks* étudiés offrent également des bourses à des étudiants (ex : la Friedrich Ebert Stiftung), à de jeunes économistes (ex : l'ODI en Grande Bretagne) ou à des universitaires pour de la recherche sur des questions européennes (ex : le SIEPS en Suède).

Certains *think tanks*, notamment en Allemagne, organisent également des stages pour des membres du public intéressés par des sujets en particulier, tandis que d'autres ont donné du matériel pédagogique à des écoles dans le passé (ex : le Federal Trust sur la citoyenneté internationale). De nombreux *think tanks* étudiés offrent aussi des postes de stagiaires au sein de leur organisation (bien que nous n'ayons pas de chiffres précis sur ce sujet).

En général, on peut observer que les instituts de recherche européens ont tendance à réfléchir plus avec les décideurs et les politiciens de leur entourage qu'avec des types d'acteurs moins conventionnels, voire avec le grand public (voir les Sections 2.1.5 et 4.2.2)²⁹. L'essentiel des activités déclarées, comme les séminaires, les conférences et les réunions avec des décideurs, sont conçues pour permettre aux *think tanks* de diffuser leur message précis auprès d'un cercle relativement restreint de décideurs et de journalistes. Les conférences publiques et les autres types d'engagement auprès du grand public ont tendance à venir en deuxième place, à l'exception des Etats membres scandinaves et de l'Allemagne, où ce rôle semble être pris plus au sérieux. Une forme d'engagement auprès du grand public qui semble cependant augmenter est le forum de débat en ligne (ex : l'EU Policy Network en Angleterre ; où l'objectif d'Europhilia, le futur *think tank* français à organiser des « connections Internet »). L'organisation de ces débats coûte relativement peu chère et ils permettent aux *think tanks* de se positionner sur le marché en tant qu'organisation ouverte et diversifiée.

De façon assez légitime, les « cellules de réflexion » européennes font beaucoup plus que simplement réfléchir. Le nom créé par deux ou trois nouveaux acteurs (*think* et *action tanks*) reflète probablement plus la vraie nature de beaucoup d'instituts. Il correspond en effet à la double mission des *think tanks*, qui consiste à proposer et à diffuser d'autres solutions en politique, et qu'on attend donc d'eux. Un fait plus surprenant est que les dirigeants des *think tanks* interviewés ont rarement eu une réponse claire lorsqu'on leur demandait quelles méthodologies leur organisation utilisait pour stimuler au maximum la créativité collective, bien qu'une poignée ait cité des techniques comme la conception de scénarios. Ce fait a été particulièrement frappant dans le cas d'un important *think tank* français, dont le représentant a commencé l'interview en insistant sur le fait que les vrais *think tanks* produisent des concepts innovants, tandis que les « faux » *think tanks* ont plus « des activités de compilation ». A la question « quels processus avez-vous mis en place pour encourager la création de nouvelles idées dans votre institut ? », le même dirigeant a répondu : « C'est une question intéressante, je n'y ai jamais pensé... » Cette personne interrogée candide, bien que dirigeant d'un des instituts les plus prestigieux et productifs, croit que « peu de gens peuvent produire de nouvelles idées, et que même nous sommes limités. » Il attribue ce manque de créativité à l'engagement insuffisant des universitaires dans la recherche appliquée en politique, la tendance des autorités étatiques de beaucoup de pays à monopoliser l'expertise en politique, ainsi que la réticence des *think tanks* à recruter d'anciens hauts fonctionnaires et responsables, contrairement aux centres de recherche américains. Ce manque de circulation « limite la capacité à innover, car l'échange d'idées n'a pas lieu ». Au-delà de cet exemple, d'autres signes convergents indiquent que la production de perspectives novatrices en politique au sein des *think tanks* en tant qu'organisations repose essentiellement sur trois éléments :

- Des personnes relativement isolées qui sont reconnues comme particulièrement brillantes dans leur propre domaine;
- Un processus général de recherche qui repose surtout sur des méthodes de recherche universitaires et une spécialisation croissante; et
- Une méthode d'échange de points de vue orchestré au sein de communautés relativement limitées.

Tout en gardant à l'esprit les multiples contraintes auxquelles sont confrontés les *think tanks* pour produire des solutions alternatives durables en politique, on peut donc légitimement se demander qui réfléchit : les *think tanks* européens ou seules des personnes isolées au sein de ces organisations ? Contrairement à d'autres secteurs créatifs cités précédemment, l'étendue des méthodes systématiques et collectives pour produire des idées au sein des *think tanks* et de leurs communautés scientifiques semble relativement limitée.

2.1.7 PUBLICATIONS

Les *think tanks* que nous avons étudiés proposent une large gamme de publications, chaque type de publication portant un nom différent selon les *think tanks*. Nous avons observé sept types principaux :

- De courts dossiers politiques sur l'actualité, destinés principalement aux politiciens et aux responsables gouvernementaux (et journalistes) qui ont peu de temps pour lire. Ils sont généralement produits en grande quantité et souvent disponibles en ligne.
- Des documents politiques plus longs, appelés « rapports de recherche », « articles de recherche », « documents hors-série », « livrets » et « brochures », qui présentent des résultats de recherche et donnent des recommandations pour les mesures à venir. Il s'agit des publications principales de la plupart des organisations de l'étude. Les *think tanks* spécialistes de l'Europe en produisent généralement entre 10 et 20 par an,³⁰ souvent sous la forme d'une collection.
- Des rapports de conférence et des comptes rendus de manifestations, souvent publiés sur une base ad hoc.
- Des livres : si nous ne tenons pas compte dans cette catégorie des volumes de conférence et autres grands rapports, le nombre de livres publiés est en fait relativement faible. Les *think tanks* « avec un intérêt pour l'Europe » publient généralement surtout des livres, car ils ont tendance à avoir plus de ressources financières. En revanche, les *think tanks* spécialistes de l'Europe préfèrent généralement se concentrer sur la production de documents politiques. S'ils publient des livres, il s'agit souvent d'un à deux par an.
- Des revues : la plupart des revues, souvent trimestrielles, sont publiées par les *think tanks* « avec un intérêt pour l'Europe » (ex : au Royaume-Uni, l'ODI, la Chatham House et l'IISS), bien qu'un certain nombre d'entre elles soient également publiées par les *think tanks* spécialistes de l'Europe³¹.

- Des points de vue et des articles, qui paraissent dans des journaux ou uniquement sur Internet, et sont rédigés par différents collaborateurs du *think tank*, à la fois internes et extérieurs.
- Des lettres d'information : elles ont tendance à être hebdomadaires ou mensuelles, et informent surtout les membres et autres abonnés des manifestations, publications et autres nouvelles politiques importantes.

Beaucoup de ces publications sont disponibles sur les sites Internet des *think tanks*, gratuitement ou avec des cotisations. Elles sont également utilisées comme « incitants » pour encourager les abonnés à s'inscrire. Certaines offrent des services d'information à d'autres institutions.³² Les publications de recherche sont la première étape de la stratégie pour influencer les décideurs. Les *think tanks* les plus réputés ont développé des stratégies de diffusion sophistiquées, dont des communiqués de presse et des conférences de presse, des apparitions dans les médias et des manifestations pour lancer les publications (voir l'étude de cas sur le CER).

2.1.8 FINANCEMENT

Les *think tanks* de notre étude sont financés par une grande variété de sources, à la fois publiques et privées, dont la Commission européenne, les fondations, les universités et les donations privées. Le financement sert souvent soit à des activités de base, soit à des projets de recherche précis. Les propres activités des *think tanks* sont aussi souvent sources de revenu, grâce, entre autres, aux manifestations et conférences, aux stages de formation et aux activités de conseil. Les types de financement varient considérablement d'un pays à l'autre, avec différents modèles régionaux.

Les informations présentées ci-dessous sont un résumé des résultats de notre étude concernant les sources de financement principales. Le lecteur doit noter que les pourcentages donnés ici sont uniquement liés au nombre de fois où un *think tank* a indiqué une source de financement en particulier, et n'indiquent pas la proportion du financement de chaque source soit pour chaque *think tank*, soit pour l'ensemble des *think tanks*. Les principaux résultats sont :

- FINANCEMENT DE L'ETAT : le financement de base des *think tanks* par l'Etat est fréquent en Scandinavie, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Autriche et, dans une moindre mesure, en France. Les pays où les *think tanks* semblent moins dépendants du financement public sont le Royaume-Uni, l'Irlande, les Pays-Bas et la Grèce. Les *think tanks* européens situés à Bruxelles reçoivent aussi rarement leur financement de base de l'Etat. Au total, un peu moins de la moitié des *think tanks* étudiés (48%) reçoivent certaines parts de leur financement de base des autorités étatiques. Un tel financement est de types variés : il peut s'agir d'une ligne du budget d'un ministère particulier (le plus souvent le Ministère des Affaires étrangères ou le Ministère de l'Education / de la Recherche d'un pays) ; ou d'argent de fonds de recherche du gouvernement central (il s'agit par exemple en Suède de fonds pour la recherche

stratégique sur les marchés du travail) ; ou encore de financement par un conseil de recherches financé par l'État (ex : l' Economic and Social Research Council au Royaume-Uni) ; ou enfin de fonds au niveau du gouvernement régional (financement le plus répandu pour les *think tanks* allemands et espagnols).

- LA COMMISSION : le budget de la Commission européenne de 2004 prévoit un montant de 3,5 millions d'euros dédié aux *think tanks* sur un total de près de 20 millions € pour « le dialogue avec les citoyens » (dont une ligne spéciale du budget (15 06 01 03) « Subventions aux *think tanks* européens et organisations faisant progresser l'idée de l'Europe » et une autre ligne (15 06 01 05) pour les « *think tanks* européens ») 15% des *think tanks* étudiés ont déclaré recevoir une part de cette allocation pour leur financement de base, généralement sous forme de subventions. Dans les 15 anciens Etats membres de l'UE, nous avons trouvé douze de ces *think tanks*. Ils se concentrent tous sur la recherche stratégique sur l'Europe et / ou sur l'étude des affaires internationales. La Commission apporte également un financement de base à un certain nombre de *think tanks* situés à Bruxelles, dont CEPS. Le financement de base proposé par la Commission à des centres de recherche des nouveaux Etats membres est souvent une aide pour la création d'activités, par exemple à travers le programme Phare³³.
- LE SECTEUR PRIVE : ce type de financement est l'une des sources de financement principales pour les *think tanks* avec un intérêt pour l'Europe, surtout en Angleterre, en Allemagne et à Bruxelles. 44% ont déclaré recevoir un financement de base du secteur privé, dont 10% de banques. Les entreprises qui financent des recherches indépendantes en politique sont très souvent de grandes multinationales, dont une part considérable de leurs activités se fait au niveau de l'UE.
- LES FONDATIONS ET LE TRUST : il s'agit d'une autre source de revenu importante. Environ un quart des *think tanks* reçoivent de l'argent de cette façon, généralement pour leurs activités de base³⁴.
- CONTRATS DE RECHERCHE : une part croissante du financement provient d'argent pour des projets de recherche en particulier. Les fournisseurs de fonds les plus fréquents pour ces projets sont les gouvernements nationaux et étrangers, la Commission européenne, le secteur privé et les universités. Le financement de projets est cité comme source de revenus par près de 40% des *think tanks* étudiés, bien que le véritable pourcentage puisse être bien plus élevé.
- AUTRES SOURCES : elles comprennent la vente des publications (il s'agit généralement d'une faible part des revenus totaux, rarement plus de 20%), le revenu des manifestations, des stages de formation et des activités de conseil,³⁵ les cotisations et les donations privées. La dernière catégorie (les donations) est évidemment importante pour beaucoup de *think tanks*. Cependant, une analyse plus détaillée des comptes des *think tanks* (et également plus d'ouverture de leur part) serait nécessaire pour estimer quelle part du financement cela représente.

Il n'est pas évident que nous puissions parler d'un « modèle de financement européen » pour les *think tanks* en raison de la grande diversité des modèles de financement de chaque pays (voir la Section 2.2). Les *think tanks* européens, comme leurs équivalents dans d'autres régions du monde, cherchent cependant tous à obtenir leur financement de la plus grande variété de sources possible. Nous avons rarement constaté qu'un *think tank* dépendait soit à 100% de l'État, soit à 100% du secteur privé pour ses revenus. Même dans des pays où l'on s'attend moins à un financement de la part de l'Etat, comme, par exemple, en Angleterre, la plupart des *think tanks* reçoivent une somme d'argent considérable du gouvernement et / ou de la Commission pour des projets de recherche. Les défis du financement et ses conséquences sur l'activité des *think tanks* seront analysés plus en détail dans la Section 4.1.1.

2.1.9 PERSONNEL

Le nombre moyen d'employés des *think tanks* européens agissant dans les 25 Etats membres et à Bruxelles a déjà été évoqué dans la section 2.1.1. Nous présentons ici les informations collectées sur le profil des chercheurs des *think tanks* (nationalités, parcours universitaires et professionnelles).

Tout d'abord, les employés des *think tanks* européens sont déjà très « européanisés », et, bien que ce soit dans une moindre mesure, « internationalisés », beaucoup de chercheurs étrangers travaillant dans les *think tanks*. Ces chercheurs viennent surtout d'autres pays européens mais certains viennent également de plus loin, notamment de Russie, des Etats-Unis et du Canada. Observer la nationalité d'origine des employés de trois *think tanks* illustre bien ce point : à l'ODI au Royaume-Uni, les chercheurs viennent du Royaume-Uni, d'Irlande, des Pays-Bas, d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Finlande, d'Inde et du Kenya. A l'ETUI à Bruxelles, nous avons trouvé des chercheurs français, allemands, hongrois, bulgares, belges, danois et néerlandais. Enfin, à SIPRI en Suède, le directeur de l'institut est anglais et a été ambassadeur anglais en Finlande. Il n'est pas sûr que cette mobilité soit la même dans tous les pays (par exemple ce ne serait pas le cas des chercheurs français, Féat, 2004).

Les chercheurs européens ont généralement un master ou un doctorat. De nombreux chercheurs travaillant dans des *think tanks* plus de type universitaire, comme ceux en Allemagne et en Scandinavie, ont une formation post-doctorale. En effet, les chercheurs au Danemark doivent, selon la loi, avoir un doctorat s'ils veulent obtenir un poste de chercheur permanent auprès d'un institut de recherche.³⁶ Les 'advocacy' tanks de notre étude, en revanche, vont probablement plus embaucher des chercheurs avec un master ou des diplômes de premier cycle. Ici, l'accent est moins sur l'excellence universitaire d'un chercheur que sur son ou sa capacité à reformuler une idée et à la vendre aux décideurs et aux médias.

Malheureusement, notre recherche ne nous a pas permis d'obtenir des chiffres détaillés sur le nombre d'employés ayant auparavant occupé des postes au gouvernement, ou encore sur le nombre de chercheurs ayant quitté un *think tank* pour retourner au gouvernement. Ce processus d'échange, qu'on appelle processus de 'chassés croisés de personnel' ('revolving doors') est un phénomène intéressant car il montre le lien intime entre les *think tanks* et les

autorités au pouvoir. Notre étude établit cependant clairement que les entrepreneurs politiques qui créent des *think tanks* sont eux-mêmes des politiciens, qui cherchent peut-être un moyen d'améliorer leur propre réputation politique dans leur pays, et peut-être à soutenir une cause en particulier³⁷.

2.1.10 LA PERCEPTION QUE LES EURO-*THINK TANKS* ONT DE LEUR PROPRE TRAVAIL

Malgré les efforts fait par des universitaires pour clarifier cette notion, les *think tanks* sont un concept complexe en évolution. Nous avons donc demandé quelles sont, selon les dirigeants des « cerveaux » européens, les principales caractéristiques de leurs activités et d'un centre de recherche indépendant efficace, crédible et influent. Sur la base des résultats de nos recherches et de nos interviews de dirigeants, les caractéristiques principales d'un *think tank* semblent être dominées par un modèle traditionnel de centres de recherche universitaires, tout en évoluant vers un modèle plus tourné vers la revendication :

- **UN FORT ACCENT (BON QUE DE MOINS EN MOINS IMPORTANT) SUR DES REFERENCES UNIVERSITAIRES :** les directeurs de *think tanks* insistent sur l'importance du style universitaire de leurs publications (livres et articles), d'une méthodologie de recherche rigoureuse et d'un personnel avec une expérience solide dans la recherche et / ou dans l'enseignement au niveau universitaire, notamment pour les chercheurs confirmés. Nous avons également trouvé des instituts dont l'équipe comporte plus de chercheurs avec une orientation vers certaines politiques publiques (ex : l'EPC, le CER, l'ISIS). L'EPC, par exemple, met l'accent sur son désir premier d'être influent en politique, de donner « le bon message, aux bonnes personnes, au bon moment » plus que sur la recherche de type universitaire. Un observateur français de la scène européenne a confirmé le fait que les *think tanks* « sont de plus en plus politiques ».
- **L'INDEPENDANCE :** comme cela sera analysé plus en détail par la suite, cet aspect de leur activité et de leurs institutions est considéré comme crucial, bien que certains centres de recherche reconnaissent que les critères de neutralité traditionnels peuvent nuire à leur capacité à contribuer aux processus décisionnels. Selon un dirigeant, « les *think tanks* européens ont en effet très peu d'influence, en partie car ils ne sont pas politisés. » Un groupe minoritaire d'instituts de recherche européens prétendent qu'être proche des cercles politiques et adopter une position politique claire est une évolution nécessaire (l'étude de cas sur le CER illustre cette tendance), qui n'implique pas nécessairement de perdre son indépendance, ni sa capacité à donner des conseils politiques solides.
- **ENCOURAGER LE DEBAT ET DIFFUSER LES CONNAISSANCES :** cette mission est considérée comme particulièrement importante pour les questions européennes. Selon un institut de recherche tchèque, « connaître le plus d'opinions et de points de vue possibles avant que les responsables ne prennent des décisions est meilleur pour le processus décisionnel. »³⁸ La visibilité, et plus particulièrement la couverture médiatique, sont également citées comme des attributs de *think tanks*, notamment des plus influents.

- APPORTER UNE VALEUR AJOUTEE DE FAÇON OPPORTUNE : pour beaucoup de dirigeants du secteur, les « bons », voir simplement les « vrais » *think tanks* sont ceux capables de produire de nouvelles options stratégiques qui correspondent au programme politique actuel. Il existe un nouveau débat concernant la meilleure approche dans ce domaine, notamment pour déterminer si les “cellules de réflexion” devraient se spécialiser ou rester multidisciplinaires. Un institut danois déclare par exemple : « les *think tanks* généralistes sont un modèle en voie de disparition... Alors que le débat démocratique en Europe se développe, il faudra plus d’expertise spécialisée (...) ». Des dirigeants de *think tanks* multidisciplinaires, bien qu’enclins à vanter la grande variété de compétences de leur personnel, reconnaissent qu’un vrai *think tank* de qualité a besoin de chercheurs très spécialisés qui peuvent apporter « une véritable valeur ajoutée ». De plus, ce qui distingue les *think tanks* de leurs pairs dans les centres de recherche universitaires est leur capacité à réagir à de nouveaux sujets très rapidement. Selon le fondateur d’un nouveau *think tank*, « la vitesse de réaction est essentielle pour contribuer au débat, il faut être en mesure d’anticiper et de réagir »³⁹.
- AGIR EN TANT QU’INSTITUTION DU SERVICE PUBLIC : il s’agit d’un modèle souvent observé dans les pays scandinaves et en Allemagne⁴⁰.
- ETRE INNOVANT ET TOURNE VERS L’AVENIR : en lien avec le point précédent, les *think tanks* aident à traiter les problèmes émergents. Un directeur portugais prétend que la tâche principale d’un *think tank* est de « produire de l’information qui anticipe les besoins futurs des décideurs »⁴¹.
- PROPOSER UN FORUM DE DEBAT ET DE RESEAUX SUR LES QUESTIONS EUROPEENNES : l’IEA à Dublin, par exemple, conçoit son rôle comme consistant à faciliter le débat en réunissant sous son toit divers acteurs, des politiciens irlandais, des universitaires et des journalistes, qui, sinon, ne se rencontreraient pas⁴².

L’accent mis sur la qualité de la vitesse de réaction, de l’influence et du travail en réseau, parallèlement à ce qui semble être un accent de moins en moins important sur les références universitaires et l’indépendance idéologique, reflète probablement la tendance naissante soulignée précédemment à plus de « revendication ». Nous reviendrons sur ce sujet et les questions qu’il soulève pour le secteur dans les Sections 4 et 5.

2.1.11 L’INDEPENDANCE, VALEUR ESSENTIELLE

L’INDEPENDANCE DE QUI ET DE QUOI ?

Pour tous les ‘Euro-*think tanks*’ interrogés, l’indépendance est perçue comme une valeur et un gage d’efficacité importants⁴³. Cette notion est toutefois conçue différemment par les responsables de *think tanks*. Elle revêt essentiellement trois aspects : intellectuel, structurel et idéologique.

Pour la majorité des personnes interviewées, c’est l’indépendance intellectuelle qui importe avant tout, avec ses canons de recherche scientifique. Un professeur d’université qui a fondé un *think tank* réputé pour la qualité de ses recherches insiste ainsi sur l’indépendance de la

conduite de la recherche, de la définition de son propre agenda, et de la liberté de position qui est donnée aux chercheurs de son institut. Si ces critères sont respectés, la prépondérance de certaines sources de financement, voire l'approche militante, ne sont pas, selon lui, incompatibles avec la liberté de proposition. Un critère essentiel pour de nombreux *think tanks* est de déterminer son propre programme. De plus, quand le conseil ou d'autres autorités donnent des conseils, ils insistent sur le fait que l'indépendance nécessite que personne n'affecte les conclusions des recherches. En fait, les résultats de recherche devraient être rapportés de façon indépendante, même lorsque la recherche est menée au nom d'une organisation extérieure ou payée par cette dernière. L'IWE (Forschungsstelle für institutionelle Wandel & europäische Integration), située à Vienne, débat toujours de ses conclusions avec les gens qui ont commandé un projet de recherche, mais souligne qu'elle « ne les change jamais .»

D'autres rappellent aussi l'importance de l'autonomie organisationnelle et financière d'un *think tank* afin de protéger son pendant intellectuel. L'indépendance universitaire et l'indépendance matérielle sont donc distinguées.

COMMENT MAINTIENT-ON SON INDEPENDANCE ?

En général, cependant, on s'accorde sur les principales caractéristiques d'indépendance suivantes :

- Le facteur d'indépendance clé pour presque tous les *think tanks* interviewés est la diversité, l'équilibre et le caractère permanent des sources de financement. Le futur European Centre for International Economics, qui commencera ses activités à Bruxelles à l'automne 2004, illustre par exemple ce modèle, car il tente actuellement de s'assurer que les fonds apportés par les douze Etats membres originaux qui participent à ce projet sont égaux à ceux apportés par divers donateurs du secteur privé. Ces fonds seront complétés par le revenu des publications et des manifestations⁴⁴. Trouver un créneau, grâce à des activités ou des sujets spécialisés, est donc une stratégie importante (voir la Section 4). Plusieurs personnes interrogées, comme des membres de Notre Europe, ont souligné la nécessité de trouver un financement sur le long terme pour ne pas avoir besoin de chercher constamment de nouveaux financements. La définition du mélange idéal de sources de financement varie cependant selon les différents arrangements particuliers des *think tanks*. Chose intéressante, certains *think tanks* prétendent que grâce à des liens étroits avec les autorités publiques, ils n'ont pas besoin de chercher un financement des entreprises et que cela contribue donc à garantir leur indépendance⁴⁵. Fait également révélateur de la relation ambiguë au financement, quelques équipes de recherche sous contrat, comme MESA 10 en Slovaquie, cherchent à développer en parallèle des activités de conseil, qui les aident à financer leurs activités de recherche.
- La plupart des *think tanks* adoptent un statut juridique qui les protège de pressions extérieures. En tant qu'associations, fondations, ou autre, ils cherchent à rester « indépendant », « à but non lucratif », voire « apolitique. » L'indépendance est parfois mentionnée explicitement dans leur énoncé de mission ou leur statut⁴⁶. Il

n'apparaît pas de modèle clair concernant le meilleur type de structure pour protéger l'indépendance d'un *think tank*, bien que plusieurs indiquent qu'un environnement universitaire est plus favorable.

- Certains ont des mécanismes complexes de « contrôle » du processus décisionnel, conçus afin de garantir que les directeurs et les différentes parties prenantes d'un institut de recherche aient besoin de l'accord des autres parties pour prendre des décisions, et que les membres du conseil d'administration soient choisis avec précaution. La diversité des points de vue représentés à leur conseil, le rôle du conseil consistant à garantir l'intégrité intellectuelle de l'institut, la capacité à entretenir des contacts avec différents partis politiques et secteurs professionnels sont importants pour empêcher des recherches biaisées. Plusieurs *think tanks* ont un comité scientifique⁴⁷.
- Contrairement au Kiel Institute for World Economics (IfW) ou à l'ISPI (Istituto per gli Studi di Politica Internazionale) à Milan, peu de *think tanks* font explicitement référence à une « méthodologie empirique rigoureuse » ou déclarent « respecter des critères de recherche universitaire » (Observatoire Social Européen), avoir « une approche objective pour mener des recherches sans préjugés politiques », ou « des critères de recherche de type universitaire. » Très peu expliquent sur leur site Internet si leur recherche est contrôlée, et si oui grâce à quelles méthodes, ni comment les critères de base de la recherche universitaire sont respectés, bien que l'IFO-Institut (Institut für Wirtschaftsforschung à Munich) nous a expliqué que ses recherches sont « contrôlées dans une certaine mesure par des pairs ».
- Certains *think tanks* expliquent que c'est plus souvent la qualité de leur recherche, leur "transparence", leur "compétence" et leur « bon travail » qui protègent le mieux leur réputation sur le long terme et garantissent qu'ils "ne peuvent pas être utilisés facilement » (IRI Europe)⁴⁸.
- La réputation et le prestige des fondateurs et des dirigeants actuels des *think tanks* contribuent également à garantir une image de recherche sérieuse. Pour beaucoup, il est vital d'avoir, parmi ses membres du conseil, des « personnalités au-delà de tout soupçon, » comme le souligne un *think tank* allemand. Cet aspect est particulièrement marqué en Italie.
- Les liens étroits avec des institutions publiques (sur le plan financier ou organisationnel) sont perçus par certains comme compromettant l'indépendance et la crédibilité, bien qu'aucun ne se plaigne ouvertement des décideurs cherchant à influencer leur travail. D'autres cependant considèrent que de tels liens renforcent leur indépendance. La plupart, voire tous les *think tanks*, se perçoivent en fait comme indépendants, même quand ils ont des liens étroits avec des institutions (ex : l'European Centre for Social Welfare Training and Research à Vienne) et quand ils dépendent de sources de financement limitées, voire, dans certains cas, d'une source publique⁴⁹. De nombreux 'advocacy' tanks anglais financés par le secteur privé

soulignent cependant que la meilleure façon de maintenir son indépendance est de ne pas recevoir de financement de l'Etat.

- Les dirigeants des *think tanks* sentent cependant que la coordination et l'approbation de leur programme par des partenaires institutionnels n'impliquent pas le contrôle du contenu intellectuel de leur recherche, même quand le programme de recherche est approuvé par une académie ou le groupe de revendication ('*advocacy*') auxquels les *think tanks* sont affiliés (ex : la campagne « Europe durable » des Amis de la Terre dans le cas du Sustainable Europe Research Institute à Vienne). Les partenariats ne sont pas considérés comme affectant la capacité des *think tanks* à protéger leur indépendance. Même ceux qui ont des liens étroits avec des partis politiques, comme certaines des grandes Stiftungen (fondations) allemandes, font attention à protéger leur image d'indépendance, en impliquant dans le débat des politiciens de divers bords. L'Institut für europäische Politik (IEP) à Berlin « fait participer au débat les principaux décideurs pour ne pas être perçu comme unilatéral » (voir également la Section 2.4)⁵⁰ .

Plusieurs *think tanks* ont exprimé combien il est difficile de maintenir l'indépendance d'un centre de recherche, bien que « l'indépendance n'ait jamais été un problème jusqu'ici » pour une poignée d'entre eux⁵¹. Nous irons plus loin dans le débat sur l'indépendance dans la Section 4 (concernant les défis que représentent la revendication, les pressions financières et la proximité avec les décideurs).

2.1.12 MESURE DE LA PERFORMANCE

Tous les *think tanks* examinés contrôlent et rapportent leurs activités plus ou moins en détail sur leurs sites Internet et dans leurs rapports annuels, sans doute pour promouvoir ces activités et guider leur travail. Au-delà du contrôle, la plupart des *think tanks* sont intéressés par la mesure de l'impact de leurs activités sur l'agenda européen et les alternatives débattues, mais peu ont élaboré des moyens appropriés pour le faire. Un dirigeant a répondu à notre questionnaire : « Aucun mécanisme précis en place pour mesurer la performance ; il y a tellement de compétition, un test simple est la capacité à survivre ! »

De façon plus générale, « la mesure de la performance » est généralement limitée à l'identification de cas où les messages d'une organisation ont, selon les *think tanks*, contribué à l'élaboration des politiques. Comme souligné précédemment (Section 2.1.3), les *think tanks* examinés ici ont en effet une variété de missions et d'objectifs, dont l'accomplissement est un défi pour tout *think tank* et est particulièrement difficile à évaluer. Les *think tanks* qui souhaitent influencer l'élaboration des politiques directement auprès des décideurs cherchent généralement à prouver l'importance de leur travail, en identifiant des exemples précis d'idées qui ont été promues par l'organisation, et débattues ou appliquées plus tard par des décideurs. Même « s'il y a toujours une différence entre les résultats de recherche et les politiques approuvées par l'État, on peut tout de même constater la contribution d'un *think tank* », selon l'un des dirigeants de *think tank* interviewés. Beaucoup font alors la publicité de ces prétendues réalisations. Un exemple souvent cité est CEPS et EMU en 1998 (voir la

Section 1.2). Ceux qui cherchent à diffuser des idées plus largement s'intéressent généralement à leur couverture médiatique.

La perspective est souvent à court terme, car les *think tanks* espèrent une réponse rapide à leurs efforts, même si les personnes interrogées dans le cadre de cette étude insistent sur le fait qu'il est nécessaire d'adopter une perspective à long terme pour influencer le processus décisionnel et l'opinion publique. « Diriger un *think tank* n'est pas comme diriger un restaurant où vous pouvez proposer vos plats au menu, et où les gens passent et choisissent alors de manger là ! » a déclaré le dirigeant d'un *think tank* anglais pour illustrer l'argument selon lequel changer les esprits peut prendre beaucoup de temps. Dans les nouveaux Etats membres, où on nous a répété que les *think tanks* créés après les évolutions politiques des années 1990 ont un contact direct limité avec les autorités publiques, des instituts de recherche trouvent plus difficile de mesurer leur influence sur le processus décisionnel, car leur impact ne peut être que très indirect. Certains donnent néanmoins des exemples de lois approuvées sur la base, selon eux, de projets élaborés par leur organisation. Outre des exemples indirects, les *think tanks* étudiés cherchent à mesurer leur impact en observant surtout :

- L'évolution de leur nombre d'adhérents : « si le nombre d'adhérents augmente, cela signifie que notre travail est utile. »
- Le nombre de personnes assistant aux conférences et séminaires
- L'évolution des achats de leurs publications
- Les visites et les téléchargements sur leur site Internet.⁵²
- Leur couverture médiatique, bien que très peu d'entre eux n'aient pas de chiffres précis.

Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des détails plus précis, qui nous auraient permis de comprendre quelles conclusions les *think tanks* tirent de telles données, concernant à la fois l'évolution de l'opinion et l'impact sur l'élaboration des politiques. Les études de cas dans les Sections 4 et 5 sur les efforts du Free Market Institute lithuanien pour mesurer sa notoriété et l'auto-évaluation de l'Institut d'Etudes européennes en Estonie sont un peu exceptionnelles. Comme nous le développerons davantage dans la Section 5, il faut regarder au-delà de l'UE pour trouver des *think tanks* qui ont cherché et tenté de mettre en place des mécanismes de mesure de la performance plus élaborés.

2.2. LA SITUATION DANS CHAQUE ETAT MEMBRE

Dans cette section, nous présentons les résultats de notre étude par pays pour mieux comprendre les facteurs sociaux, politiques et institutionnels spécifiques à chaque pays, qui façonnent le développement des Euro-*think tanks*. L'ensemble des 25 Etats membres est traité dans l'ordre suivant, avec un rapport à part pour les instituts européens à Bruxelles :

-
- Union européenne - Bruxelles
 - Allemagne
 - Autriche
 - Etats baltes
 - Benelux
 - Chypre
 - Danemark
 - Espagne
 - Finlande
 - France
 - Grèce
 - Hongrie
 - Irlande
 - Italie
 - Malte
 - Pologne
 - Portugal
 - République tchèque
 - Royaume Uni
 - Slovaquie
 - Slovénie
 - Suède
-

UE-BRUXELLES

DES *THINK TANKS* EUROPÉENS AU COEUR DE L'UE

C'est à Bruxelles, au cœur de la machine à élaborer les politiques européennes, qu'on trouve quelques-uns des *think tanks* transnationaux les plus influents et renommés se concentrant sur des questions européennes. Bruxelles abrite actuellement dix *think tanks* qui satisfont nos critères, dont deux parmi les plus réputés : CEPS (Centre for European Policy Studies) et l'EPC (European Policy Centre), ainsi que de nombreuses organisations qui assurent des fonctions semblables.

Un premier groupe s'est formé au début de l'intégration européenne (comme l'European Trade Union Institute en 1978 et CEPS en 1983). La plupart, dont l'EPC (1996) sont récents. Leur nombre risque probablement d'augmenter à l'avenir. Certains *think tanks* ont été créés en fait très récemment (ex : le Lisbon Council for Economic Competitiveness, lancé durant l'été 2003). D'autres doivent encore être lancés officiellement (comme le European Centre for International Economics, dont Jean Pisani Ferry est à l'origine). Tandis que certains pourraient disparaître, il est probable que d'autres soient créés dans les années à venir.

Les *think tanks* à Bruxelles ont plus tendance à suivre le modèle anglo-américain que leurs pairs dans les Etats membres. Presque tous sont établis sous la loi belge en tant qu'associations indépendantes à but non lucratif et proposent des services semblables. Les conférences, séminaires et groupes de travail en particulier sont d'importantes plates-formes pour travailler en réseau avec d'autres acteurs et débattre d'alternatives de politiques publiques. Ils permettent aux participants du secteur privé de se rencontrer et de réfléchir avec des personnes venant des institutions européennes dans un « environnement neutre », comme le souligne CEPS. Beaucoup à Bruxelles ont des membres et cherchent en particulier les affiliations d'entreprises. Leurs publics sont également très semblables, étant donné que le travail de tous ces *think tanks* est destiné aux décideurs européens, à la Commission en premier lieu, de plus en plus au Parlement européen, puis aux gouvernements nationaux et aux médias. Tous ont un programme neutre, ou de plus en plus souvent pro-européen, hormis le Centre for the New Europe, qui est eurosceptique. Tous, d'une façon ou d'une autre, ont l'ambition de contribuer à combler le déficit démocratique entre l'UE et ses citoyens. Tous cherchent à diversifier leur base de financement pour préserver leur indépendance et certaines organisations à Bruxelles ont des mécanismes de financement très sophistiqués. L'EPC et CEPS ont particulièrement bien réussi à cet égard, avec des fonds relativement importants provenant de cotisations, de revenus liés à des services, de contrats et de subventions. D'autres ont des stratégies différentes, allant de fonds personnels dans le cas du Lisbon Council, à des abonnements des Etats et associations membres dans le cas du futur European Centre for International Economics.

Cependant, au-delà de ces ressemblances générales, la concurrence est forte à Bruxelles et certaines organisations cherchent à développer un créneau. Tandis que les plus grands *think tanks* ont tendance à être multidisciplinaires, le domaine de recherche des Euro-*think tanks* peut être spécialisé, comme les questions de défense pour l'International Security Information Service (ISIS Europe), l'Asie pour l'European Institute for Asian Studies et les « implications sociales de la construction européenne » pour l'Observatoire Social Européen. Les *think tanks* tentent également de proposer différentes approches aux questions européennes. L'EPC, par exemple, est fier d'être tout d'abord « une plate-forme accueillante pour un débat équilibré », tandis que CEPS cherche à produire « de la recherche stratégique solide » et « d'atteindre un haut niveau d'excellence universitaire ». Ils proposent des activités différentes, comme les forums de l'EPC. Par conséquent, Bruxelles a un mélange de *think tanks* universitaires, de 'advocacy' tanks et d'instituts de recherche sous contrat.

La concurrence à Bruxelles est bien évidemment accrue par le grand nombre d'organisations qui n'ont peut-être pas d'équipes de chercheurs internes, mais assurent les mêmes fonctions que celles des *think tanks*. Proposer une liste exhaustive serait une tâche considérable. Il faut cependant citer des forums de débat comme Friends of Europe et Forum Europe, ainsi que des concepts novateurs qui enrichissent le secteur comme The Centre, hybride entre le *think tank* et le cabinet-conseil, créé début 2004. Ce type d'organisation joue un rôle important en tant « qu'incubateur d'idées, en proposant des séminaires, des tables rondes, des lancements de livre, des débats et une variété de manifestations sociales » et en tant « qu'instigateur d'idées, en collaborant avec des *think tanks*, des fondations et d'autres communautés de pensée en Europe » (The Centre). Ces organisations ne sont cependant pas retenues dans notre liste car elles ne mènent pas de recherche en interne. Les organisations bruxelloises comprennent également des réseaux comme TEPSA (Trans-European Policy Association), EPIN (European Policy Institutes Network) et l'European Ideas Network (« un processus ouvert de *think tanks* pan-européens sponsorisé par le groupe [conservateur] PPE-DE, le plus grand groupe politique du Parlement européen. ») Créé en 1998, la Fondation Européenne Madariaga réunit également les anciens élèves du Collège d'Europe « pour mettre la capacité de recherche du Collège au service du débat européen ».

Bruxelles abrite bien sûr également des dizaines de groupes variés, capables de produire des propositions de politiques publiques alternatives. La Commission a son propre « cerveau » sous la forme du Groupe des conseillers politiques, créé en 1992 par Jacques Delors, ancien président de la Commission, que nous n'avons pas retenu dans notre étude car il appartient aux structures de la Commission. Il existe également des dizaines de groupes de lobbying / d'hybrides de *think tanks* qui contribuent à l'élaboration des politiques européennes, comme le « European Round Table of Industrialists » (ERT), le Bureau Européen de l'Environnement (BEE), « l'International Crisis Group » (ICG), la « European Federation for Transport and Environment » (T&E), et le « European Citizen Action Service » (ECAS), pour n'en nommer que certains⁵³. Le groupe de lobbying industriel UNICE et le groupe de lobbying syndical ETUC, qui ne sont pas à proprement parler des *think tanks*, proposent aussi régulièrement des rapports détaillés sur comment, selon eux, l'économie de l'UE et les marchés du travail devraient évoluer.

Il faut également citer les bureaux européens de *think tanks* américains situés à Bruxelles ou dans l'UE, comme « RAND Europe », « l'East West Institute » (EWI) et « l'Aspen Institute ». Il s'agit là d'organisations puissantes, et qui le sont de plus en plus. L'EWI, qui a un bureau à Bruxelles, est « une institution euro-américaine indépendante et à but non lucratif dont les activités visent à identifier les écueils les plus dangereux du 21ème siècle et à contribuer à créer des sociétés civiles justes, prospères et pacifiques dans ces zones. » Elle réalise « des projets sur le long terme qui créent la confiance et la compréhension et cherchent à réduire les tensions depuis l'Eurasie jusqu'à la région transatlantique, en utilisant son réseau unique de dirigeants des secteurs public et privé dans plus de 40 pays ». RAND Europe, qui fait surtout de la recherche sous contrat, ne compte pas moins de 56 chercheurs à plein temps au total à Leiden, Cambridge et Berlin, qui aident « les gouvernements européens, les institutions et les entreprises grâce à une analyse impartiale et rigoureuse des problèmes les plus sérieux auxquels ils sont confrontés »⁵⁴. L'Aspen Institute, qui a des bureaux à Lyon, Berlin et en Italie (Milan), agit particulièrement pour encourager les relations régionales et transatlantiques, en examinant le rôle des pays où ils sont établis en Europe et en abordant d'importants problèmes éthiques, économiques et politiques.

ALLEMAGNE

UN DISPOSITIF ATYPIQUE

L'Allemagne se caractérise par un dispositif pluraliste d'organismes indépendants, situés à l'extérieur des structures gouvernementales, mais qui sont soutenus, financés et parfois même organisés par celles-ci. On compte ainsi une vingtaine de *think tanks* en Allemagne qui font preuve d'un intérêt pour les questions européennes et sont à ce titre retenus dans cette étude.

Le dispositif de *think tanks* en Allemagne est très particulier et ne trouve d'équivalent dans aucun autre pays européen. En effet, leurs types sont très variés. On trouve tout d'abord un nombre élevé d'universités sans étudiants, dont l'activité principale est la recherche académique. Cette catégorie comprend les grands instituts qui s'occupent de politique extérieure, de paix et de sécurité comme la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) et la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), à vocation internationale et dont une grande part des activités portent sur l'Europe. La SWP et la DGAP ont chacune un programme de recherche sur l'UE qui se concentre, respectivement, sur l'intégration européenne, les relations extérieures de l'Union et la sécurité européenne pour la première, et sur les relations franco-allemandes et l'Europe centrale et orientale pour la seconde. A la différence de la SWP, dont la mission première est de conseiller le gouvernement fédéral, la DGAP est une organisation indépendante non partisane, similaire au Council for Foreign Relations à New York et au Royal Institute for International Affairs à Londres.

On compte également parmi les universités sans étudiants les six grands instituts de recherche et de conjoncture (DIW-Berlin, IFO-Institut, HWWA de Hambourg (Hamburgischen Welt-Wirtschafts-Archiv), RWI d'Essen (Rheinisch-Westfälisches Institut für

Wirtschaftsforschung), IFW de Kiel et IWH de Halle), dont la recherche académique porte sur l'intégration européenne d'un point de vue économique, exception faite du RWI. Ces instituts mettent ainsi en perspective avec l'Union européenne les résultats de leur recherche sur l'économie en Allemagne. Le financement de ces *think tanks* économiques, à la fois par le gouvernement fédéral et par celui des Länder, reflète la structure fédérale allemande.

Il existe par ailleurs un autre groupe de *think tanks* caractéristiques de la structure politique de l'Allemagne : les 'Stiftungen' ou fondations politiques. En effet, selon Martin Thunert (interview), elles n'ont aucun équivalent dans le monde, exception faite peut-être de l'Autriche, des Pays-Bas, et dans une moindre mesure, de la France. Il s'agit là de laboratoires d'idées qui défendent des intérêts et des idéologies. On compte aujourd'hui sept fondations politiques, dont les deux principales sont la Friedrich-Ebert-Stiftung, proche du SPD, et la Konrad-Adenauer-Stiftung, proche de la CDU. Ces fondations ont été créées dans les années 1960, hormis deux plus récentes : la Heinrich-Böll-Stiftung (1996), proche des Verts, et la Rosa-Luxemburg-Stiftung (1998), proche des socialistes du PDS⁵⁵. Ces fondations ont des activités essentiellement à l'étranger, consistant par exemple à promouvoir la démocratie en Afrique et en Amérique Latine. Leurs activités de recherche ne représentent en fait que 20% maximum de l'ensemble de leurs activités. Elles ne sont donc que des *think tanks* « partiels ». Elles sont entièrement financées par l'État et sont toutes liées aux partis politiques représentés au Bundestag, mais ne sont en aucun cas des instruments du leadership de ces partis, ni des prolongations des départements de recherche internes des partis.

Jusqu'aux années 1970, le développement des *think tanks* était entièrement lié aux demandes de l'État ou des organisations corporatistes proches de celui-ci. Aujourd'hui encore, le gouvernement fédéral ou celui des Länder continue d'être la principale source de financement ou d'infrastructure de la majorité des *think tanks*. Ainsi, des instituts de recherche sur la paix ont été créés par des gouvernements socio-démocrates des Länder, comme la Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung (HFSK), créée en 1970 à Francfort et l'Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik (IFSH), créé en 1971 à l'université de Hambourg, qui se concentre exclusivement sur la Politique étrangère et de sécurité commune de l'Union.

En Allemagne, de grandes entreprises développent également des réflexions prospectives ou sont à l'origine de fondations, lesquelles confient à l'extérieur (souvent à des centres universitaires) des exercices de réflexion et d'anticipation, notamment sur l'Europe. La plus connue est la Fondation Bertelsmann, qui comprend parmi ses six grands domaines d'intervention les relations internationales, et donc l'Europe. Dans les années 1990, la Fondation Bertelsmann est apparue comme un acteur essentiel de la recherche politique à financement privé, disposant de ressources équivalentes voire supérieures aux plus grands instituts politiques financés par l'État. Même si la Fondation Bertelsmann est avant tout une organisation qui accorde des subventions pour la recherche, elle s'apparente à un *think tank* par son mode opératoire. En effet, elle organise son travail de sa propre initiative, conçoit ses propres priorités de recherche et participe de façon active aux projets, qui sont initiés par elle. Ainsi, contrairement à de nombreuses autres fondations, ses activités de dialogue ne sont

qu'un moyen pour réaliser ses objectifs. Ses activités sont essentiellement nationales et internationales, avec un intérêt particulier pour l'intégration européenne.

L'Allemagne étant de tradition universitaire, on trouve également un grand nombre de *think tanks* liés à des universités. De nombreux *think tanks* allemands sont ainsi affiliés à des universités ou agissent dans un environnement semi-académique, comme le Max-Planck-Institut für Gesellschaftsforschung, qui étudie les questions communautaires sous l'angle de l'intégration européenne. Dans les années 1990, certaines universités sont allées plus loin et ont créé des unités de recherche politique universitaires, comme le Zentrum für europäische Wirtschaftsforschung (ZEW) et le Centrum für angewandte Politikforschung (CAP), dont le principal sponsor est la Fondation Bertelsmann. L'un des plus récents *think tanks* universitaires est le Zentrum für Europäische Integrationsforschung (ZEI, créé en 1995) de l'université de Bonn, qui a reçu une subvention gouvernementale substantielle pour sa création pour compenser le fait que Bonn n'était plus la capitale.

Bien que tous les *think tanks* allemands aient été créés après la Seconde Guerre mondiale, la création de certains instituts de recherche économique remonte à la République de Weimar et même à l'Allemagne impériale. Ainsi, quatre des six grands instituts de recherche économique, les HWWA (Archives d'économie mondiale de Hambourg, créées en 1908), l'Institut für Weltwirtschaft (IfW, Institut d'économie mondiale, créé en 1914) et le Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW, créé en 1925), ainsi que le RWI (créé en 1926, non retenu ici en raison de son activité purement nationale) ont été relancés après la guerre, mais existaient déjà auparavant. Certaines fondations politiques, telles que la Friedrich-Ebert-Stiftung (proche du SPD), existaient également avant la période nazie.

Les *think tanks* allemands ont tendance à être importants par la taille de leur personnel et surtout par la variété de leurs activités. En effet, seuls deux *think tanks* se concentrent exclusivement sur les questions européennes, l'IEP (Institut für europäische Politik) et le ZEI, tous les autres ayant des domaines de recherche tournés vers l'international dans son ensemble, et portant donc seulement en partie sur l'Europe.

On observe plusieurs tendances concernant le développement des *think tanks* en Allemagne. Ils deviennent, en général, de plus en plus visibles. Le fait que Berlin soit devenue la capitale leur offre une audience qui n'existe pas à Bonn. Les médias allemands font par ailleurs de plus en plus appel aux *think tanks* pour des commentaires d'experts, au détriment des professeurs d'université. Par ailleurs, de plus en plus d'acteurs et de financements privés s'y intéressent. La Fondation Bertelsmann en est le principal, mais il existe un ensemble de fondations plus petites qui permettent aux instituts de recherche allemands de ne plus dépendre uniquement des fonds publics. Ils accueillent qui plus est un nombre croissant de jeunes entrepreneurs dynamiques, qui tentent parfois de créer leur propre groupe de réflexion (par exemple le BerlinPolis ou le Global Public Policy Institute). Les *think tanks* allemands ont aussi tendance à devenir moins idéologiques et plus pragmatiques, axés sur les réformes politiques. Les fondations politiques par exemple soulignent qu'elles ne soutiennent pas un seul point de vue ou une seule source d'idées en dépit de leurs liens avec un parti politique particulier. Enfin, les décideurs politiques n'attendent plus seulement d'un *think tank* qu'il leur

apporte des idées novatrices au niveau politique, mais également qu'il les aide à définir une stratégie de communication de ses idées. On assiste ainsi à un rapprochement des mondes de la consultation et du conseil en politique.

L'Allemagne abrite une communauté riche et multiple et par certains côtés atypique d'instituts de recherche sur les questions européennes. En dépit de leurs liens avec de nombreux instituts dans le monde et de leurs activités très internationales, les *think tanks* allemands restent ainsi typiques du parlementarisme et du fédéralisme allemands et profondément ancrés dans la culture et la structure de leur système politique national⁵⁶.

AUTRICHE

UN PAYSAGE VARIE, DES *THINK TANKS* RECENTS

On compte en Autriche treize *think tanks* qui montrent un intérêt pour les questions européennes. Parmi ceux-ci, deux se consacrent exclusivement à l'Union européenne : la Forschungsstelle für institutionellen Wandel und europäische Integration (IWE-ICE) et l'Österreichisches Institut für europäische Sicherheitspolitik (ÖIES), qui s'intéresse plus particulièrement aux questions relatives à la PESC. Après l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne en 1995 et le transfert de compétences politiques à Bruxelles, plusieurs *think tanks* ont été créés et se sont spécialisés sur les questions communautaires, comme l'IWE-ICE, établie en tant qu'institution indépendante en avril 2004, et l'ÖIES, dont la création remonte à 1996.

On trouve également en Autriche un important institut de politique internationale, l'Österreichisches Institut für internationale Politik (OIIP), qui s'intéresse surtout au développement politique de l'Union européenne, et un institut de politique appliquée, le Zentrum für angewandte Politikforschung (ZAP), qui propose une analyse comparée des tendances actuelles des principales institutions politiques et économiques en Autriche et dans l'Union. L'Autriche compte également deux grands instituts de recherche économique, l'Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung (WIFO) et le Wiener Institut für internationale Wirtschaftsvergleich (WIIW), dont une part des activités porte sur l'intégration européenne. A ces deux instituts de recherche économique vient s'ajouter un nouveau *think tank*, Austria-Perspektiv, créé en 2002 pour « combler le manque d'analyses et de perspectives à long terme ». En effet, selon cet institut, ni les académies politiques des partis, comme le Renner-Institut proche du SPÖ ou Modern Politics proche de l'ÖVP,⁵⁷ ni les partenaires sociaux n'offrent de réflexions sur le long terme. Les conséquences des décisions politiques ont donc été longtemps sous-estimées en Autriche et le but d'Austria-Perspektiv est de prévoir quelles conséquences ces décisions peuvent avoir.

Enfin, un institut de recherche comparée dans les sciences sociales, l'Interdisciplinary Centre for Comparative Research in the Social Sciences (ICCR), comprend dans sa structure un *think tank* consacré à l'Europe, EURO : European Developments – Policies and Politics, dont les activités portent entre autres sur le processus d'élargissement de l'UE et la création d'une politique européenne.

Le financement des *think tanks* autrichiens se fait essentiellement grâce au gouvernement fédéral et aux gouvernements des Länder, auxquels s'ajoute un financement des institutions européennes ou des ministères. La recherche sous contrat permet également aux *think tanks* autrichiens de varier leurs sources de financement.

Le développement des *think tanks* en Autriche a été facilité par la baisse d'influence des partenaires sociaux, longtemps détenteurs du monopole de la consultation. Cette baisse a créé un vide que des institutions indépendantes ont pu combler. Ainsi, des instituts de consultation en matière de politique économique tels que l'Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung (WIFO) et l'Institut für Höhere Studien (IHS), ou l'Europäische Zentrum für Wohlfahrtspolitik und Sozialforschung, dont la création remonte aux années 1960-1970, sont désormais des institutions reconnues par les décideurs.

Hormis les institutions reconnues citées précédemment, qui comptent toutes une équipe d'au moins 20 chercheurs, l'effectif des *think tanks* autrichiens est très modeste, en général d'une dizaine de personnes. Elles entretiennent des contacts très informels avec les décideurs. En effet, tandis qu'aux États-Unis, les conseillers du président sont connus et chaque changement politique donne lieu à des rapports et à des commentaires, les noms des conseillers politiques en Autriche sont relativement tuts et le dialogue se fait plutôt en coulisse. Ces contacts reposent parfois sur une certaine amitié entre les conseillers politiques et les décideurs, et pourraient s'expliquer par la petite taille du pays. De plus, l'influence des *think tanks* se heurte aux complexités du système fédéral autrichien. On observe en effet parfois un consensus au niveau fédéral et un blocage au niveau des Länder, dans le cas où ces derniers prennent la décision finale.

Au total, malgré l'apparition récente de certains instituts après l'adhésion de l'Autriche à l'Union et un processus d'élaboration des politiques aujourd'hui plus souple, pluraliste et ouvert aux experts extérieurs, on compte en Autriche un nombre relativement faible de *think tanks* s'occupant des questions européennes. En raison de leur taille et de leur influence, ceux-ci sont néanmoins pris au sérieux par les décideurs comme partenaires dans le processus décisionnel.

Mentionnons au passage un quasi-*think tank* virtuel basé sur Internet, le Sustainable Europe Research Institute, créé en 1999, paneuropéen et dont l'objectif est d'explorer les options de développement durable pour les sociétés européennes (son organisation originale—une société travaillant en réseau sans chercheurs en interne—contribute à diversifier le paysage des organismes de recherche local mais ne répond pas entièrement à nos critères).

ETATS BALTES

UNE SOCIETE ET UNE ELITE POLITIQUE EN TRANSITION

Quatre *think tanks* répondent à nos critères en ESTONIE, dont un seul s'intéressant spécifiquement aux questions européennes (Institute for European Studies, rattaché à l'Université Audientes de Tallinn), un second dont l'un des programmes de recherche porte en particulier sur l'intégration européenne et l'élargissement (Estonian Foreign Policy Institute), deux autres qui ne s'intéressent que ponctuellement à certaines politiques européennes (The Estonian Institute for Future Studies, Praxis Center for Policy Studies)⁵⁸.

En LETTONIE, nous avons recensé cinq *think tanks* également : le Centre for European and Transition Studies a une activité exclusivement sur l'Union européenne; trois (Latvian Institute of International Affairs, Institute of Economics - Academy of Science, et le Baltic International Center for Economic Policy Studies - BICEPS) se rangent dans notre seconde catégorie, et le dernier, policy.lv, représente un cas particulier de *think tank* en ligne uniquement, mais serait plutôt à classer dans la seconde catégorie.

En LITUANIE, quatre *think tanks* ont été identifiés : l'Institute for International Relations and Political Science, le Lithuanian Regional Research Institute, le Lithuanian Free Market Institute, l'Institute of Labour and Social Research. Il n'existe en Lituanie aucun *think tank* exclusivement consacré à la question européenne.

Il existe deux types principaux de *think tanks* dans cette région : des centres de recherche sans étudiant, majoritairement composés de personnalités académiques et associés aux universités dont ils reçoivent une partie de leurs fonds tout en restant indépendants (ils sont souvent créés par un petit groupe d'universitaires réunis par un intérêt commun pour une ou des question(s) particulière(s); ces centres ne comptent pas parmi les facultés ou les départements des universités) ; et des centres indépendants qui se sont spontanément développés dès 1991, parfois à l'initiative d'organes gouvernementaux⁵⁹, ou avec l'aide de diverses fondations, souvent la fondation Soros. Ils se situent généralement entre les centres de recherche sur contrat et la diffusion d'opinion. Tous se revendiquent indépendants, et non affiliés à un quelconque parti politique, même ceux qui leur doivent leur création.

Pour la plupart, ces instituts de recherche ont été créés dans les années 1990, conséquence directe de la chute du bloc soviétique, avec cependant quelques nuances. La Lituanie, forte de sa tradition indépendantiste plus marquée et de son statut de premier état balte émancipé de la tutelle soviétique, a développé tous ses *think tanks* dès le début des années 90, tandis que la Lettonie a attendu 2000, sans doute en raison de sa plus lente adaptation aux critères d'adhésion à l'UE. Mais en moyenne, chacun des trois États a vu se créer au moins un *think tank* en 1991, date officielle de leur indépendance. On remarque néanmoins une forte croissance de leur nombre entre 1995 et 2000, période d'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE à l'échéance 2004.

Les organismes spécialistes de l'Europe effectuent des recherches axées principalement sur l'élargissement de l'UE et l'intégration européenne, par le biais d'une approche générale ou nationale pour des domaines particuliers (questions européennes générales, processus d'intégration dans l'UE pour le pays donné, relations avec les autres pays non membres, comparaison des trois États baltes dans la perspective de leur adhésion à l'UE, etc.) dans le cadre de l'Union élargie. Les autres instituts et centres de recherche se concentrent sur leur sphère d'activité précise (sécurité dans la région de la Mer Baltique, coopération régionale, marché commun, prévisions économiques, perspectives futures, approche sociale, environnementale ou autre) dans la perspective d'une nouvelle législation et de nouvelles normes européennes à intégrer au niveau national. Les priorités de recherche sont largement déterminées par les besoins et exigences spécifiques des programmes de développement nationaux, dans la mesure où nombreux sont ceux qui effectuent des recherches sur contrat, fréquemment commandées par les ministères ou autres institutions officielles.

La taille des *think tanks* baltes, en terme de personnel, oscille entre une dizaine et une quarantaine, suivant les cas. Il n'est pas rare que des membres du gouvernement soient également membres d'instituts de recherche indépendants, souvent au sein des conseils d'administration, plus rarement en tant que chercheurs. En revanche, le potentiel humain reste un défi à relever, dans la mesure où la langue fait souvent barrage et où les équipes de chercheurs manquent parfois de spécialistes sur certaines questions. De plus, les contraintes budgétaires les empêchent souvent d'embaucher le personnel nécessaire, et il n'est pas rare que les chercheurs cumulent les fonctions, même administratives, ce qui nuit à leur capacité de recherche et à l'organisation de ces centres.

Les *think tanks* baltes coopèrent particulièrement avec des institutions scandinaves en général et finlandaises en particulier, coopération basée sur une communauté d'intérêts économiques, politiques et stratégiques due à leur proximité géographique, doublée d'une proximité linguistique et ethnique.

La tradition de financement philanthropique étant encore très peu développée dans les anciens pays communistes, ces organismes sont régulièrement confrontés à des problèmes de pérennité, de manque de fonds de projets de financement à long terme. Ils multiplient souvent les sources de revenus. Les contraintes budgétaires nationales empêchent un financement conséquent de la recherche et les subventions publiques sont parcimonieuses, exception faite des *think tanks* créés à l'initiative des gouvernements, ou des études commandées par des organes gouvernementaux, ministères, le plus souvent. Les autres financements proviennent de fondations ou d'organisation internationales (Fondation Soros, Commission, Banque mondiale, OCDE), voire parfois de gouvernements étrangers (Suède).

Les *think tanks* baltes tendent à viser principalement les décideurs politiques nationaux et tous ont été créés à la même fin : fournir aux gouvernements nationaux l'expertise requise par le nouveau contexte politique et économique résultant de l'après-guerre froide d'une part, et de l'adhésion à l'Union européenne d'autre part. En effet, la période soviétique ayant profondément marqué les mentalités, la situation exigeait un réajustement total dans de nombreux domaines (gouvernance, processus institutionnels, économie de marché, etc.) pour

lequel la classe politique en place manquait réellement d'expérience. Un besoin d'analyse et d'expertise scientifique s'est alors fait ressentir, créant une nouvelle demande pour les *think tanks*.

Cependant, le contexte historique joue un rôle important dans leur développement et influence. Libérés de la tutelle soviétique et de son système politique centralisé et totalitaire depuis seulement une quinzaine d'années, le phénomène de société civile et le processus de consultation et de participation à l'élaboration des politiques nationales est encore très récent pour les gouvernements baltes. Il n'existe pas toujours de circuits institutionnalisés permettant de tels procédés, pas plus qu'il n'existe une réelle tradition - voire volonté du gouvernement de consulter la société civile ni de tenir compte de ses recommandations et/ou attentes. Les *think tanks* financés majoritairement par les fonds publics sont régulièrement confrontés au problème de l'instrumentalisation. Mais cette tendance évolue, et les *think tanks* sont de plus en plus employés comme consultants par le gouvernement, qui de son côté cherche moins à influencer les résultats des recherches de *think tanks* qu'il finance. De la même manière, le phénomène des *think tanks* dans les États baltes est encore tout à fait émergent et se développera certainement davantage à l'avenir.

BELGIQUE, PAYS-BAS, LUXEMBOURG

UNE CONTRIBUTION AUX POLITIQUES EUROPEENNES VARIEE ET BIEN ETABLIE

Les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, qui, sur le plan géographique et historique, sont au cœur du processus de construction européenne, ont à eux trois six *think tanks* avec un intérêt très vif pour les affaires européennes, qui satisfont nos critères. Les Pays-Bas ont toujours été ouverts sur le reste du monde et ont toujours soutenu l'intégration européenne, pour des raisons historiques et géopolitiques. Ce soutien se reflète aujourd'hui dans la force de ses *think tanks* spécialistes de l'Europe et des affaires européennes et internationales plus générales.

Un des quatre *think tanks* néerlandais listés, la Fondation Cicero, est un centre de recherche européen généraliste, tandis que les trois autres ont des domaines de recherche précis sur les relations internationales, la sécurité et la démocratie participative. La Belgique compte deux *think tanks* importants pour notre étude, l'un étant un centre de recherche sur les relations internationales et l'autre se concentrant sur des questions de paix et de sécurité. Le Luxembourg n'a pas de *think tank* correspondant à nos critères, bien que son Institut d'Etudes Internationales et Européennes aient quelques fonctions d'un *think tank*.⁶⁰ En général, la majorité des *think tanks* du Benelux et ceux décrits comme influents au niveau européen, comme le prestigieux institut Clingendael, sont situés aux Pays-Bas.

Bien que presque tous soient des organisations indépendantes à but non lucratif, ces *think tanks* brossent un tableau varié⁶¹. La plupart ne sont pas cependant des Euro-*think tanks* typiques, en raison de leur intérêt spécialisé (ex : l'IRI Europe qui se concentre sur « la pratique de l'initiative et du référendum » en Europe) et de leurs activités (ex : l'institut Clingendael a des activités de formation importantes)⁶². Fondés en moyenne il y a plus de 20

ans, la plupart des *think tanks* du Benelux sont bien établis, même si le dernier en date (l'IRI Europe) n'a été créé qu'en 2001. Les grandes organisations ont de nombreux chercheurs permanents (ex : l'institut Clingendael, 25), tandis que les organisations plus petites ont moins de cinq chercheurs (ex : en Belgique, le GRIP, Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité). Plusieurs sont très influents et travaillent activement, notamment l'institut Clingendael, la Fondation Cicero, le Centre for European Security Studies (CESS) et le GRIP, grâce à leur proximité géographique à la fois avec les institutions européennes et leurs gouvernements nationaux. Tous cherchent à s'engager dans le processus décisionnel en amont et aux plus hauts niveaux de l'UE et des décideurs nationaux.

Les *think tanks* du Benelux agissent dans des environnements politiques déjà dotés d'organisations de partis, d'institutions gouvernementales et de centres universitaires influents. En effet, d'autres organisations non retenues ici ont des activités importantes. Elles comprennent la Fondation Alfred Mozer, qui se concentre surtout sur l'Europe de l'Est, et la Netherlands Atlantic Association, qui n'a pas d'équipe de chercheurs interne mais propose un forum utile pour étudier les problèmes concernant les questions de sécurité transatlantique, l'OTAN et la sécurité européenne. Les principaux partis néerlandais ont des fondations qui travaillent de temps à autre sur des questions européennes, comme par exemple les Chrétiens Démocrates, la Fondation Anne Vondeling des Socialistes, la Fondation Telders des Libéraux et le 66's Scientific Institute des Démocrates.

Le Netherlands Scientific Council for Government Policy (WRR), "think tank indépendant du gouvernement néerlandais", écrit parfois sur les affaires européennes. L'IEAP, l'Institut Européen d'Administration Publique est une organisation importante. Sa principale mission n'est pas de mener des recherches et il est lié aux institutions européennes, mais il a néanmoins une production en recherche très conséquente.⁶³ La Fondation Culturelle Européenne mène par intermittence des recherches stratégiques influentes sur des questions liées à la culture européenne, notamment il y a peu pour la présidence néerlandaise de l'UE.⁶⁴ En Belgique, le GEPE (Groupe d'Etudes Politiques Européennes), fédération de centres universitaires, ainsi que l'ULB et la KUL (les universités de Bruxelles et de Louvain) viennent compléter le secteur des *think tanks* belges indépendants sur l'UE.

CHYPRE

UN PHENOMENE EN DEVELOPPEMENT CERTAIN ET UNE DEMANDE IMPORTANTE

Dans le cadre de cette étude, Chypre compte trois *think tanks*, dont un se consacre exclusivement à l'Europe (European Institute of Cyprus), et deux comportent au moins un programme conséquent sur l'Union (The Research and Development Center - Intercollege, et Civilitas Research). L'activité de recherche sur l'Europe est donc très dynamique, proportionnellement à la taille et à la population de l'île. En effet, l'héritage historique de Chypre en fait une société hautement informée et politisée, au fait des questions et enjeux nationaux et régionaux. Cependant, l'étude portant uniquement sur les pays membres de

l'Union européenne, il faut noter que seuls les *think tanks* localisés dans la partie grecque de Chypre ont été comptabilisés.

Ces trois organisations ont été créées dans la seconde moitié des années 1990, en amont des négociations d'adhésion qui se sont officiellement ouvertes en novembre 1998. Leurs centres d'intérêt gravitent beaucoup autour de la question de la partition de Chypre, surtout à la lumière de l'adhésion de la partie grecque à l'Union européenne; en effet, la mauvaise situation économique de la partie turque de l'île contraste avec le décollage économique de la partie grecque, ce qui ne contribue pas à l'amélioration du climat politique à Chypre (alors que une semaine avant l'adhésion de Chypre à l'UE en mai 2004, 65 % des électeurs turcs ont approuvé par référendum le plan Annan de réunification, 75 % des électeurs grecs de l'île l'ont rejeté).

Les trois types majeurs de *think tanks* sont présents à Chypre : centres de recherche indépendants, l'un est de type institution universitaire et est associé à Intercollege (l'université la plus reconnue de Chypre), un autre a été créé sur une initiative commune de la République de Chypre et de l'UE (European Institute of Cyprus), et enfin le dernier est le produit de l'initiative privée de ses fondateurs (Civilitas Research). Ils fournissent des analyses économiques, politiques et sociales de qualité aux décideurs nationaux et européens, tant au niveau des relations entre Chypre et la région méditerranée, qu'au niveau de sa politique envers l'UE. L'activité de conseil est développée, pour des institutions publiques et des organismes privés, parfois même prestigieux, comme c'est le cas de Civilitas Research (qui a comme clients les Nations Unies, le Romanian Foreign Ministry, l'Economist Intelligence Unit, McKinsey & Co., British American Tobacco, Lukoil, BBC World et la Barclays Bank). La particularité de la question chypriote, ainsi que la situation géographique de l'île au carrefour de plusieurs civilisations, font des *think tanks* de Chypre des interlocuteurs privilégiés.

De taille respectable (entre 15 et 50 employés permanents), ils disposent de sources de financement essentiellement privées ou générées par leurs propres activités. Le gouvernement chypriote et la Commission européenne financent massivement le European Institute of Cyprus, qui espère pouvoir élargir le champ de ses ressources financières dans les années à venir. Tous bénéficient donc d'une grande indépendance d'esprit et de recherche, dans la mesure où les deux premiers ne dépendent d'aucun donateur en particulier, et où le troisième, à vocation didactique, se doit de par sa mission d'être le plus objectif et impartial possible.

DANEMARK

LE MYSTERE DES *THINK TANKS* QUI DISPARAISSENT

Seul un *think tank* danois a été retenu dans notre étude des Euro-*think tanks* : le Danish Institute for International Studies (DIIS), qui, selon notre définition, n'est pas « spécialiste de l'Europe ».

Le DIIS a été constitué en janvier 2003 à la suite de la fusion controversée, par le gouvernement danois en 2002, de quatre instituts internationaux existants : le Danish Institute of International Affairs (DUPI), le Copenhagen Peace Research Institute (COPRI), le Danish Centre for Genocide and Holocaust Studies, and le Centre for Development Studies (le DIIS constitue désormais la moitié du Danish Center for International Studies and Human Rights)⁶⁵. Cette fusion a déclenché une controverse au Danemark car elle a été considérée comme une attaque politique par le nouveau gouvernement de droite contre ceux qu'on appelle les "taste judges", qui dirigeaient ces instituts et avaient auparavant critiqué la politique du gouvernement sur divers sujets, dont la politique d'asile et le conflit au Kosovo. Cependant, il s'agissait également sans doute d'une tentative du nouveau gouvernement de réduire les coûts liés au secteur de la recherche financée par l'État (les conséquences de cette fusion sur la scène des Euro-*think tanks* au Danemark seront évoquées plus loin).

Le DIIS est un institut de recherche propre au secteur et financé par l'État. Il ressemble aux autres instituts qui existent au Danemark, comme le National Institute of Social Research (SFI). Environ deux-tiers de son budget de 58 millions de DKK proviennent du Ministère des Affaires étrangères et l'autre tiers de différents ministères du gouvernement, ou de la Commission européenne pour certains projets. Il comporte cinq départements de recherche principaux, dont l'un traite de la politique européenne. 14 des 78 chercheurs du DIIS travaillent pour ce département. Son travail actuel sur l'UE comprend les thèmes suivants : l'UE en tant qu'acteur international ; la relation entre le Danemark et l'UE ; les évolutions du système international après le 11 septembre et ses conséquences pour l'UE. Le DIIS organise en moyenne environ 75 séminaires et conférences par an.

Nous ne sommes pas parvenus à interviewer le responsable du département européen du DIIS, il est donc difficile d'évaluer l'influence qu'il a actuellement sur l'élaboration des politiques danoises. Cependant, l'ancien directeur du DUPI nous a déclaré que le DIIS est encore dans un processus de réajustement à la suite de la fusion, et que son influence est par conséquent diminuée. Il nous a indiqué que très peu de recherches sont actuellement menées par le département, et que depuis la fusion, le parlement danois n'a officiellement demandé aucun rapport au DIIS sur des questions européennes (comme cela s'était auparavant produit pour le DUPI, au sujet, par exemple, de l'option de non-participation - « opt-out » - à la monnaie unique du Danemark).

Un certain nombre de facteurs explique le faible nombre de *think tanks* travaillant sur des questions européennes au Danemark :

LE MANQUE DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES POUR SOUTENIR LE TRAVAIL DES *THINK TANKS* : actuellement, les fonds publics pour les activités des *think tanks* au Danemark sont limités, ce qui signifie que les nouveaux *think tanks* doivent chercher ailleurs un financement éventuel. En effet, il n'y a pas de véritable tradition de financement des *think tanks* par le secteur privé au Danemark. *Libertas*, *think tank* libéral, et *CEPOS*, *think tank* récemment créé également à droite sur le plan politique, sont les deux seuls *think tanks* que nous avons trouvés à être financés par le secteur privé). Par conséquent, une « ossification » des structures de *think tank* a sans doute eu lieu, où les instituts de recherche liés au gouvernement ont monopolisé à la fois l'espace de la recherche et le financement du gouvernement dans leur secteur particulier (ex : le DIIS pour les affaires internationales, le SFI pour la politique sociale). Ainsi, un nombre relativement faible de nouveaux *think tanks* peuvent se créer en raison du manque d'autres mécanismes de financement⁶⁶.

L'EFFET PROLONGE DE LA FUSION DE 2002 : cela a réduit de façon considérable le nombre de *think tanks* travaillant sur des questions stratégiques européennes ou internationales. Par exemple, le Centre for Development Studies et COPRI avaient exécuté auparavant un travail important sur l'Europe dans leur secteur respectif avant la fusion. Une grande partie de cette expertise et de cette recherche a donc été perdue, et il faudra du temps au DIIS pour atteindre de nouveau un tel niveau de travail⁶⁷.

LA CONCURRENCE DU SECTEUR UNIVERSITAIRE : il existe au Danemark un certain nombre de centres universitaires avec un intérêt pour la politique européenne. Un exemple important est le Centre for European Studies de l'université du sud du Danemark. Le Centre, en plus de son programme de Master, fait également de la recherche semblable à celle menée par les *think tanks* (ex : documents de travail) et destinée à un même public (ex : le grand public, les entreprises et les décideurs). De telles activités constituent un défi pour tout *think tank* de style universitaire spécialiste de l'Europe, qui chercherait à s'établir au Danemark à l'avenir. Un autre exemple est EPRU, un groupe de recherche universitaire (mais pas un *think tank* selon nos critères). Fondé en 1991 par un groupe d'économistes danois de la Copenhagen Business School et de l'université de Copenhague, l'EPRU mène des recherches sur des questions de politique macroéconomique internationale. L'une des raisons de sa création est l'évolution de l'économie internationale en cours à cette époque, ainsi que l'intégration économique croissante de l'Europe. Beaucoup de ses activités sont importantes pour les décideurs européens⁶⁸.

ESPAGNE

DES *THINK TANKS* RECENTS, UN SECTEUR EN EVOLUTION

Le paysage des *think tanks* de la Péninsule ibérique, comme cela est également le cas au Portugal, est relativement récent et peu développé en Espagne. Les représentants de *think tanks* que nous avons interviewés ont confirmé cette situation, et ont souvent mentionné ce manque comme l'une des principales raisons de création de leurs propres instituts. Cependant, certaines indications issues d'interviews d'observateurs du secteur portent à croire

que les choses évoluent malgré de sévères contraintes et que beaucoup de *think tanks* espagnols cherchent à innover.

Sept instituts de recherche indépendants, comportant un programme de recherche conséquent sur l'Europe, ont été identifiés en Espagne. Cinq sont basés dans la capitale, à Madrid, et deux sont à Barcelone. Aucun n'est spécialiste de l'UE, l'Union ne représentant qu'un aspect de la recherche s'inscrivant dans un complexe plus vaste de sujets internationaux. Une des caractéristiques communes est l'attention particulière portée aux intérêts espagnols au sein de l'UE. La majorité des *think tanks* considérés ici sont organisés en associations privées à but non lucratif, à l'exception du IEMED (Institut européen pour la Méditerranée), un consortium d'acteurs à la fois publics et privés. Néanmoins, la plupart d'entre eux reçoivent des fonds publics substantiels, aussi bien au niveau régional et national que communautaire. L'institut Elcano, qui limite sa part de contributions publiques à 15 %, est un cas particulier.

Tous les *think tanks* étudiés ont été créés après 1978, peu après la mort de Franco et l'adoption d'une nouvelle Constitution démocratique. Bon nombre d'entre eux sont donc récents et ont été fondés entre 1989 et 2001. La plupart des *think tanks* ont été créés afin d'encourager un débat public sur des questions de portée internationale ou européenne et sur l'intégration toujours plus poussée de l'Espagne à l'UE, et évaluent d'ailleurs très positivement ce processus. Leurs ressources sont en général relativement limitées. Le nombre de leur personnel oscille entre 15 et 20, universitaires et employés administratifs inclus. L'institut Elcano fait là encore exception avec plus de 40 employés réguliers et son vaste réseau de collaborateurs externes.

En terme d'audience, tous les *think tanks* étudiés cherchent à toucher l'opinion publique en général, via un large échantillon de publications. Certains ciblent la communauté universitaire (CIDOB), tandis que d'autres aspirent clairement à plutôt influencer la communauté des décideurs politiques (IPAE, IEMED, Elcano). De plus, un tiers d'entre eux affichent ouvertement une orientation politique définie, et travaillent donc de manière plus rapprochée avec certains groupes politiques (Fundación FAES and Fundación Pablo Iglesias). Tous les organismes étudiés effectuent des recherches et publient leurs résultats. Presque tous organisent des événements publics, tels que conférences et séminaires. Deux d'entre eux proposent régulièrement des programmes d'éducation, principalement sous forme d'études de troisième cycle (FOG, CIDOB), tandis que d'autres (IPAE, IEMED, Elcano) mettent l'accent sur les séminaires monographiques et le contact direct avec les décideurs. Suivant les catégories de McGann et Weaver, deux sont des « *think tanks* académiques/universités sans étudiants »; trois se situent à mi-chemin entre les *think tanks* académiques et militants; deux se consacrent à la recherche sur contrat dans le cadre d'une coopération avec les autorités publiques; les deux restants sont typiques des « *think tanks* de partis », associés au Parti Populaire (PP) et au Parti Socialiste (PSOE).

Enfin, il est important de mentionner l'existence d'organisations espagnoles qui ont des activités semblables à celles des *think tanks* et qui exercent une influence significative. Certains départements d'universités développent d'importantes activités de recherche sur l'UE

comme la Fundación Ortega y Gasset (une association privée à but non lucratif et fondation culturelle renommée, ayant ouvert d'autres bureaux en Espagne et à l'étranger et effectuant des recherches sur le droit, l'économie et le commerce européens), l'IDEE (Institut d'études européennes de l'Université de San Pablo CEU), l'UNISCI (Unité de recherche sur la sécurité et la coopération internationale de l'Université Complutense de Madrid) et l'IUEE (Institut universitaire d'études européennes de l'Université Autonome de Barcelone). Deux fondations bancaires (BBVA et La Caixa) jouissent d'une influence non négligeable sur la communauté scientifique du pays. Elles n'effectuent aucune recherche en interne, mais sponsorisent d'autres instituts, proposent des bourses d'études et font la promotion des publications. Elles organisent des activités purement désintéressées, orientées vers la recherche et le développement. Elles utilisent leurs propres ressources financières et ne dépendent donc d'aucune institution publique ni d'aucun parti politique. Bien qu'il contribue à la recherche dans les domaines du droit et de la politique européenne appliqués à l'environnement, l'IPAE (Instituto para la Política Ambiental European) a également été exclu car il ne possède pas de site Internet.

FINLANDE

UNE APPROCHE MODERNE, DES PERSPECTIVES VARIEES

En 1997, neuf *think tanks*, tous domaines confondus, avaient été recensés en Finlande (McGann, Weaver, 2000). Trois d'entre eux étaient des centres de recherche affiliés à des partis politiques (K.J. Stahlberg Foundation, Labor Institute for Economic Research, National Coalition Institute). Aujourd'hui, six (dont cinq nouveaux) s'intéressent aux questions européennes, de près (Pan-European Institute, Finnish Institute of International Affairs, The Research Institute for the Finnish Economy - ETLA) ou de loin (EVA - Finnish Business and Policy Forum, Pellervo Economic Research Centre - PTT, Labor Institute for Economic Research).

La tradition des *think tanks* en Finlande est relativement ancienne, dans la mesure où parmi les neufs mentionnés, un avait été créé avant 1945 et six entre 1945 et 1974. Pour ce qui est de ceux qui font partie de notre champ d'étude, cinq sur six remontent aux années 1960-70. Le plus récent (Pan European Institute) s'intéresse plus spécifiquement aux questions européennes, mais plutôt dans une perspective d'Europe en tant que continent, englobant naturellement l'UE, et mettant l'accent plus particulièrement sur la partie orientale de l'Union (nouveaux États membres) et ses pays voisins, surtout la Russie. Cette dernière fait d'ailleurs l'objet de programmes de recherche et d'études dans la majorité des *think tanks* finlandais, souvent dans le cadre de la Dimension Septentrionale (« Northern Dimension ») ou de ses relations avec l'UE.

Trois différents types de *think tanks* sont représentés : des instituts universitaires (Pan-European Institute), des organismes privés totalement autonomes, avec un angle d'étude de la question européenne bien défini (contexte international, commerce, économie, agriculture/bois, secteur alimentaire) et un *think tank* affilié au parti politique social-

démocrate (Labor Institute for Economic Research-PSTL) qui a pour mission de proposer son expertise, principalement économique, aux décideurs politiques finnois. Les publics visés varient donc beaucoup suivant la nature de leur recherche; ils ont naturellement vocation à proposer leurs analyses aux décideurs, mais cela ne représente qu'une petite partie de leurs activités. Ils sont également très engagés dans l'information au public, le conseil d'entreprises privées, la recherche sur certaines questions spécifiques et notamment dans le cadre d'activités de prévisions économiques pour le pays (PTT, EVA, ETLA).

Leurs sources de financement dépendent elles aussi de leur public : les instituts universitaires reçoivent essentiellement des subventions publiques ou une partie des fonds alloués à l'université dont ils dépendent, tandis que d'autres centres plus spécialisés bénéficient plutôt de fonds alloués par des coopératives et syndicats propres à leur secteur d'activité. Le Ministère de l'Éducation de Finlande reste néanmoins l'institution gouvernementale qui finance le plus activement et régulièrement les centres finnois.

Cette approche moderne et spécifique de l'étude des questions européennes, ainsi que le relatif effacement du gouvernement finnois à financer les groupes de recherche, témoignent de la modernité et de la forte politisation de la société finnoise qui fait montre d'un droit de regard et de cité bien établi sur les questions de politique nationale (80.2% de participation aux élections présidentielles de 2000), tous secteurs confondus. Cependant, la recherche indépendante dans la sphère politique a longtemps été dominée dans les pays nordiques par des *think tanks* institutionnels, établis après la seconde guerre mondiale par des législations parlementaires et principalement financés par l'État. Ils étaient chargés par la loi de fournir une recherche objective et non partisane dans leur domaine d'expertise, sans que l'État interfère dans leurs activités. C'est notamment le cas du Finnish Institute of International Affairs.

La Finlande ayant adhéré officiellement à l'Union européenne en janvier 1995 avec une candidature approuvée par référendum à 57% de suffrages favorables, les *think tanks* finnois auraient plutôt tendance à être europhiles⁶⁹. Notons enfin que, selon les responsables interrogés, le contexte de représentation proportionnelle dans lequel ils évoluent leur permettrait d'être le plus objectif possible : gouvernement de coalition droite-gauche allant des communistes aux conservateurs en 1999, une coalition gouvernementale groupant sociaux-démocrates, conservateurs et Verts aux élections législatives de 2000, le Parti du centre, vainqueur des élections législatives en 2003, rassemblant centristes, sociaux-démocrates et un parti représentant la minorité suédoise. Tous les partis étant représentés, aucune tendance politique auxquels les *think tanks* seraient forcés de se soumettre ne domine.

Notons de même que la volonté d'entente du gouvernement finlandais avec les États voisins, incarnée de 1956 à 1981 par Urho Kaleva Kekkonen et qui remonte à l'après-guerre ne se dément pas. La clef de voûte de la politique étrangère finlandaise a d'ailleurs toujours été le maintien d'une stricte neutralité et de bonnes relations avec l'URSS. Dès 1991, la Finlande a commencé à développer ses relations avec les anciennes républiques soviétiques. Aujourd'hui,

cette volonté se reflète notamment par la quantité de programmes de recherche sur certains aspects de collaboration régionale, en particulier avec les États baltes.

FRANCE

FACE A UNE NOUVELLE REVOLUTION ?

Actuellement, seules sept organisations françaises peuvent être considérées comme des *think tanks* avec un intérêt prononcé pour des questions stratégiques sur l'Europe, selon les critères de cette étude. Cinq sont des *think tanks* spécialistes de l'Europe : Confrontations Europe, qui cherche à créer de nouvelles idées plus « contradictoires » sur l'Europe en réunissant des représentants de différents secteurs ; Europe 2020, qui cherche à encourager le développement de la démocratie par des études prospectives ; la Fondation Robert Schuman qui se bat pour la réunification du continent européen ; et Notre Europe, qui agit dans « l'esprit d'une Union plus étroite de l'Europe comportant une défense commune, une monnaie commune, respectant l'acquis communautaire et reposant sur des politiques communes qui favorisent le plein emploi, la compétitivité et la solidarité. » L'Institut d'Etudes de sécurité de l'Union européenne (IES) est un cas limite car il s'agit d'une agence européenne autonome spécialiste des questions de sécurité⁷⁰. Les deux derniers sont des instituts d'affaires internationales qui ont des programmes importants consacrés à l'Europe : l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), avec des domaines de recherche variés, et la Fondation pour la Recherche stratégique (FRS), qui se concentre plus sur les questions militaires et de défense. De nombreuses autres organisations en-dehors des sept mentionnées jouent un rôle semblable en termes de recherche et de planification des politiques sur les affaires européennes. La France va également accueillir un nouvel Euro-*think tank* généraliste à l'automne 2004.

Presque tous les *think tanks* français sur l'Europe sont établis en tant qu'associations à but non lucratif, sous un statut général français flexible datant de 1901, sauf pour deux d'entre eux : l'un est une fondation et l'autre une agence européenne. Ils sont tous situés à Paris. La plupart sont très dépendants des fonds publics, européens mais également français. Hormis l'IFRI, qui a récemment connu une réduction de son financement public mais est une grande organisation bien établie, peu ont réussi à développer des sources de financement privé durables. Malgré l'investissement intellectuel de longue date de la France dans le processus de construction européenne, les sept organisations mentionnées sont très récentes. Hormis de nouveau l'IFRI, qui a célébré il y a peu son 25ème anniversaire et est considéré comme l'un des premiers *think tanks* français créés sur le modèle anglo-américain, la création des six autres ne date, en moyenne, que de neuf ans⁷¹. Les « boîtes à idées » françaises ont également tendance à être relativement petites par leur taille. Les équipes de recherche internes travaillant sur des questions européennes comptent généralement moins de dix chercheurs et les budgets sont assez limités. La France ne compte pas de *think tanks* eurosceptiques. Près de la moitié recommandent en fait plus d'intégration européenne et d'engagement des citoyens dans les affaires européennes, comme cela sera le cas pour

Europhilia, qui doit être créée plus tard cette année. Les autres *think tanks* sont plus de nature universitaire.

L'impact de la France sur la scène européenne est considéré comme insuffisant, comme l'a récemment souligné le député français Jacques Loch (2004), la Représentation permanente de la France auprès de l'UE (Féat, 2004) et le Ministre des Affaires étrangères Michel Barnier (août 2004). Les *think tanks* français publient trop souvent en français, et pas systématiquement en anglais ou d'autres langues de l'UE. Ils ont tissé des liens très étroits avec leurs interlocuteurs dans les institutions françaises et européennes et ont des programmes de travail solides avec des instituts allemands, mais ont encore des difficultés à aller au-delà de leurs réseaux d'influence traditionnels. Ils ne sont pas très visibles dans les médias européens. Un *think tank*, Confrontations Europe, a un bureau permanent à Bruxelles (depuis mai de cette année), un autre, la Fondation Robert Schuman suivra l'exemple de Confrontations en 2005. Ce manque de visibilité et de présence sur le terrain explique, selon la Représentation permanente de la France, pourquoi les *think tanks* français ne peuvent pas tester et diffuser leurs idées de façon aussi efficace que leurs collègues allemands ou anglais, même si les sept *think tanks* mentionnés qui se consacrent aux affaires européennes représentent une part importante des 70 *think tanks* identifiés en tout par McGann et Weaver en 2000.

Cependant, la "diplomatie intellectuelle" de la France repose également sur un nombre important d'organisations actives, qui contribuent de façon conséquente aux efforts français de recherche et de communication sur les politiques européennes :

- Des organismes institutionnels du gouvernement et de l'UE comme le « Centre d'Analyse et de Prévision », le *think tank* officiel interne au Ministère des Affaires étrangères.
- Des quasi-*think tanks* / forums de débat récents, comme A Gauche, en Europe et Europartenaires, qui sont très actifs au niveau de la formation et de la diffusion d'idées au niveau européen, mais n'ont pas d'équipe de recherche interne.
- Des centres universitaires actifs et influents qui traitent régulièrement des affaires européennes, comme le Centre d'Etudes des Relations Internationales (CERI), le Centre Interdisciplinaire de Recherches sur la Paix et d'Etudes Stratégiques (CIRPES), le Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII); et l'Institut de l'Europe, situé à l'école de commerce française HEC et dirigé par l'ancien Ministre des Affaires européennes (devenue professeur) Noëlle Lenoir. Ces centres universitaires sont de plus en plus engagés, comme nous le verrons dans la Section 4.1.
- Beaucoup d'associations, soit pro-européennes, comme l'Association Jean Monnet ; l'Association Française d'Etudes pour l'Union Européenne; et Europe et Sociétés ; soit beaucoup plus critiques, comme le groupe contre le commerce mondial Attac.
- Des fondations : la Fondation Jean Jaurès par exemple, bien qu'elle ne se consacre pas à l'Europe, donne souvent une dimension européenne à ses études.

- D'autres *think tanks* plus généralistes, comme Polemia, l'Institut Montaigne et Prométhée (branche française d'un *think tank* international), s'intéressent à des questions européennes, et ce de plus en plus. Ils n'ont pas été retenus car l'Europe n'est pas un sujet de recherche explicite. Deux *think tanks* dans les domaines des relations internationales et des études stratégiques, hormis l'IFRI et le FRS, produisent de la recherche stratégique solide liée aux affaires européennes : l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques), et l'Institut Choiseul.⁷²

Il apparaît clairement que, lorsqu'on les réunit, ces différents organismes de recherche complémentaires compensent nettement la pénurie relative d'Euro *think tanks* français. D'un autre côté, le fait que tant de structures, notamment les cabinets ministériels, les clubs politiques, les instituts de recherche nationaux et les groupes de recherche en politique jouent un rôle semblable aux *think tanks* dans le paysage politique français, empêche aussi l'émergence de centres de recherche puissants, selon Fieschi et Gaffney (dans Stone, Denham, Garnett, 1998). En général, on reconnaît que la France n'a pas une forte culture des *think tanks*. Gadault (2004) établit un lien entre cette situation et le sous-investissement général dans la recherche en France. Selon un professeur français d'affaires européennes, les autorités publiques françaises, traditionnellement très centralisées, ne sont également pas ouvertes à des contributions extérieures. Il prétend « qu'en France, tout le monde croit qu'il ou elle a toutes les réponses. Bercy (le Ministère des Finances) a son propre *think tank*, et ils n'ont confiance que dans ce qu'ils produisent en interne. Certains pays sont plus ouverts (...), leurs bureaucraties ont tendance à moins penser qu'ils n'ont pas besoin de soutien extérieur. » Un autre chercheur ajoute qu'il s'agit « d'un problème culturel des élites françaises. »

On peut néanmoins observer des signes encourageants indiquant que cette culture évolue. « Nous comprenons vite le problème, même s'il faut beaucoup de temps pour trouver la solution, » observe un responsable français. Les décideurs réalisent de plus en plus l'importance de l'Europe, et de jeunes générations d'étudiants et de dirigeants du secteur privé trouvent actuellement leur place sur la scène européenne et internationale.

GRECE

DES *THINK TANKS* PERTINENTS, A LA HAUTEUR DES ENJEUX NATIONAUX, REGIONAUX ET EUROPEENS

Selon la dernière étude en date, il existait 16 *think tanks* en Grèce, tous domaines confondus (McGann & Weaver, 2000). La tradition des *think tanks* y est d'ailleurs ancienne, puisque les premiers identifiés comme tels ont été créés entre 1945 et 1974. La chute du régime militaire de 1967-73, puis l'accession à l'Union européenne en 1981 ont stimulé leur développement. Les principaux domaines d'investigation des *think tanks* grecs s'intéressent à l'Europe concernant les perspectives d'avenir du pays en tant que membre de l'UE, ainsi que ses relations avec la Turquie et la future « communauté hellénistique »⁷³ (McGann, Weaver, 2000). Même si certains *think tanks* reçoivent des subventions publiques, la recherche indépendante pour la sphère politique demeure relativement peu développée mais est en plein

essor. L'état actuel des *think tanks* en Grèce peut être considéré comme la « première vague » du stade de leur développement, avec la création d'instituts de recherche de type académique d'orientation non partisane. D'autres *think tanks* sont affiliés à des partis politiques, comme l'Institute of Strategic and Development Studies - Andreas Papandreou (créé en 1995, socialiste).

Aujourd'hui, huit *think tanks* « européens » ont été recensés en Grèce : trois s'intéressent exclusivement aux questions européennes (Hellenic Center for European Studies - EKEM, Greek Center of European Studies and Research - EKEME, Hellenic Foundation for European and Foreign Policy - Eliamep), trois autres se concentrent plus particulièrement sur les questions internationales et européennes d'ordre économique ou judiciaire (Institute for International Economic Relations, Centre for European Constitutional Law-CECL, Center for International and European Economic Law - CIEEL), et deux enfin ciblent des questions beaucoup plus précises comme le libre marché, intégrant parfois la dimension européenne (Research Institute for European and American Studies - RIEAS, Society for Social and Economic Studies - EKOME).

Les trois plus « européens » ont été créés dans les années 1980 pour combler le manque d'expertise sur les questions européennes et pour répondre à un besoin de centres de recherche indépendants (ELIAMEP). En effet, PASOK, un des partis dominants de la vie politique en Grèce (au pouvoir de 1981 à 1989 et de 1993 à 2004) a toujours attaché une importance primordiale à l'intégration européenne de la Grèce et au respect des critères de convergence définis par le traité de Maastricht. De plus, au moment de la candidature grecque à l'adhésion, la teneur du débat public était souvent manichéenne, et se partageait essentiellement entre pro- et anti-intégration, n'accordant que peu de considération aux vraies questions que soulevait l'adhésion.

Ces centres axent principalement leur recherche sur l'élargissement de l'Union et le processus d'intégration européenne (application du droit communautaire par les administrations publiques, l'impact de l'élargissement, etc.). Non retenue pour faire partie du premier groupe de pays adhérant à l'Union économique et monétaire (UEM) en 1999, la Grèce a ratifié le traité d'Amsterdam courant 1999. Afin de satisfaire aux critères de convergence définis par le traité de Maastricht, le gouvernement avait alors lancé un vaste plan d'austérité au début de l'année 1998 : relance des privatisations, réduction des dépenses publiques, réforme du système de protection sociale, ainsi qu'une plus grande flexibilité du travail. En dépit de la contestation qu'ont suscité ces mesures, Costas Simitis (leader du PASOK depuis 1996) avait poursuivi son plan de convergence européen qui lui a permis de faire, en mars 2000, une demande officielle de candidature à l'UEM. Dans ce contexte, l'objectif des euro-*think tanks* grecs était, et demeure, de proposer une évaluation rationnelle des perspectives d'avenir pour la Grèce au sein de l'UE, de répondre aux besoins et intérêts spécifiques des décideurs politiques et de participer à l'élaboration et à la formulation des politiques nationales.

EKEME et Eliamep sont des centres indépendants, tandis qu'EKEM opère sous la supervision institutionnelle du Ministère des Affaires étrangères et en reçoit régulièrement des subventions; il n'est donc que semi-indépendant, mais si les priorités de recherche sont

définies par le Ministère, il n'interfère pas, en théorie, dans la conduite et le résultat des travaux.

De type « recherche sur contrat » la plupart du temps, les autres organismes vivent par ailleurs de subventions communautaires ou internationales, mais aussi des dons de leurs membres (EKEME) et de la vente de leurs publications (Eliamep). Les subventions nationales ne s'effectuent que ponctuellement, dans le cadre d'activités de conseil commandées par divers ministères (Affaires étrangères et Défense principalement). Marquées par une histoire jalonnée d'instabilité et de renversements politiques, il est logique et légitime que ces institutions recherchent un degré d'indépendance maximum vis-à-vis de leur gouvernement.

La position géographique de la Grèce la situe à un carrefour de civilisations et d'enjeux stratégiques (OTAN, question Chypriote, Turquie, Balkans), théâtre de nombreuses luttes d'influence. De plus, malgré une tentative de rapprochement avec la Turquie en 1997, les dissensions restent toutefois importantes, les Turcs accusant la Grèce non seulement de bloquer toute négociation avec l'Union européenne (UE) en vue de leur intégration, mais aussi d'avoir favorisé l'adhésion à l'UE de Chypre sans que soit au préalable trouvé un statut pour la partie nord de l'île aux mains des Chypriotes turcs. Cela pourrait en partie expliquer la prolifération de centres d'études judiciaires, économiques et stratégiques (CECL, CIEEL, RIEAS, EKOME), qui représentent des préoccupations primordiales pour la Grèce.

HONGRIE

DE LA DEPENDANCE ENVERS L'ETRANGER AU MARCHE EUROPEEN : UN PAYSAGE ATYPIQUE POUR UNE POSITION NOUVELLE DE LEADER

Nous avons identifié cinq *think tanks* « avec un intérêt pour l'Europe » en Hongrie, qui ont actuellement des activités de recherche importantes sur l'Europe, surtout sous un angle économique. Deux d'entre eux ont été créés avant 1989 : l'Institut d'Economie (1954) de l'Académie des Sciences hongroise et le prestigieux Institut d'Economie mondiale (1973) de l'Académie des Sciences hongroise, alors centre de propagation de l'idéologie soviétique. Trois sont des centres de recherche indépendants bien plus récents (créés dans les années 1990). L'ICEG European Center (centre de recherche et de réseaux) a été créé en 1998, le Centre d'analyse politique de la Fondation Századvég en 1996, et la Fondation for a Market Economy en 1992.

Tous les cinq se concentrent sur des questions économiques aux niveaux national, régional ou international : les développements économiques de l'Europe centrale et orientale, dont tous les problèmes liés à l'adhésion à l'UE et la transition économique, l'analyse de l'économie de marché contemporaine et la transformation de l'économie hongroise, soulignant les tendances et facteurs derrière les développements économiques régionaux et mondiaux, et leur impact actuel et futur sur l'économie hongroise, etc. Quant à la recherche portant sur l'UE, elle se concentre sur l'intégration européenne, le processus d'élargissement et l'UEM, dans le contexte des relations politiques et économiques de la Hongrie avec l'UE et les états voisins.

L'ICEG, la Fondation Szàzadvég et la Foundation for a Market Economy sont de petites organisations à personnel limité (6-7), alors que les deux *think tanks* universitaires ont des équipes de recherche beaucoup plus grandes (une moyenne de 38 chercheurs en interne), et ce en raison de leur statut d'instituts de recherche universitaire ou sous contrat. En effet, 45% à 55% des organisations liées aux deux Académies des Sciences hongroises obtiennent leur financement des institutions étatiques, tandis que les trois autres *think tanks* dépendent de la recherche sous contrat et de financement de projets, ce qui implique un budget beaucoup plus instable, entraînant souvent de plus petites structures.

Les *think tanks* en Hongrie ont souvent été créés sous le régime précédent. Aujourd'hui, la plupart des *think tanks* hongrois sont toujours financés par des parts budgétaires directes ou des contrats de services. Ils ont aussi été les premiers bénéficiaires des subventions du programme PHARE de l'Union européenne. Cependant, l'Occident a de plus en plus cherché à financer des *think tanks* indépendants des institutions gouvernementales, ce qui s'est révélé plus difficile à trouver en Hongrie que dans tous les autres pays de la région, puisque le financement de l'Etat continue d'être une source financière essentielle. En effet, la plupart des penseurs influents sont restés dans des organisations financées par l'Etat au lieu de créer leurs propres *think tanks* indépendants et à but non lucratif. Aujourd'hui, la majeure partie des *think tanks* hongrois non associés aux institutions gouvernementales exercent des formes d'activités à but lucratif, la recherche sous contrat et le conseil étant devenus une part essentielle de leur travail (Kimball, dans McGann & Weaver, 2000). Les *think tanks* hongrois, qui se sont assurés des fonds substantiels d'Europe occidentale et des Etats-Unis ces dernières années, pourrait être touchés par le retrait du soutien occidental. En fait, selon Kimball, « les forces du marché vont sans doute réduire le champ, mais les activités de conseil qui se sont développées dans les années 1990 garantiront la survie des organisations les plus avancées. »

Le développement important des *think tanks* hongrois « avec un intérêt pour l'Europe » dans les années 1990 vient probablement du fait que la Hongrie a été le premier pays d'Europe centrale à rejoindre le Conseil de l'Europe (en 1990), ainsi que le premier pays d'Europe centrale à demander d'adhérer à l'UE. Ils ont ensuite bénéficié du fait que la Hongrie a joué un rôle majeur en termes de recherche tournée vers l'UE pour toute la région, d'autant plus qu'elle avait été choisie par le sommet de l'OTAN de juillet 1997 pour adhérer à l'Alliance en 1999. De plus, le socialiste Peter Medgyessy, alors Premier ministre en 2002, a fait de l'adhésion de la Hongrie à l'UE son principal objectif. A cet égard, il a réussi, car la Commission européenne a accordé à la Hongrie en 2002 le statut de pays le plus avancé en termes de réformes. Elle a également invité la Hongrie à adhérer à l'Union en 2004. 83,76% des Hongrois ont approuvé l'adhésion de leur pays à l'UE lors du référendum d'avril 2003. Une étude plus détaillée pourrait montrer le rôle que les *think tanks* hongrois ont joué dans le processus d'adhésion.⁷⁴

IRLANDE

UN PAYS QUI RATTRAPE SON RETARD PEU A PEU ?

Deux *think tanks* en Irlande ont été retenus dans notre étude : l’Institute of European Affairs (IEA) et l’Economic and Social Research Institute (ESRI). Les deux sont sis à Dublin. L’IEA est un *think tank* spécialiste de l’Europe, tandis que l’ESRI a un programme de recherche qui comprend les affaires européennes.

L’IEA est le seul *think tank* spécialisé de l’Europe en Irlande. Créé à Dublin en 1991 par l’ancien député et président du Parti travailliste irlandais, Brendan Halligan, il propose un forum où les décideurs irlandais peuvent se rencontrer et débattre des questions européennes. Il s’agit d’une organisation relativement petite, avec seulement 10 employés à plein temps, bien qu’elle compte jusqu’à 100 collaborateurs temporaires.⁷⁵ Elle compense sa petite taille par les liens très étroits qu’elle entretient avec l’establishment politique irlandais. Elle propose, par exemple, des manifestations de type officiel en partenariat avec le gouvernement irlandais lors de visites de dignitaires étrangers à Dublin (par exemple lors de la présidence irlandaise de l’UE au cours du premier semestre 2004). De plus, elle informe régulièrement le parlement irlandais sur des sujets européens. Les décideurs nationaux et européens sont son principal public, comme par exemple le bureau du Premier ministre, le Ministère des Affaires étrangères et les responsables irlandais travaillant dans les institutions européennes.⁷⁶ Les récentes activités de l’IEA ont particulièrement porté sur le traité de Nice et le débat sur l’avenir de l’Europe.

Ce *think tank* a pu être influent pour deux raisons essentielles : tout d’abord, parce qu’il agit au centre d’un réseau relativement restreint de décideurs en Irlande qui traitent régulièrement des affaires européennes. Son rôle de coordination dans le débat politique de ce secteur lui a permis d’établir des relations personnelles étroites avec d’importants politiciens et entrepreneurs en Irlande, qui comptent eux-mêmes sur l’institut en tant que source d’information sur l’Europe. Deuxièmement, ses activités sont bien couvertes par les médias irlandais, que l’IEA considère comme relativement « branchés » sur les questions européennes.

L’ESRI est l’autre *think tank* retenu dans notre étude. Etabli en 1960 avec le soutien de la Fondation Ford, l’ESRI ressemble aux vieux instituts de recherche liés au gouvernement créés en Allemagne, aux Etats-Unis et en Angleterre. Une grande part de ses activités consiste en de la recherche sous contrat et du conseil pour les départements gouvernementaux irlandais, ainsi que pour la Commission européenne et ses agences spécialisées (dont Eurostat et la European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions à Dublin). Ses domaines de recherche sur l’Europe comprennent des programmes sur les marchés du travail et la migration de travail, le développement industriel et la macroéconomie. Une part de ses activités les plus influentes a consisté dans le passé à proposer des cadres au sein desquels les investissements du Fond Structurel pouvaient être évalués, et a porté sur la participation de l’Irlande à l’UEM.

Il existe aussi un certain nombre d'autres organismes en Irlande qui mènent de la recherche sur les affaires européennes mais qui n'ont pas été retenus dans notre étude (car ils ne correspondaient pas à notre concept de *think tank* indépendant, comme il est défini dans l'introduction). Un exemple de ces organismes est le Dublin European Institute (DEI), qui fait partie de l'University College Dublin). Le DEI invite des conférenciers extérieurs, organise des tables rondes et deux conférences annuelles sur des thèmes européens. Il participe également aux projets de recherche du programme cadre VI. Un autre exemple est le National Committee for the Study of International Affairs, basé à la Royal Irish Academy. Le comité, dont les membres comprennent le ministre des Affaires étrangères, des professeurs d'université et des employés de l'IEA et de l'ESRI, est actuellement en cours de restructuration et désire augmenter sa proportion de recherche politique à l'avenir.

Harvey (2001) relève le nombre relativement faible de *think tanks* en Irlande (seulement cinq selon ses estimations).⁷⁷ Une des raisons est le manque de financement disponible pour de telles organisations. Il n'existe qu'un faible nombre de trusts nationaux et étrangers soutenant les activités des *think tanks* dans le pays (Harvey, 2001). Les *think tanks* sont cependant financés en partie par le secteur privé, surtout l'ESRI et l'IEA, qui sera la plus probable source de financement des nouveaux *think tanks* à l'avenir.

ITALIE

UN MANQUE FRAPPANT D'EURO *THINK TANKS* VU LE ROLE HISTORIQUE DE L'ITALIE DANS LES AFFAIRES EUROPEENNES

Etant donné que l'Italie a été l'un des « pays fondateurs » du projet européen, le fait qu'il n'existe aucun *think tank* avec le mot « Europe » ou l'adjectif « européen » dans son nom est surprenant.⁷⁸ Actuellement, on compte six *think tanks* relativement importants en Italie, qui ont un intérêt prononcé pour les questions européennes : Istituto Affari Internazionali (IAI), Istituto per gli Studi di Politica Internazionale (ISPI), Societa' per l'Organizzazione Internazionale (SIOI), Centro Studi Politica Internazionale (CESPI), Centro Studi Investimenti Sociali (CENSIS), Fondazione Rosselli, et deux autres (Centro Einaudi e Istituto di Ricerca Cattaneo) dont une petite partie des activités portent sur l'Europe. Quatre sont situés à Rome, deux à Turin, un à Milan et un à Bologne. Les questions européennes sont une part de plus en plus importante de leur travail, et ils ont tous été très influencés par le processus d'élargissement. Cependant, comme mentionné précédemment, aucun d'eux ne se concentre exclusivement sur l'Europe.

Certains sont établis en tant qu'organisations à but non lucratif (SIOI et CESPI), d'autres sont des instituts privés (CENSIS, ISPI). Tous sont reconnus sur le plan juridique comme « *personne giuridiche* » (y compris l'IAI et la Fondazione Rosselli). Presque tous, hormis CENSIS, bénéficient d'un financement de l'Etat, notamment du Ministère des Affaires étrangères, bien que la taille des subventions allouées varie assez considérablement d'un institut à l'autre. Ils ont tous souligné le fait que cette part de leur financement diminue petit à petit, et qu'ils dépendent de plus en plus de contrats de recherche privés ou d'autres

formes de financement. L'ISPI, CeSpi et SIOI organisent par exemple une variété de cours et de stages réputés, qui préparent les étudiants à des examens publics ou à des carrières administratives. L'IAI propose le même service avec des séminaires ou des ateliers d'un jour ou deux. CENSIS est le seul à avoir établi ses ressources sur ses propres forces et sa capacité à répondre à la demande sur le marché. A cet égard, ils sont tous préoccupés par une tendance récente ; ils ont souligné que si d'un côté, moins de dépendance du financement de l'Etat peut accroître l'indépendance des instituts de recherche, la limitation des sources publiques implique aussi qu'ils soient forcés de dépendre davantage des contrats privés, qu'ils considèrent comme une contrainte pour leur indépendance et leur liberté de recherche.

L'Italie ne compte aucun *think tank* eurosceptique, tous acceptent volontiers le développement de l'UE, soutiennent plus d'intégration et se réjouissent des perspectives d'avenir que ce processus leur offre : une plus grande diffusion de leur travail et plus d'occasions de collaborer avec d'autres organisations, universités et centres de recherche. L'IAI, par exemple, mène actuellement un projet avec d'autres instituts de recherche sur les conséquences possibles de la non-ratification du traité constitutionnel par certains Etats membres.

Plusieurs caractéristiques communes aux centres de recherche italiens méritent d'être mentionnées. La première, comme l'ont indiqué auparavant plusieurs études, est la quasi absence d'engagement politique (Lucarelli, Radaelli, in Stone, Denham, Garnett, 2003). Aucun des instituts interviewés ne semble avoir de parti pris politique ni souhaiter être considéré comme tel. En fait, ils se méfient d'être perçus comme soutenant un parti ou une coalition politiques précis. Il est intéressant de constater que deux des entités les plus récentes et réputées de la communauté politique européenne (qu'on appelle « clubs politiques »), qui se consacrent plus à promouvoir le débat et le dialogue politiques qu'à produire de la recherche de façon régulière (Fondazione Italianieuropéi e Fondazione Liberal), sont très ouvertement de parti pris sur le plan politique. Un troisième club, Limes, est considéré comme plus neutre d'un point de vue idéologique.⁷⁹ Reste à voir, cependant, s'ils deviendront de véritables *think tanks*, et, si oui, s'ils garderont une position idéologique marquée.

La deuxième caractéristique commune est l'importance que les *think tanks* italiens accordent au prestige de leurs fondateurs et au charisme personnel de leurs directeurs actuels. Traditionnellement, les liens entre le monde universitaire ont été lourds. Aujourd'hui encore, avoir un fondateur renommé ou un directeur connu a une importance vitale et est presque placé au même niveau que la qualité de leur recherche et l'organisation de leurs activités.

Malgré la publicité et le débat sur des questions européennes créés récemment par les « clubs politiques », la situation des Euro-*think tanks* en Italie est aujourd'hui un peu morose, notamment en comparaison avec des pays comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne, et étant donné l'absence d'un seul institut se consacrant aux questions stratégiques sur l'Europe (même si certains comme l'IAI ont des programmes de recherche conséquents sur l'UE). Malgré la déclaration d'un important journaliste italien selon laquelle « le problème n'est pas le manque de *think tanks* mais le manque d'intérêt de la population et le caractère nombriliste de beaucoup de gouvernements, » nous considérons que la présence de groupes de « têtes chercheuses » facilement identifiables, qui soutiendraient les décisions gouvernementales et

l'opposition, améliorerait la qualité de l'élaboration des politiques italiennes et donnerait plus de légitimité au débat politique.

En fait, ces institutions ne sont pas très en vue dans le pays. Par conséquent, leur rôle en tant que promoteurs du débat public doit être accrû par plus de couverture médiatique. Dans ce but, certaines organisations aspireront peut-être à l'avenir à un rôle plus clair et plus institutionnalisé dans le processus d'élaboration des politiques. Certaines pourraient même reconstruire leur neutralité idéologique traditionnelle par des positions plus tranchantes sur des questions importantes.

D'autres institutions, comme la Fondazione Agnelli, Centro di Ricerca Einaudi, Il Mulino (avec son Istituto di Studi e Ricerche Carlo Cattaneo), et l'Istituto per la Ricerca Sociale, ont quelques activités de *think tanks*, mais ne se penchent que légèrement sur des questions européennes au sein de domaines de recherche plus larges (l'économie politique internationale, les politiques publiques italiennes, la culture et les communautés italiennes, le commerce italien, etc.).

MALTE

TOUT RESTE À FAIRE

Il n'existe à Malte aucun *think tank* à proprement parler qui s'intéresse spécifiquement aux questions européennes. D'ailleurs, un seul *think tank*, créé relativement récemment (entre 1990 et 1997) avait été recensé en 1997 (McGann, Weaver, 2000). Les seuls organismes dont les activités se rapprocheraient le plus de celles d'un *think tank* au sens de notre définition sont deux instituts de recherche universitaire sans étudiant, intégrés à l'Université de Malte : le « European Documentation and Research Center- EDRC » et la « Foundation for International Studies ». Le premier abrite également la « Malta European Studies Association - MESA », qui serait l'équivalent de son organe de recherche sur l'UE. Réouvert en 2001, le MESA souffre d'un manque de reconnaissance officielle à Bruxelles, ce qui a menacé un temps son existence. Cependant, il s'est vu accorder par la Commission européenne la bourse du Projet Jean Monnet 2003, en association avec le EDRC, pour mettre sur pied un groupe de recherche régional et transnational ayant pour but d'étudier le processus d'intégration et les perspectives d'avenir de la région Méditerranée au sein de l'Union élargie. Le projet s'étend sur deux ans, de décembre 2002 à 2004.

Il ne s'agit pas d'un manque d'intérêt pour les questions européennes (en témoignent les programmes de recherche de ces instituts universitaires), mais peut-être l'absence de *think tanks* à Malte reflète-t-elle la controverse qui a divisé la population et le gouvernement sur la question de l'intégration de Malte à l'Union européenne (l'opposition à l'adhésion européenne avait totalisé 47,6 pour cent des voix, soit 31 sièges au Parlement, contre 51,7 pour cent soit 34 sièges pour le parti pro-européen). Comme nous l'a expliqué un journaliste maltais du Times, la faible population de l'île (403 342 habitants) est peu propice au développement des *think tanks* à Malte : le marché des idées, trop petit, ne dispose d'aucune personnalité désireuse et capable de fonder et de financer de tels organismes. Enfin, le contexte politique

actuel, très conservateur, ne laisse que peu de place à la recherche réellement indépendante, la plupart des centres de recherche étant affiliés à des partis politiques.

POLONIE

UN NOUVEAU CENTRE LIMITÉ PAR DES CONTRAINTES FINANCIERES

Dans ce nouvel Etat membre, qui peut prétendre « à la communauté de *think tanks* la plus avancée, indépendante et variée de la région, » (Kimball, dans McGann & Weaver, 2000), six *think tanks* ont un intérêt prononcé pour des questions européennes. Cependant, aucun ne travaille exclusivement sur des questions stratégiques sur l'Europe. Deux d'entre eux sont des centres de recherche généralistes, les quatre autres sont spécialistes des questions économiques.

Il existe deux types principaux de *think tanks* en Pologne : les anciens, plus « traditionnels » (ex : le Foreign Trade Research Institute, 1928) et ceux créés après les évolutions du système en 1989 : l'Adam Smith Research Centre, le Centre for Social and Economic Research, le Centre for International Relations, le Gdansk Institute for Market Economics (le seul *think tank* en Pologne à avoir son bureau en-dehors de Varsovie) et l'Institute of Public Affairs.

Les instituts de recherche étudiés se concentrent sur des aspects généraux de l'intégration européenne. L'adhésion à l'UE et ses conséquences ont naturellement dominé leur programme ces dernières années. De façon logique, leur taille est liée à leur ancienneté. Les institutions les plus anciennes sont, dans la plupart des cas, beaucoup plus grandes : leurs équipes de recherche dépassent 20 à 30 chercheurs, alors que les instituts plus récents sont beaucoup plus petits, avec un effectif ne dépassant pas 20 personnes, et souvent moins de 10 employés permanents. Ils peuvent tous être classés comme 'advocacy' tanks, même si certains ont les caractéristiques d'instituts de recherche sous contrat.

Dans la plupart des cas, les autorités publiques nationales constituent le principal groupe visé des *think tanks* polonais. Cependant, nous avons constaté qu'il y a souvent peu de contacts directs entre les *think tanks* et les autorités nationales, fait qui est attribué au manque de volonté des décideurs pour collaborer. Certains *think tanks* accueillent cependant d'anciens responsables, comme le Centre for Social and Economic Research qui travaille souvent avec le gouvernement polonais grâce à sa relation étroite avec le Professeur Leszek Balcerowicz, ancien ministre des Finances, vice-Premier ministre et actuellement directeur de la Banque centrale (Przybylski, 2004). Plusieurs *think tanks* visent aussi les journalistes et la société polonaise en général, pour tenter d'influencer leurs groupes cibles. Ils ont généralement des contacts sereins et fréquents avec les médias, en proposant des points de vue, informations et conseils sur l'actualité. « Ils ont donc naturellement intérêt à approcher les médias et à paraître à la télévision et dans les journaux », confirme Przybylski (2004).

Les principaux problèmes auxquels sont confrontés les *think tanks* polonais sont d'ordre financier. Ils sont le plus souvent établis en tant que fondations ou associations à but non lucratif, une part importante de leurs ressources financières provenant de fondations (souvent

étrangères), ainsi que de sponsors privés, mais il semble être de plus en plus difficile d'obtenir une aide financière d'importantes fondations étrangères. Ils sont rarement financés par l'Etat, sauf quelques organisations comme le Polish Institute of International Affairs. Selon Przybylski (2004), cela explique pourquoi les *think tanks* polonais sont libres de critiquer le gouvernement. Un grand nombre d'instituts ont par conséquent développé des activités sous contrat et les contrats constituent leur principale source de revenu.⁸⁰ L'argent de la Communauté européenne, même s'il est, en théorie, disponible depuis l'introduction du programme Phare et accessible plus facilement depuis le 1^{er} mai, est généralement difficile à obtenir, le processus administratif étant long et lourd. Le financement européen ne représente donc pas une part importante du budget des *think tanks* polonais.

Au-delà des centres de recherche indépendants retenus ici, plusieurs organisations proposent des services utiles, comme le Centre for Eastern Studies. Créé en 1990, il est financé par le budget de l'Etat et s'intéresse à l'intégration européenne en relation avec des problèmes dans les pays d'Europe centrale et orientale. Le Centre for Political Thought, forum de débat public, organise aussi des activités sur la politique étrangère polonaise et propose même un cours théorique sur l'intégration européenne. L'Institute of Strategic Studies travaille parfois sur des sujets européens, ainsi que la Polish Economic Society et surtout le Polish Institute of International Affairs, un organisme d'Etat.⁸¹

PORUGAL

DES *THINK TANKS* PEU INFLUENTS, MAIS COMPLEMENTAIRES

Selon les résultats de notre étude, le Portugal est également caractérisé par ce qui semble être une tendance de la péninsule ibérique, c'est-à-dire l'évolution relativement faible du phénomène des *think tanks*. On constate encore un manque d'organisations correspondant à nos critères sur les *think tanks*, et le concept de « *think tank* » en lui-même est souvent peu compris. Selon Freres et al. (2000), cette situation est due à une « expérience récente de la démocratisation, » une société civile « relativement sous-développée, » et « des systèmes politiques qui sont très dominés par des gouvernements centraux » (Freres, Seabra, de Moraes, in McGann, Weaver, 2000). Cependant, un nombre croissant d'organisations présentant les caractéristiques de base des *think tanks* sont apparues dans les années 1980, d'abord grâce à la fin de la dictature et le début de la transition, en 1974 et, par la suite, grâce au processus d'intégration européenne, qui a commencé au milieu des années 1970 et a été achevé en 1986. Par conséquent, des institutions de style universitaire dominent la scène actuelle des *think tanks* dans la péninsule ibérique, avec un manque relatif de 'advocacy' tanks « murs » (Day, dans McGann & Weaver, 2000).

De plus, comme en Espagne, il est difficile d'identifier des *think tanks* qui se consacrent uniquement à des questions européennes. Dans la plupart des cas, le domaine de travail des centres de recherche comprend une ou plusieurs questions dans le domaine des relations internationales, dont généralement la sécurité, l'environnement, la politique internationale, le droit et l'économie. Dans ce contexte, d'importantes références sont régulièrement faites aux

politiques européennes, à plus d'intégration, au processus d'élargissement et à la coopération régionale. Il est significatif que de telles références soient souvent liées, voire conditionnées, par le désir des centres d'identifier et de défendre les intérêts nationaux de leur pays en Europe, et en même temps de promouvoir et d'améliorer l'image de leur pays.

Les *think tanks* portugais viennent cependant compléter de façon particulièrement utile le paysage des autres *think tanks* de l'UE, en offrant un lien étroit avec l'Amérique latine, la zone méditerranéenne et l'Afrique. Cet intérêt géographique, clairement lié à la géographie et à l'histoire du Portugal, détermine les priorités de recherche des organisations considérées. A cet égard, les *think tanks* ibériques ne proposent pas seulement de multiples connaissances spécifiques, mais ils établissent aussi un contact concret avec des organisations internationales, culturelles et politiques dans ces régions.

Le Portugal est un pays relativement nouveau sur la scène européenne des *think tanks*. Comptant seulement deux *think tanks* internationaux avec un intérêt pour les affaires européennes, sur un total d'environ vingt-cinq centres de recherche nationaux indépendants, ce pays est aujourd'hui un acteur de taille modeste sur la scène européenne des *think tanks*.

Les deux organisations analysées ici sont l'Institute of International Strategic Studies (IEEI) et le Portuguese Institute of International Relations (IPRI). Le premier, fondé en 1980, est l'un des premiers *think tanks* portugais, tandis que le dernier est l'un des plus récents.

Les deux sont des institutions privées, indépendantes et à but non lucratif, relativement universitaires et assez semblables du point de vue de leur taille.

Ils visent surtout les décideurs portugais et européens, ainsi que les médias et les organisations de la société civile, par des publications, des conférences et des revues. Ils dépendent du financement de l'Etat et mènent parfois des projets de recherche pour les autorités publiques portugaises, surtout sur des questions liées à l'intégration européenne et à la politique étrangère. L'IEEI et l'IPRI reflètent le rôle relativement limité des *think tanks* au Portugal comparé à celui des instituts universitaires.

REPUBLIQUE TCHEQUE

UNE COMMUNAUTE JEUNE, EN PLEINE CROISSANCE ET MILITANTE

En République tchèque, cinq *think tanks* traitent de questions stratégiques sur l'Europe. L'Europe est le principal domaine de recherche de l'Europeum-Institute for European Policy, tandis qu'un autre institut, le Prague Institute for International Relations, travaille sur les relations internationales en général et que les trois autres traitent des questions européennes à travers des politiques sectorielles : le Center for Economics and Politics, le Civic Institute et le Policy Center for the Promotion of Democracy.

La plupart des *think tanks* tchèques sont des organisations à but non lucratif et reçoivent l'essentiel de leurs ressources financières de fondations, de sponsors et de donations et de subventions privées. Certains d'entre eux autofinancent une partie de leurs activités par des

abonnements, des livres et des activités de conseil. Deux instituts de recherche reçoivent également une partie de leur financement de l'Etat.

La plupart sont assez récents, car ils ont été créés après les évolutions politiques du début des années 1990. Le processus d'intégration étant un sujet très important en République tchèque, où l'euroscepticisme est désormais particulièrement conséquent, les activités des *think tanks* se concentrent très souvent sur la préparation de l'adhésion, ainsi que ses conséquences et l'évolution de la situation pratique et juridique du pays. De plus, ils traitent de questions européennes générales et actuelles, comme le système juridique de l'UE ou les politiques européennes, les élections européennes de juin 2004, l'élaboration du traité constitutionnel et la question de la nouvelle frontière extérieure de l'Union et de ses conséquences pour les politiques du "3^{ème} pilier".

Les *think tanks* tchèques ont généralement moins de 10 chercheurs à plein temps, bien que le Prague Institute for International Relations en ait près de 30. En dehors des permanents, les *think tanks* collaborent également souvent avec des chercheurs extérieurs, dont le nombre dépend des projets en cours de réalisation.

L'essentiel des *think tanks* tchèques peuvent être classés comme 'advocacy' tanks. Dans la plupart des cas, les autorités publiques au niveau national constituent le principal groupe visé par les *think tanks* tchèques. Cependant, les institutions cherchent presque toutes également à collaborer avec des journalistes et à informer la société en général. Europeum, la seule institution qui puisse être classée comme *think tank* « spécialiste de l'Europe » est particulièrement intéressée par les étudiants universitaires en raison de son lien avec la Charles University.

ROYAUME-UNI

DES *THINK TANKS* CONDITIONNÉS PAR LES TRADITIONNELLES RIVALITÉS POLITIQUES SUR L'EUROPE

L'étude a recensé seize euro *think tanks* actuellement en activité au Royaume-Uni. Sept d'entre eux sont spécialistes de l'Europe, les neuf autres ayant un intérêt pour l'Europe. Beaucoup d'autres *think tanks* à visée nationale (Civitas, Centre for Reform, Demos, Fabian Society) s'intéressent aussi parfois à l'Union européenne, mais ils ont été exclus car leur travaux sur l'Europe prennent généralement la forme d'une publication ou d'un projet occasionnels (comme par exemple le projet de Constitution) et ne font pas l'objet d'un traitement systématique.⁸² Un réseau de *think tanks*, le Stockholm Network a également été inclus. Il s'agit d'un partenariat organisé de *think tanks* favorables au libre marché, qui opère depuis Londres et compte des membres au Royaume-Uni, en Scandinavie et en France (voir section 2.3).

Les *think tanks* étudiés appartiennent généralement aux trois types organisationnels suivants : association caritative, compagnie à but non lucratif limitée par garantie ou société enregistrée. Ils peuvent parfois être à la fois une association caritative et une compagnie

limitée par garantie (CLG). La majorité sont des organisations qui proposent des adhésions et comportent un large éventail de membres allant des entreprises aux particuliers.

Les *think tanks* orientés vers l'Europe sont *grosso modo* des organisations plus anciennes que les *think tanks* spécialistes de l'UE, qui représentent un phénomène relativement récent. Le Royal Institute for International Affairs (RIIA) a par exemple été fondé en 1920 et l'International Institute for Strategic Studies (IISS) en 1958. Ces *think tanks* ont été créés pour étudier respectivement les questions de politique étrangère et d'armes nucléaires, mais tous deux comportent aujourd'hui d'importants programmes sur l'Europe. L'IISS s'est, par exemple, récemment penché sur les implications stratégiques des élargissements de l'OTAN et de l'UE à l'Europe de l'Est. Un autre *think tanks* dont la raison d'être initiale n'est pas d'étudier l'UE mais qui effectue néanmoins d'importants travaux européens, est l'Overseas Development Institute (ODI, 1960).

Le développement des *think tanks* spécialistes de l'Europe au Royaume-Uni reflète par bien des aspects les différentes phases de l'histoire de l'UE. Le Federal Trust fut créé en 1945, en plein débat sur le besoin d'une nouvelle structure de gouvernance unifiée pour l'Europe d'après guerre. L'Institute for European Environmental Policy (IEEP), créé en 1980, est apparu à une époque où les questions d'environnement gagnaient en visibilité politique dans toute l'Europe. Enfin, les plus récents *think tanks* spécialistes de l'Europe comme le Centre for European Reform (de même que le Foreign Policy Centre qui lui ne consacre qu'une partie de ses travaux à l'Europe) tendent à étudier essentiellement les questions relatives aux réformes institutionnelles et économiques de l'UE (y compris l'entrée éventuelle de la Grande Bretagne dans la zone euro) qui représentent pour l'UE le principal débat politique des années 1990 et du début des années 2000.

Les *think tanks* spécialistes de l'UE sont des organisations plus petites que les autres étudiées ici, ne disposant jamais d'une équipe interne de plus de 20 personnes. Les budgets ne sont pas aussi importants que ceux des *think tanks* américains ou allemands, et l'accent est généralement mis sur le maintien d'une équipe de chercheurs peu nombreux mais dynamiques, capables de « s'attaquer à un gros morceau » et d'utiliser leurs contacts dans les médias et les cercles du gouvernement pour compenser leur petite taille. Les *think tanks* à orientation européenne sont souvent de bien plus grandes organisations : l'ODI, par exemple, possède une équipe de 80 personnes comprenant 45 chercheurs, le RIIA compte 66 employés et le personnel de l'IISS se monte à 46 personnes dont 25 chercheurs.

Pour ce qui est des structures transnationales, un seul *think tank*, l'IEEP, possède un second bureau à Bruxelles qui n'a d'ailleurs ouvert qu'en 2001. L'IISS, l'un des seuls *think tanks* de portée véritablement mondiale ayant établi des bureaux aux Etats-Unis et à Singapour, organise aussi des événements en commun avec le CEPS de Bruxelles sur les questions de défense et de sécurité européennes via son « Forum de sécurité européenne ». Cela ne signifie pas que les autres *think tanks* ne s'intéressent pas à Bruxelles : par exemple, la moitié des séminaires du Centre For European Reform (CER) a lieu dans la capitale belge. Mais des financements limités représentent une grosse contrainte pour les *think tanks* désireux d'étendre leurs activités dans cette direction.

Les activités de recherche des euro *think tanks* sont structurées par les pressions généralisées qui existent sur le marché des *think tanks* au Royaume-Uni. C'est un marché très congestionné qui n'offre qu'un espace limité à la recherche innovante et originale. En conséquence, pour faire face à cette compétition, les *thinks tanks* spécialistes de l'UE se tournent vers la recherche générale sur l'UE (CER, FPC, Federal Trust) ou développent un « créneau » de recherche spécifique dans lequel ils peuvent opérer. Le Centre for Economic Policy Research en est un bon exemple : il opère dans la sphère de la recherche de la politique économique. Créé en 1983, il diffère d'un *think tank* traditionnel en cela qu'il ne dispose pas de chercheurs en interne. En revanche, sa capacité de recherche s'appuie sur un ample réseau de 650 économistes basés dans des universités à travers l'Europe. En dépit d'avoir été fondé par des organes britanniques, sa perspective est néanmoins essentiellement internationale et la majeure partie de ses travaux porte sur la macroéconomie au niveau communautaire. D'autres exemples de *think tanks* « à créneau » seraient le British Institute of International Comparative Law (droit communautaire et international), le European Policy Forum (politiques régulatoires) ou l'IEEP (politique environnementale communautaire).

Le grand nombre d'instituts d'études stratégiques et de défense (au niveau national et international) a aussi probablement empêché l'émergence de *think tanks* qui s'intéresseraient exclusivement à ces questions d'un point de vue européen. Le RIIA, l'IISS et le Centre for Defence Studies du King's College (le seul *think tank* britannique de cette étude à être basé dans une université) comportent tous des programmes substantiels et/ou des projets sur les questions de défense européenne.

En ce qui concerne le financement, aucun des *think tanks* étudiés n'est majoritairement subventionné par l'État. D'autre part, nombreux sont ceux qui reçoivent des fonds de la part de certains départements gouvernementaux et de la Commission européenne pour financer des projets spécifiques. Le Federal Trust, le FPC et l'IEEP en font partie. Tous les *think tanks* de cette étude dépendent d'un mélange de fondations, d'entreprises et de donations privées pour leur financement. Quelques-unes des fondations les plus importantes qui soutiennent la recherche européenne sont le Joseph Rowntree Trust, le Cadbury Trust et le James Maddison Trust. L' Economic and Social Research Council finance aussi un *think tank* spécialiste de l'UE, au moins. Le sponsoring des entreprises provient souvent de grosses multinationales américaines, anglaises ou européennes de tendance proeuropéenne comme Unilever, BT, GlaxoSmithKline et Tesco.

Malgré une force dépendance à ce type de financement, tous les *think tanks* affirment que leur indépendance éditoriale ne s'en trouve pas affectée. Du point de vue de nombreux directeurs de *think tanks*, il suffit d'assurer la diversification des sources de financement. Comme l'un d'entre eux l'a déclaré : «Le fait que nous ayons 35 entreprises pour nous financer signifie que si l'une d'elles essaie d'interférer de quelque manière que ce soit dans nos activités, nous pouvons tout simplement la rayer de notre liste. » Cependant, même si les financeurs sont conscients de la nécessité de garder leurs distances par rapport à leurs *think tanks*, beaucoup de *think tanks* acceptent aussi des fonds d'origine privée pour des projets spécifiques. Comme il en est question plus haut, le gouvernement britannique et la

Commission européenne financent les *think tanks* britanniques uniquement dans le cadre de projets bien précis. Dans les deux cas, un *think tank* aura alors tendance à élaborer un projet pour satisfaire, partiellement au moins, aux critères d'un financeur. Cela soulève la question de l'autonomie de recherche à long terme des *think tanks* anglais. En fait, l'un des directeurs a même avoué penser que les *think tanks* se transformaient de plus en plus en agences de conseil « fournissant des conseils ou des conclusions désagréables, ce qui évite au gouvernement d'avoir à le faire ».

L'influence qu'exercent ces *think tanks* varie en fonction de nombreux facteurs, l'un d'eux étant l'apparente proximité d'un *think tank* vis-à-vis du gouvernement. Par exemple, les vision de l'Europe du CER (proeuropéen, mais aussi favorable à la réforme communautaire) et celle du FPC (proeuropéen, mais essentiellement dans une perspective de coopération intergouvernementale) sont toutes deux en accord avec celle de l'administration Blair. Les origines de ces deux centres sont aussi étroitement liées avec la montée au pouvoir de l'élite politique du Parti travailliste au milieu et jusqu'à la fin des années 1990.⁸³ Ils ont donc pu, ces dernières années, exercer leur influence de manière plus efficace que le Federal Trust dont les vues sur l'Europe ne cadrent pas avec le courant politique actuel. Toutefois, il ne s'agit pas là de l'unique facteur permettant de déterminer l'influence. Une stratégie médiatique efficace, le pragmatisme des propositions politiques et la qualité de la recherche produite semblent être des facteurs d'influence tout aussi importants (voir l'étude de cas sur le CER).

D'autres *think tanks* du secteur, comme l'IEEP et l'ODI, peuvent également être considérés comme influents, mais leur influence s'exerce essentiellement au sein d'une communauté « épistémique » bien distincte. Dans le cas de l'IEEP, il s'agit du département britannique des affaires environnementales, alimentaires et agricoles, des législateurs « verts » à Bruxelles et du secteur des *think tanks* et des ONG de l'environnement en général.

Deux autres observations pertinentes dans le cadre de cette étude peuvent être formulées au sujet des *think tanks* britanniques. La première est la tendance, particulièrement visible chez certains grands *think tanks* de politique nationale, à une meilleure couverture des thèmes européens et internationaux. Par exemple, l'Institute for Public Policy Research est actuellement engagé dans l'élaboration d'un nouveau programme international. Cela pourrait s'expliquer par l'europeanisation de plus en plus poussée du débat politique national au Royaume-Uni : de plus en plus de secteurs politiques se trouvent influencés par la législation communautaire et les *think tanks* nationaux sont probablement en train d'adapter leur travaux afin de refléter ce phénomène.

Ensuite, les *think tanks* sont aussi touchés par la polarisation du débat politique sur l'Europe en Grande Bretagne. Le débat qui agite les médias et les partis politiques suit souvent le clivage « pro/anti-UE », ce qui limite la capacité des *think tanks* à s'engager dans un débat plus nuancé sur les thèmes européens avec d'autres acteurs politiques. A cause, par exemple, de l'approche très prudente du gouvernement en publics sur certaines questions sensibles comme l'euro ou le projet de Constitution, il a été difficile pour les *think tanks* de gagner le soutien du gouvernement pour une plateforme politique proeuropéenne. Néanmoins, cela n'empêchera pas les *think tanks* proeuropéens comme le Federal Trust de faire campagne en

faveur de la nouvelle Constitution dans la course au référendum prévue pour l'année prochaine.⁸⁴

Les organisations eurosceptiques revendiquent aujourd'hui avoir l'initiative de ce débat, depuis la déclaration du gouvernement en 2003 de repousser toute décision relative à l'adhésion à la zone euro jusqu'après les prochaines élections. Plusieurs groupes et organisations eurosceptiques catégoriquement opposées à ce que la Grande Bretagne fasse partie de l'UE ont émergé sur la scène politique ces dernières années, souvent financés par des politiciens conservateurs ou des hommes d'affaires fortunés. Une organisation de ce type a été incluse dans notre étude car elle possède une capacité de recherche interne ; il s'agit de la European Foundation, créée par le parlementaire conservateur Bill Cash à la suite du débat sur le Traité de Maastricht.⁸⁵

De plus, certains *think tanks* de droite et à visée nationale comme Civitas ont récemment profité du débat sur le projet de Constitution pour publier des articles attaquant de façon à peine voilée l'UE et la participation britannique. Le référendum sur la Constitution pourrait ainsi être un tournant décisif pour les *think tanks* proeuropéens car ils pourraient se voir sollicités pour débouter plus vigoureusement les revendications du camp anti-UE.⁸⁶

SLOVAQUIE

UNE CONTRIBUTION NAISSANTE MAIS DETERMINEE

La Slovaquie, dont « la communauté de *think tanks* est de loin la plus politisée d'Europe centrale » (Kimball, dans McGann & Weaver, 2000) compte cinq *think tanks* portant un intérêt particulier aux questions de politique européenne. Le Centre for European Policy est spécialisé dans les affaires européennes, la Slovak Foreign Policy Association est un *think tank* pluridisciplinaire axé sur les relations internationales, tandis que les trois autres intègrent l'Europe comme une part conséquente de leurs activités générales : l'Institute for Public Affairs-IVO, le Centre for Economic Development, et le Centre for Economic and Social Analyses M.E.S.A. 10.

Comme cela est généralement le cas dans les nouveaux États membres d'Europe centrale, les *think tanks* slovaques sont des fondations à but non lucratif ou des organisations non gouvernementales. Leurs sources de financement proviennent essentiellement de fondations (très souvent la Konrad Adenauer Stiftung et la Fondation Ford) et de sponsors privés. Par ailleurs, certains sont partiellement autofinancés par leurs activités de conseil, tandis que d'autres reçoivent de l'État une partie de leur ressources financières.

Presque tous les *think tanks* de la République de Slovaquie sont de jeunes organisations. Ils ont été créés à la suite des changements politiques survenus au début des années 1990. En conséquence du processus d'intégration de la République au sein des structures de l'Union européenne, leurs programmes de recherche et leurs autres activités sont souvent consacrés aux aspects généraux de l'intégration européenne, et plus fréquemment aux préparatifs de l'intégration et à l'évolution de la situation juridique et pratique du pays. Par ailleurs, ils

traitent aussi des affaires européennes d'actualité, comme par exemple le projet de traité constitutionnel ou les premières élections parlementaires européennes depuis l'élargissement. Les *think tanks* slovaques comptent généralement moins de dix chercheurs à temps plein. En plus des chercheurs permanents, ils coopèrent souvent avec des chercheurs extérieurs, dont le nombre dépend des projets en cours. Comme la plupart des centres de recherche indépendants des nouveaux États membres d'Europe centrale, ils sont à classer dans la catégorie des *think tanks* « militants ».

Dans la plupart des cas, les autorités publiques nationales sont la principale cible des *think tanks* slovaques. Mais ils cherchent aussi à collaborer avec les journalistes et à informer la société slovaque dans son ensemble. Ce dernier aspect rend capitale leur présence dans les médias. D'autre part, l'utilisation des médias, de même que l'organisation de conférences et de séminaires ou les publications demeurent les moyens les plus efficaces d'influencer leur cible première, dans la mesure où les contacts directs entre *think tanks* et autorités publiques sont souvent inexistants, ou du moins peu fréquents.

À encore une caractéristique commune aux autres États membres d'Europe centrale, la difficulté première des *think tanks* slovaques est d'ordre financier. Conséquence directe du processus d'intégration à l'Union européenne, il devient de plus en plus difficile d'obtenir l'assistance financière de la part des fondations étrangères, celles-ci déplaçant progressivement leur centre d'attention vers l'Est, en Ukraine, en Biélorussie et dans les autres républiques anciennement soviétiques ou ne faisant pas partie de l'UE. D'autre part, les procédures d'obtention des subventions européennes sont longues et complexes. Par conséquent, rechercher d'autres sources de financement génère des problèmes d'indépendance. C'est pour cette raison que certains des organismes interrogés refusent ouvertement tout financement public.

SLOVENIE

BIENVENUE AU CLUB

nous avons trouvé un *think tank* en Slovénie correspondant à nos critères, l'Institute of Economic Research établi en 1995 en tant qu'organisation non gouvernementale. Il s'intéresse spécifiquement à des questions d'ordre économique, et s'auto-décrit comme un « organisme de recherche autonome et non gouvernemental, faisant preuve d'une longue tradition d'analyse dans les domaines de la macro et microéconomie. » Récemment, des recherches ont été effectuées sur des questions spécifiques de politique concernant l'Europe, comme par exemple le degré de préparation de la Slovénie quant à son intégration à l'UE et l'UEM.

SUÈDE

RELEVER LE DEFI DU FINANCEMENT

Cinq *think tanks* suédois ont été retenus pour cette étude des « Euro-*think tanks* » : l'un d'eux, le Swedish Institute for European Policy Studies (SIEPS) est spécialiste de l'UE, et les quatre autres (le Swedish Institute of International Affairs – SIIA, le Stockholm International Peace Research Institute – SIPRI, Timbro et le Centre for Business and Policy Studies - SNS témoignent d'un intérêt pour l'UE.⁸⁷

Tous les directeurs de *think tanks* interrogés au cours de cette étude ont déclaré qu'il n'existait pas de « tradition de *think tanks* » en Suède. Cependant, cinq instituts s'intéressant aux questions européennes ont été identifiés, une présence autrement plus importante que celle enregistrée chez leur voisin scandinave, le Danemark.

Le SIEPS, seul *think tank* spécialiste de l'UE, a été créé en 2002 sur une initiative du gouvernement suédois, convaincu que trop peu de recherche en politique publique était alors menée en Suède sur les questions européennes. Il a donc tenté d'y remédier en établissant une agence de recherche indépendante chargée d'examiner les politiques européennes. Le SIEPS est financé par le gouvernement et son conseil d'administration comprend des représentants du Ministère des Affaires étrangères, du Ministère des Finances et du cabinet du Premier Ministre. Il agit comme une passerelle entre le secteur universitaire et les décideurs politiques et l'une de ses fonctions est de commander aux universitaires des recherches sur certaines questions européennes (il distribue, à cette fin, des subventions). Cependant, il possède aussi sa propre équipe de chercheur en interne (voir plus bas).

Deux autres instituts de recherche, de taille plus importante et également financés par le gouvernement, sont actifs dans le secteur : le SIIA (1938) et le SIPRI (1966). Leur rôle est très différent de celui des *think tanks* « activistes » ('advocacy') au sens britannique ou américain du terme. Par exemple, en plus de leur activité de recherche, ils remplissent également une importante fonction de service public qui inclut la diffusion d'information au grand public via les écoles, les librairies et les bibliothèques de recherche spécialisées, ainsi que l'organisation de plusieurs conférences publiques. Néanmoins, d'autres *think tanks* ont développé des liens étroits avec la société civile suédoise : par exemple, le SNS possède une base impressionnante de membres issus de la frange populaire, et ses bureaux disséminés un peu partout à travers la Suède et à l'étranger tiennent en moyenne 150 meetings par an pour ses membres.

L'histoire et les structures organisationnelles du SIIA et du SIPRI sont éloquentes en cela qu'elles illustrent les liens étroits qui ont toujours existés entre les *think tanks* et l'État suédois⁸⁸. Le SIIA et le SIPRI ont tous deux été créés par Acte du Parlement. De façon caractéristique, 50 % de leur financement, voir plus, provient directement de l'État : le SIPRI, établi dans les années 1960 en partie pour « commémorer les 150 ans de paix ininterrompue en Suède », est une fondation indépendante et reçoit une subvention annuelle de la part du Parlement suédois, tandis que le SIIA tire ses ressources du Ministère des Affaires étrangères.

Le conseil d'administration et le directeur du SIPRI sont également nommés par le gouvernement. Cependant, tous deux parviennent à conserver leur indépendance intellectuelle. Suivant la loi, le SIIA doit d'être politiquement indépendant et dépend de la Swedish Foreign Policy Assembly, un organe non gouvernemental composé de journalistes, d'universitaires et d'autres figures de la vie publique suédoise. De plus, le SIPRI insiste sur le fait qu'en dépit des liens mentionnés ci-dessus, le gouvernement n'effectue aucune tentative d'influencer son calendrier de recherche.

Les *think tanks* à financement privé sont rares en Suède. Il en existe cependant quelques exemples : le SNS, un *think tank* relativement ancien fondé en 1948 par un groupe d'hommes d'affaires suédois qui cherchaient à améliorer la connaissance qu'a la communauté des affaires des politiques publiques ainsi que sa contribution à celles-ci, et dont les activités de recherche dépendent d'un mélange de fonds publics et privés; et Timbro (1978), un *think tank* militant prônant le libre marché, qui fait partie de la Free Enterprise Foundation, une organisation financée par la Confederation of Swedish Enterprise.

En ce qui concerne la recherche européenne, le SIEPS se penche sur des aspects à la fois internes et externes de l'Union européenne et s'intéresse aussi au projet de Constitution. Le SIPRI et le SIIA conduisent tous deux d'importants travaux sur des questions de sécurité européenne, en accordant une attention particulière aux relations UE-OTAN. Les programmes de recherche du SIIA couvrent également les relations UE-Russie, les questions de sécurité et d'élargissement dans la région de la Baltique ainsi que la politique internationale de l'environnement et du commerce. Le SNS travaille principalement sur les aspects comparatifs des politiques économiques et de l'entreprise en Suède et dans le reste de l'Europe, tandis que les travaux européens de Timbro s'attachent à promouvoir des solutions économiques libérales dans des domaines tels que le commerce international, la Politique agricole commune et l'État providence.

Pour ce qui est de l'influence que ces instituts peuvent exercer, elle varie suivant leurs différentes missions. Les principales audiences du SIPRI sont la communauté diplomatique (particulièrement dans les pays les moins développés) et la société civile internationale. Cela est illustré par le fait qu'une grande partie du personnel, 90 % de son conseil d'administration et le directeur actuel sont étrangers, et que la majorité des publications est en anglais. Le SIIA, de son côté, publie majoritairement en suédois et ses travaux sont considérablement relayés dans la presse nationale et régionale.⁸⁹ Il considère comme l'un de ses rôles majeurs de transmettre à l'opinion publique suédoise dans son ensemble des idées nouvelles venant de l'étranger sur certaines questions de politique extérieure. Le SIEPS est plus influent au sein de la sphère gouvernementale et du secteur universitaire ; par exemple, il prend part à des exercices de consultation avec le gouvernement et participe également aux projets de recherche du Programme Cadre VI avec des universités suédoises et étrangères. Enfin, le SNS, qui adopte des positions « raisonnables » sur le libre marché, cherche aussi à maintenir un bon dialogue avec le gouvernement au pouvoir en Suède, et ce quelle que soit son orientation politique.

Les *think tanks* interrogés pour cette étude ont déclaré devoir faire face à plusieurs défis d'envergure pour l'avenir, le premier étant la question du financement. Aujourd'hui, le gouvernement suédois a tendance à limiter les subventions accordées aux instituts de recherche établis au cours des dernières années, et il encourage également les instituts plus gros à chercher à l'avenir davantage de financements de la part des entreprises. Cependant, ces instituts rencontrent des difficultés à s'adapter, car les entreprises prêtes à financer des *think tanks* sont généralement plus disposées à financer ceux qui présentent une certaine idéologie plutôt que des organes non partisans, qui pourraient apparaître, vu de l'extérieur, comme des agences gouvernementales. Ce dilemme représente une menace potentielle pour la viabilité à long terme et la capacité organisationnelle des gros instituts comme le SIIA et le SIPRI, en particulier si le gouvernement décide de réduire significativement leurs budgets dans les années à venir.

Une deuxième difficulté à surmonter pour les euro-*think tanks* est le peu d'intérêt apparent du public suédois pour les questions européennes. Le fait que ce soit le gouvernement qui ait pris l'initiative de créer un *think tank* spécialiste de l'UE en 2002 en est la preuve. De la même façon, les médias ne soutiennent pas toujours ces *think tanks*. Ainsi, un directeur de *think tank* a déclaré que « le peu de connaissance de la plupart des journalistes implique qu'il est difficile de faire percer des visions plus nuancées ou plus subtiles sur l'Europe. »

Cela est certainement du aux profondes dissensions qui existent en Suède entre ceux qui soutiennent massivement l'UE et ceux qui sont hostiles à une intégration plus poussée, en raison de craintes concernant une perte de souveraineté politique et économique. Comme c'est le cas au Royaume-Uni, cette situation pousse le gouvernement à adopter une position prudente sur les questions européennes, ce qui peut avoir des conséquences importantes quant à l'influence relative des euro-*think tanks*. Ainsi, le même directeur s'est plaint de ce que le débat sur les questions européennes en Suède « se structure toujours, dix ans après l'adhésion de la Suède à l'UE, autour de la même opposition oui/non surannée (...) un héritage toujours évident des deux référendum tenus en 1994 (sur l'adhésion) et en 2003 (sur l'euro). » Il a expliqué que cela résultait en une « forte tendance du gouvernement à défendre le statut quo ». La victoire de la liste eurosceptique aux élections parlementaires européennes de juin n'a fait que renforcer cette tendance.

Le troisième défi à relever vient du secteur universitaire. Il existe déjà plusieurs centres universitaires effectuant des travaux importants sur l'UE, comme par exemple les centres Jean Monnet des universités de Lund et de Gothenburg. Les universités suédoises ont toujours davantage considéré les *think tanks* comme une menace, que comme des partenaires potentiels. Un directeur de *think tank* dit espérer que cette situation change et qu'il y ait plus de collaboration entre les deux secteurs à l'avenir, par le biais d'échanges de personnel et d'expertise plus soutenus.

2.3. SPECIFICITES DES *THINK TANKS* DANS LES DIX NOUVEAUX ÉTATS MEMBRES

Un facteur clef spécifique à l'expansion des *think tanks* dans les nouveaux Etats membres est le manque d'institutions qui, jusqu'à récemment, auraient pu se charger de la recherche et de l'analyse politique. La majorité des *think tanks* d'Europe centrale ont été créés après 1989 avec l'aide de l'étranger.⁹⁰ A l'exception de Malte et Chypre, la grande majorité des instituts de recherche indépendants ont en effet été créés après le changement de régime, une poignée seulement ayant existé avant 1990 (l'Institut d'économie de l'Académie des Sciences de Lettonie, créé en 1946). Les institutions plus anciennes étaient généralement des agences gouvernementales jusqu'à ce que des réductions budgétaires les forcent à trouver des sources de financement alternatives.

Il en résulte que la majorité dispose de moins de 20 voire même 10 chercheurs, même si quelques-uns en comptent pratiquement 80. Le plus souvent, la recherche n'est même pas la seule activité des personnes qui travaillent pour les euro-*think tanks*. Les professeurs d'université, par exemple, ne consacrent qu'une attention partielle à leurs activités liées au *think tank*. Les instituts de recherche ont très rarement les moyens d'ouvrir des bureaux en dehors de la capitale de leur pays, et aucun n'est présent à Bruxelles. Les *think tanks* spécialistes de l'UE représentent aussi une proportion plus faible dans les dix nouveaux États membres dans la mesure où la plupart sont des instituts de recherche sur les affaires internationales ou sur l'économie en général, bien que certains fassent preuve d'un intérêt très marqué pour l'Union européenne et d'une influence relative dans ce domaine.

La majorité a déclaré rencontrer des difficultés dans ses contacts directs avec les autorités. Beaucoup se concentrent sur des activités indirectes, à destination du grand public. C'est peut-être là la conséquence de leur relative jeunesse, mais c'est aussi le résultat du manque de réceptivité des autorités face aux recommandations et à l'expertise venues de l'extérieur. En effet, « étant donné l'absence d'instituts de recherche indépendants sous le communisme, les *think tanks* doivent relever le formidable défi d'apprendre au gouvernement qui ils sont et à quoi ils peuvent être utiles. » (Johnson, 1996)

En plus de toutes les préoccupations financières des *think tanks* européens, certaines sources de financement caractéristiques de cette région, comme les fondations américaines ou d'autres fondations étrangères, ont commencé à se déplacer plus à l'Est vers les pays ex-soviétiques ou non membres de l'UE (voir Kimball, dans McGann, Weaver, 2000). Pourtant, les *think tanks* ne sont pas encore complètement parvenus aujourd'hui à puiser dans les ressources financières de l'UE dans la mesure où ils en sont toujours à découvrir les mécanismes et les réseaux nécessaires pour accéder à ces fonds. Il apparaît également que les financements publics sont moins disponibles que chez les quinze autres membres de l'Union et que les financements privés ne sont pas encore suffisants. Les financeurs étrangers incluent l'Union européenne, d'autres gouvernements nationaux, ainsi que des banques étrangères, des fondations et des entreprises (souvent américaines ou allemandes).⁹¹ Les universités, les entreprises privées, les banques et occasionnellement des fondations

originaires du pays sont une autre source de financement importante. Beaucoup de *think tank* entreprennent alors des travaux de conseil.

Les *think tanks* de cette région tendent à se concentrer sur des questions en lien direct avec leur gouvernement ou leur pays, principalement sur l'élargissement ou sur des questions générales concernant l'intégration européenne, afin d'assister les fonctionnaires et d'augmenter le degré d'information de l'opinion publique sur ces sujets. Bien qu'encore jeunes, les *think tanks* examinés entretiennent un solide réseau de contacts avec leurs pairs à travers l'Europe et le monde, en particulier via l'organisation commune d'événements. Les *think tanks* des États baltes se montrent particulièrement proches des organisations scandinaves et finlandaises, certains recevant même un soutien matériel de la part de ces pays.

Selon Johnson (1996), « malgré le nombre de difficultés auxquelles les *thinks tanks* d'Europe centrale doivent faire face, leur capacité à s'adapter à l'évolution de la situation est impressionnante. » L'avenir donnera l'occasion de mettre cette flexibilité à l'épreuve, avec une pression financière croissante.

2.4. CONCLUSION PROVISOIRE : UN MANQUE D'OFFRE PAR RAPPORT AUX BESOINS DE L'EUROPE ?

Il a déjà été observé que, par rapport aux États-Unis, la communauté des *think tanks* en Europe est insuffisamment développée (Gadault, 2004). Le contraste est particulièrement frappant si l'on compare cette communauté avec celles des médias et du lobbying spécialisées dans les affaires européennes (Féat, 2004). Il y a plus de journalistes accrédités à Bruxelles qu'à Washington et la communauté des groupes d'intérêts à Bruxelles est au moins aussi grande que le nombre de serviteurs civils travaillant pour la Commission européenne (Greenwood, 1997). Pourtant, si l'on rassemble la capacité totale des *think tanks* étudiés ici, on obtient un nombre approximatif de près de 3000 chercheurs à travailler de manière plus ou moins soutenue sur des questions de politique européenne.⁹²

En outre, il est important d'insister à nouveau sur le fait que beaucoup d'organisations viennent compléter les activités des *think tanks* figurant dans notre liste : universités, réseaux de centres universitaires de recherche,⁹³ organes publics, etc. Certaines sont mentionnées dans les fiches par pays ci-dessus. Certaines n'ont pas été listées ici, comme les agences spécialisées de l'Union européenne (par ex. la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail) qui effectuent un important travail de recherche en politique. Toutes mériteraient une analyse plus détaillée que celle permise par cette étude, afin de comprendre totalement la contribution des *think tanks* à l'élaboration des politiques européennes par rapport à ces organisations similaires. Les réseaux de *think tanks* (voir l'aperçu général, annexe 2) de même que les communautés de recherche universitaire apportent souvent d'utiles compléments aux organisations décrites ici.

L'Union européenne nouvelle compte depuis le 1er mai 2004 près de 450 millions d'habitants. Les institutions communautaires sont responsables de la quasi-totalité des lois nationales qui importent aujourd'hui dans les législations nationales. Face aux enjeux communautaires, la

capacité de réflexion qu'offrent les *think tanks* européens aux processus de décision européens est-elle suffisante ? Quelles mesures prendre pour la développer ? Ce sont les deux principales questions que nous abordons dans les sections suivantes.

¹⁵ a) Préparer un pays à l'adhésion : European Institute of Cyprus (Chypre); Institute for European Studies (Finlande); EKEME (Grèce); Center for European and Transition Studies (Lettonie) b) Initiative du gouvernement pour améliorer le niveau de l'analyse européenne : IWE-ICE (Autriche); EKEM (Grèce); SIEPS (Suède) c) Forum pour l'analyse de la position d'un pays au sein de l'UE : ELIAMEP (Grèce); IEA (Irlande); European Documentation and Research Center (Malte) d) Examen de certains domaines de la politique européenne (ex : la politique sociale ou environnementale) : IPAE (Espagne); IEEP (R-U); OSE (Bruxelles) e) Améliorer la qualité du débat : Europe 2020 (France); Friends of Europe (Bruxelles) f) Nouvelle plate-forme pour permettre à des chercheurs et des étudiants d'exprimer leurs points de vue sur l'Europe : EUROPEUM (République tchèque) g) Soutenir l'intégration européenne : IAI (Italie); Fondation Robert Schuman (France); Polish Robert Schuman Foundation (Pologne); Federal Trust (R-U); Notre Europe (France) h) S'opposer à plus d'intégration : Bruges Group (R-U) i) Réforme économique : Lisbon Council (Bruxelles) j) Intérêt du secteur privé : EPC (Bruxelles).

¹⁶ Par exemple, ELIAMEP en Grèce a été créé en 1988 pour examiner la relation de la Grèce avec d'autres états de la région méditerranéenne, des Balkans et de la Mer Noire et le Center for European and Transition Studies en Lettonie a été fondé en 2000 "pour répondre aux défis de l'élargissement de l'UE."

¹⁷ Fait désormais partie de l'Institut Pan-européen.

¹⁸ Le nombre de *think tanks* a rapidement augmenté dans ces états, ainsi que le nombre d'autres organisations de la société civile, souvent avec le soutien de donateurs et de fondations étrangers (ex : la Polish Robert Schuman Foundation, 1991). Il était naturel pour beaucoup de ces *think tanks* de s'orienter vers des questions européennes car l'Europe était d'une importance centrale pour la sécurité et la future prospérité économique de leur pays. De plus, ces pays étant candidats à l'adhésion à l'UE depuis le milieu des années 1990, le besoin d'analyse des politiques européennes (et de comment leur pays pourrait s'y adapter) se faisait encore plus sentir.

¹⁹ France : Confrontations Europe (1991); Europartenaires (1994); Europe 2020 (1992); Fondation Robert Schuman (1991); Notre Europe (1996). Angleterre : EPF (1992) ; Centre for European Reform (1997) ; Foreign Policy Centre (1998). Allemagne : ZEI (1995); Mannheimer Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung (1990)

²⁰ Bruxelles : Centre for New Europe (1993); EPC (1996); Friends of Europe (1999); Lisbon Council (2003); The Centre (2004).

²¹ Il est clair qu'il ne s'agit pas d'une classification exhaustive, mais elle reflète aussi justement que possible la gamme complexe et variée de domaines de recherche traités par les *think tanks* étudiés (i.e. pas des produits de recherche de personnes). La liste a été établie en utilisant tous les thèmes définis comme des domaines de recherche essentiels par les *think tanks* et, par la suite, en les rassemblant dans cette gamme simplifiée d'activités. La différence entre des organisations à revendications particulières et celles à revendications multiples doit être prise en compte ici : dans le premier cas, l'identification du sujet est plus facile, alors que dans le deuxième cas, il est parfois nécessaire de ne choisir que certains sujets essentiels dans un cadre qui semble au départ couvrir le panorama politique européen dans son intégralité.

²² Cette définition des "affaires constitutionnelles", dans laquelle nous avons choisi d'insérer toutes les références aux études en droit communautaire et au processus de "construction européenne" ou à "l'approfondissement" de l'Union, est très large. Il existe en effet une différence entre les études en droit communautaire classiques, qui font une distinction entre ces deux catégories, et les *think tanks* analysés qui ne font pas cette distinction.

²³ Nous avons créé cette catégorie car certains *think tanks* font référence au rôle de leur pays ou de leurs intérêts nationaux au sein du système communautaire. Avec une telle formule, nous voulons récapituler toutes les références faites par les *think tanks* à des mesures prises pour améliorer la position ou l'image de leur pays respectif dans l'UE. Par exemple, le Centre of European Studies and Research (EKEME) en Grèce suit constamment de près la position d'Etat membre de la Grèce dans l'Union. Le Spanish Real Instituto Elcano tente d'identifier et de promouvoir la position espagnole concernant des questions internationales essentielles; et plusieurs instituts d'Europe centrale et orientale se concentrent sur l'aide qu'ils peuvent apporter à leurs gouvernements pour leur permettre de surmonter des difficultés liées à l'élargissement.

²⁴ Avec de rares exceptions, comme le European Institute for Asian Studies à Bruxelles.

²⁵ Allemagne : IEP, SWP, DGAP, Internationales Institut für Politik und Wissenschaft, Bertelsmann Stiftung, FES, Hanns-Siedel Stiftung, DIW, IfW, IFO, HWWA, CAP, ZEI, MZES, ZEW (15) – R-U : E.U. Policy Network, EPF, Federal Trust, CER, IEEP, ODI, FPC, Policy Network, RIIA, CEPR, Stockholm Network (11) - Italie : IAI, CeSPI,

.....

SIOI, ISPI, CENSIS (5) - Bruxelles : CEPS, EPC, ETUI, Friends of Europe, OSE, Lisbon Council, ISIS Europe, MEDEA, EU-Asia Institute (10).

²⁶ Peu d'organisations ont, par exemple, déclaré s'engager dans l'examen parlementaire de la législation.

²⁷ CEPS, par exemple, est fier de proposer un lieu de contact où des représentants de la Commission et du Parlement européen peuvent rencontrer des sociétés membres, des activistes d'ONG et d'autres personnes pour réfléchir dans un environnement neutre. De tels "groupes de travail" de CEPS sont destinés à permettre la création d'idées de différents domaines d'activité.

²⁸ Par exemple au Danish Centre for International Studies and Human Rights à Copenhague ou à la bibliothèque de SIPRI à Solna, près de Stockholm.

²⁹ Un fonctionnaire de la Commission prétend, par exemple, à proposer des activités de débat et de recherche des *think tanks* : "Il y a toujours les mêmes, on tourne en rond. Il faut par exemple aller parler d'Europe dans les zones d'éducation prioritaire, pas pour faire gadget, mais pour écouter ce qu'ils ont à dire sur l'Europe." Un activiste populaire anglais consent que les *think tanks* en Grande Bretagne « sont influents, mais seulement dans le « village de Westminster » (Parlement britannique).

³⁰ Une exception est notamment le CEPR, qui a produit plus de 500 documents de travail par an.

³¹ En raison de la nature de notre étude, il est difficile d'évaluer la valeur d'ensemble de la recherche de ces revues internes.

³² Ex : l'IEEP au R-U propose ce service à l'Agence environnementale du R-U.

³³ Ex : Centre for European and Transition Studies, Lettonie.

³⁴ Des exemples de fondations sont le Joseph Rowntree Trust au R-U et en Irlande, et la Fondation Ford l'Open Society Foundation en Europe de l'Est.

³⁵ Ces activités sont particulièrement importantes pour les *think tanks* italiens.

³⁶ Au DIIS, par exemple, les chercheurs qui n'ont qu'un master sont employés pour des contrats temporaires d'une durée d'un à deux ans.

³⁷ Voir les détails dans le tableau sur le Policy Network au R-U, l'IAI en Italie et, dans les rapports par pays, Progressive Centrum au Danemark.

³⁸ Par des manifestations publiques variées. Il est également possible de trouver une minorité de *think tanks* qui sont conscients du rôle influent qu'ils peuvent avoir pour les décideurs; le Pan European Institute en Finlande déclare qu'il donne des informations "aux décideurs du gouvernement et dans le monde des affaires" sur de nouveaux phénomènes. Les *think tanks* semblent aussi dans ce cas plus orientés vers les politiques.

³⁹ C'est ce qui distingue, par exemple, l'IRRI (Institut Royal des Relations Internationales) en Belgique de son pair plus universitaire, le GEPE (Groupe d'Etude des Politiques Européennes).

⁴⁰ Les directeurs de *think tanks* interviewés en Suède, par exemple, considère qu'un de leurs rôles consiste à proposer certains services au grand public. Ces services peuvent comprendre l'accès public à leur bibliothèque, la publication d'une part de leur travail pour les écoliers et les étudiants en université, des stages formateurs et l'organisation de réunions d'adhérents locaux à la fois en Suède et à l'étranger.

⁴¹ Un institut hollandais réputé consent qu'un *think tank* « doit être innovant, avoir de nouvelles idées et trouver du soutien pour son action. » Un autre institut, évoquant deux des *think tanks* les plus influents en Europe, déclare que "ce que nous aimons chez eux, c'est qu'ils s'engagent dans des voies inexplorées, qu'ils réfléchissent sur des problèmes qui ne sont pas encore au programme et qu'ils influencent donc les décideurs." De tels points de vue peuvent être liés au programme du premier 'advocacy' tank aux Etats-Unis, où "penser l'impensable" était un must après la Seconde guerre mondiale.

⁴² Cet aspect est beaucoup plus apprécié par un journaliste irlandais que nous avons interviewé, car il lui donnait accès à travers le *think tank* aux informations sur les dernières évolutions politiques, ainsi qu'aux gens et organisations travaillant en politique dans différents pays. Il considérait également que les manifestations organisées par les *think tanks* donnent l'occasion aux politiciens de s'engager dans le débat avec un public renseigné d'une façon qui n'est plus possible dans les médias (par exemple, à la télévision). Selon lui, ce dialogue est important pour la démocratie. Un des directeurs de l'IEA considère que ce type de rôle d'animateur et de médiateur devient désormais de plus en plus important pour de nombreux *think tanks* européens. Par exemple, beaucoup de *think tanks* bruxellois, comme CEPS, proposent également ce service.

⁴³ Certains insistent sur la nécessité d'être indépendant "de toute organisation, mouvement ou institution publique ou privée" (le GRIP en Belgique), d'autres qu'une organisation ne devrait être "en aucun cas dépendante d'un partenaire privé ou public exclusif," qu'elle devrait mener ses activités de recherche "dans un esprit de liberté universitaire totale," (IRRI, Belgique), et enfin, que d'autres *think tanks* ne devraient pas avoir d'affiliations à un parti politique (ex : le Centre for International Relations en Pologne). Le site Internet de CEPS revendique "son indépendance totale pour établir ses propres priorités et sa liberté de toute influence extérieure."

.....

⁴⁴ De nombreux *think tanks*, comme ISIS Europe, nous ont indiqué qu'ils étaient également en train de diversifier leurs sources de financement.

⁴⁵ Ce point de vue a été exprimé par l'European Union Institute for Strategic Studies à Paris (EUISS), agence européenne entièrement financée par le budget européen. Pour plusieurs *think tanks* allemands, être affilié à une université est également une garantie contre l'influence des partis. De même, le CESS, le Centre for European Security Studies aux Pays-Bas, "évite le financement des entreprises." En revanche, d'autres *think tanks*, comme le Pan-European Institute en Finlande, cherchent à protéger leur indépendance en dépendant surtout de fonds privés, ou prétendent que la recherche sous contrat leur permet de mieux gérer leur indépendance. Le Centre for European Policy en Slovaquie déclare qu'il est "un *think tank* hautement indépendant et critique," et refuse donc l'argent de l'Etat. (Il reconnaît également que le gouvernement ne voudrait de toute façon pas lui en donner).

⁴⁶ C'est le cas par exemple de l'Institute of International Relations de Prague, ou de l'Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik à l'Université de Hambourg.

⁴⁷ Au SWP à Berlin, toutes les décisions importantes sont prises à une majorité des deux-tiers du Conseil d'administration, dont le rôle précis est de garantir l'indépendance du SWP. Les membres du Conseil comprennent d'importants scientifiques, économistes et autres personnalités ainsi que des représentants de divers ministères et partis fédéraux au Bundestag. Ceux du "côté politique" ne peuvent pas numériquement former une majorité des deux-tiers à eux seuls. Au MZES (Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung) à l'Université de Mannheim, les chercheurs soumettent des propositions, qui sont souvent évalués par un comité scientifique extérieur. Dans les instituts de recherche scandinaves, il y a souvent un comité ou conseil chargé de surveiller le travail de l'institut. Un tel organe est souvent composé d'un mélange de fonctionnaires, journalistes et autres personnalités. Même si le gouvernement est présent dans ces comités, l'implication d'autres acteurs permet généralement à l'institut d'entretenir sa relation indépendante du gouvernement.

⁴⁸ L'Institut Royal des Relations Internationales à Bruxelles tente d'éviter toute pression extérieure en destinant son travail de recherche à une variété de publics et en proposant des recommandations concrètes solides "afin que même ceux qui pourraient être contre ce que nous disons voient les mérites concrets de notre recherche." "Recruter parmi les meilleurs chercheurs" fait partie de la stratégie d'ELIAMEP en Grèce.

⁴⁹ L'EUISS se considère comme le seul vrai *think tank* européen grâce à son statut officiel. Au R-U, "ce que certains considèrent comme être proche du gouvernement" est souvent clairement considéré comme un moyen efficace d'être influent et efficace, et non pas comme une menace à l'indépendance et la crédibilité d'un institut. Le Hellenic Centre for European Studies nous a indiqué que l'indépendance vis-à-vis des autorités publiques était "une question de bonnes relations. Personne ne donne d'ordres, le gouvernement pose des questions, mais n'influence pas les réponses. Le gouvernement a ses priorités, mais respecte notre indépendance concernant les résultats de notre analyse."

⁵⁰ Le European Trade Union Institute collabore aussi avec des acteurs ayant le point de vue des employés. Par exemple, il a travaillé sur des projets communs avec la Hans Boeckler Foundation, qui est une fondation soutenue par la Deutsche Gesellschafts Bund (la Confédération de l'Industrie allemande).

⁵¹ Le Foreign Policy Institute en Estonie nous a décrit comment il cherche à maintenir une certaine distance de l'Etat qui lui apporte une part importante de son budget et lui commande des études. L'Institut Royal de Relations Internationales en Belgique nous a déclaré que préserver son indépendance est "compliqué", d'autres que leur indépendance est "toujours fragile." Pour le Internationales Institut für Politik und Wirtschaft à Hambourg, il s'agit "d'un combat de tous les jours."

⁵² De façon intéressante, CEPS (Rapport annuel 2003) décrit une étude en ligne qu'il a mené sur sa page d'accueil entre juillet et décembre 2003. Cette étude a révélé qui visite son site Internet (Enseignement : 23%; professions libérales : 19%; gouvernements nationaux : 16%; recherche : 15%); leur pays d'origine (le plus grand groupe est situé en Belgique, le suivant au R-U et aux E-U); et les principaux centres d'intérêt (l'avenir de l'Europe, la politique économique, l'élargissement de l'UE et la sécurité). "Les publications sont ce qu'ils cherchent le plus, suivie des commentaires et analyses de CEPS. 13% en plus de visiteurs du site Internet de CEPS se dirigent vers la librairie en ligne de CEPS pour acheter ou télécharger des publications."

⁵³ Des organisations comme WWF Europe qui sont parfois considérées comme des "*think tanks* européens" nous ont confirmé qu'elles ne considèrent pas leur bureau à Bruxelles comme un *think tank*, mais comme une équipe de lobbying qui fait de la recherche et donne des conseils pour le réseau WWF.

⁵⁴ Il pourrait exister d'autres filiales de *think tanks* américains en Europe, mais elles n'ont pas été retenues dans notre recherche.

⁵⁵ Parmi ces sept fondations, nous n'avons retenu que la Friedrich-Ebert-Stiftung, la Konrad-Adenauer-Stiftung et la Hanns-Seidel-Stiftung. En effet, les quatre autres (Friedrich-Naumann-Stiftung, Heinrich-Böll-Stiftung, Hans-Böckler-Stiftung et Rosa-Luxemburg-Stiftung) soit ne font pas de recherche sur l'Europe, soit n'ont pas d'équipe de chercheurs propre (deux critères fondamentaux pour établir nos listes de *think tanks*).

.....

⁵⁶ On peut noter également qu'en raison du caractère très décentralisé de l'Allemagne, de nombreux *think tanks* ne sont pas situés dans la capitale, mais ont leurs sièges à Hambourg, Munich, Kiel, Saarbrücken, Cologne et d'autres capitales régionales. Ce phénomène n'a pas été vu dans d'autres pays de l'Union. Cela est en partie dû au fait que leur financement ne provient pas uniquement du gouvernement fédéral mais également de celui des Länder et qu'ils souhaitent toucher une audience plus large que celle qu'ils ont à Berlin.

⁵⁷ Ces deux instituts ne sont pas des *think tanks* selon nos critères, dans la mesure où ils n'ont pas de chercheurs et ne produisent pas de recherche eux-mêmes.

⁵⁸ Un dernier *think tank*, le Jaan Tonisson Institute, avait initialement été recensé pour cette étude, mais il semble qu'il ait cessé toute activité depuis début juillet 2004.

⁵⁹ Par exemple, le Ministère de la sécurité sociale et du travail ou le Comité Suprême pour la libération de la Lituanie, le politburo soviétique à l'origine de l'Académie des Sciences dont dépend l'IEAS en Lettonie, le ministre des Affaires étrangères en Estonie.

⁶⁰ L'Institut se définit "peut-être partiellement" comme un *think tank*. Le Luxembourg abrite aussi le Centre d'Etudes et de Recherches Européennes Robert Schuman, qui se concentre surtout sur l'étude historique de l'intégration européenne. Bien qu'il mène des recherches et apporte des connaissances sur l'Europe, il n'est pas tourné vers les politiques et ne vise pas les décideurs.

⁶¹ Les *think tanks* hollandais sont tous des fondations ('stichtingen'), mais pas dans le sens traditionnel d'organisations qui se consacrent à la gestion et la répartition de fonds de dotation. Ce statut explique pourquoi les *think tanks* hollandais n'ont pas de membres, bien qu'ils disposent de diverses options pour développer un service d'adhésion *de facto*.

⁶² L'institut Clingendael est différent de l'IFRI en France, du DGAP en Allemagne ou du RIIA en Angleterre du fait qu'il a un programme de formation très conséquent. Il propose même un programme de Master en Relations Internationales et Diplomatie. Bien que l'un des neuf critères pour un *think tank* soit qu'il ne donne pas de diplômes, nous avons néanmoins retenu l'institut Clingendael et l'EIPA dans notre liste, car les exclut de la scène hollandaise des *think tanks* serait clairement perçu comme artificiellement strict.

⁶³ Crée pour stimuler la coopération entre les administrations et les instituts de formation administrative des Etats membres, l'EIPA est soutenu par l'administration européenne et la Commission. L'institut a des activités de formation et de recherche sur l'administration publique et les politiques européennes, et propose une variété de services aux administrations des Etats membres et des pays candidats ainsi qu'aux institutions européennes, en soutien de leurs tâches et responsabilités liées à l'intégration européenne. Il se définit d'abord comme "un instrument européen pour former des fonctionnaires (...) 'pour soutenir l'Union européenne et ses Etats membres et les pays associés à l'EIPA en proposant des services pertinents et de haute qualité pour développer les compétences des fonctionnaires à traiter des affaires européennes."

⁶⁴ Nous n'avons pas retenu l'ECF car son travail de recherche n'est pas permanent et qu'il n'a pas d'équipe de recherche interne. Il ne semble donc pas essentiellement être un *think tank*.

⁶⁵ Le Danish Institute for Human Rights représente l'autre moitié.

⁶⁶ Cf. Day, p.108, dans McGann & Weaver, 2000. La Danish National Research Foundation finance les activités de 30 centres de recherche différents dans le domaine de l'art et des sciences. Il a actuellement un budget de 250 millions de DKK mais le seul centre qu'il finance ayant des activités sur l'Europe est l'EPRU (et leurs activités ne concernent qu'un domaine étroit de politique européenne et de macroéconomie).

⁶⁷ Le COPRI a été l'un des instituts à s'être le plus opposé à cette fusion. Il a organisé une coalition internationale de plus de 300 universitaires très renommés pour s'y opposer.

⁶⁸ Par exemple, EPRU publie des recherches sur des institutions et sur la formation de la politique économique ; sur l'économie monétaire internationale et l'intégration économique européenne ; sur la théorie et la politique du commerce international. Désormais situé à l'Institut d'économie de l'université de Copenhague, l'EPRU est financé par une subvention de la Fondation Nationale de Recherche danoise et de deux ministères du gouvernement danois.⁶⁹ Il compte actuellement 24 employés. L'EPRU collabore également avec d'autres instituts étrangers dans le domaine de l'économie internationale. Ses partenaires sont entre autres le National Bureau of Economic Research aux Etats-Unis, le CEPR à Londres, CEPS à Bruxelles et l'Institut für Höhere Studien à Vienne. Il reçoit également un grand nombre d'universitaires de l'étranger en tant que visiteurs.

⁶⁹ La très bonne croissance économique du pays à la fin des années 1990 après la récession de 1990-93 témoigne d'une forte volonté nationale d'accéder à l'UE; la Finlande faisait d'ailleurs partie des 11 pays européens sélectionnés en mai 1998 pour intégrer l'Union économique et monétaire.

⁷⁰ Sa production en recherche est cependant hautement considérée et son statut et ses structures décisionnelles protègent son indépendance.

⁷¹ Plus généralement, les *think tanks* sont un phénomène récent en France. Ils sont apparus timidement dans les années 1980 et un nombre assez important a été créé ces dernières années : voir *Le Journal du Management*, 2004.

.....

⁷² L’Institut de Relations Internationales et Stratégiques (www.iris-france.org), créé en 1990 avec le soutien de Pierre Joxe, alors ministre de la Défense, propose différents diplômes et programmes de formation, mais a aussi un programme de recherche, qui traite en partie des questions européennes (ex : 8 livres sur les 31 derniers depuis 2000); l’Institut Choiseul (www.choiseul.info/institut/index.php), qui, hormis la recherche générale et les activités de conseil stratégique, "vise aussi à favoriser l’émergence d’une vision européenne des affaires mondiales dans l’espérance de voir l’Union mener une politique étrangère efficace et cohérente." Cet institut, créé en 1999, a déjà un budget d’un demi million d’euro et une équipe de 6 chercheurs permanents et 20 temporaires. Ses recherches se concentrent sur les relations internationales et les questions économiques, et il publie quatre revues sur la géoéconomie, l’Amérique latine, l’Afrique du Nord et le Moyen-Orient, et la Chine.

⁷³ En 1994, six instituts grecs majeurs se sont associés avec le Cyprus Research Institute (KYKEM) et d’autres *think tanks* d’Australie, du Canada et des USA pour créer le Comité de coordination des instituts de recherche sur l’Hellenisme.

⁷⁴ Parmi les organisations complémentaires, on trouve la Lajos Batthyany Foundation, dont le département de recherche mène quelques recherches sur l’intégration européenne. Le Regional Environmental Centre pour l’Europe centrale et orientale, qui travaille pour la Hongrie et des acteurs institutionnels internationaux pour "les aider à résoudre des problèmes environnementaux en Europe centrale et orientale." Il s’agit d’une "organisation internationale à but non lucratif, neutre et apolitique, qui repose juridiquement sur une charte signée par les gouvernements de 28 pays et par la Commission européenne, et sur un accord international avec le gouvernement hongrois." L’Institut d’Affaires Internationales hongrois ne semble plus exister. Son site Internet (un critère de base pour notre étude) ne fonctionnait plus au moment de cette étude. Pour des raisons semblables, l’Institute for Strategic and Defense Studies n’a pas été retenu, bien qu’il soit connu pour avoir mené des recherches sur le contexte de la sécurité européenne.

⁷⁵ Bien qu’il ait toujours de nombreux projets sur des questions européennes : 20.

⁷⁶ L’IEA a une filiale à Bruxelles composée de fonctionnaires irlandais travaillant dans les institutions européennes. Cette filiale organise régulièrement des manifestations pour que les fonctionnaires se tiennent informés de la politique plus générale de l’Irlande envers l’UE.

⁷⁷ Cela va jusqu’à six si nous incluons le Conseil Economique et Social.

⁷⁸ En fait, nous avons trouvé le Centro Europa Ricerche (CER), qui semble cependant ne pas avoir de site Internet et n’avoir été que très peu en activité.

⁷⁹ www.italianieuropei.it, www.liberalfondazione.it, www.limesonline.it. Les clubs politiques sont plus considérés comme "des forums de débat entre des politiciens et des intellectuels aux vues similaires que comme des organisations produisant de la recherche de façon régulière." (Lucarelli, Radaelli, 2003)

⁸⁰ Une récente loi permet aux citoyens de donner 1% de leur impôt sur le revenu à des organisations non-gouvernementales et à but non lucratif, mais peu de gens sont au courant de cette possibilité.

⁸¹ www.osw.waw.pl; www.omp.org.pl/indexang.html; <http://iss.krakow.pl>

⁸² Les autres cas limites de cette étude furent : le Centre for Local Economic Strategies et l’Institute of Welsh Affairs (tous deux s’étaient intéressés par le passé aux dépenses du fonds européen de développement régional), le Labor Research Department (qui propose des services d’information aux syndicats britanniques, y compris sur la législation européenne, mais qui ne semble pas effectuer de recherche sur les politiques européennes actuellement), et les pseudo *think tanks* eurosceptiques the Bruges Group et New Frontiers Foundation.

⁸³ Le CER a été fondé par un groupe comprenant des conseillers influents du Parti travailliste comme David Miliband, Davis Clark et Wendy Alexander (Miliband est par la suite devenu membre au Parlement et ministre du gouvernement, et Alexander membre du Parlement écossais et ministre écossais). Le FPC a été lancé sous le patronage de Tony Blair en 1998.

⁸⁴ Par le passé, les médias ont préféré le point de vue d’autres *think tanks* plus « objectifs » tels que le National Institute for Economic and Social Research (NIESR) lorsqu’il était question des débats européens, comme par exemple celui sur l’euro.

⁸⁵ D’autres groupes se désignent comme *think tanks*, tels que le Bruges Group et la New Frontiers Foundation, mais du fait de leur statut principal d’organisations de lobbying et parce qu’ils n’ont pas de capacité de recherche interne, ils n’ont pas été inclus dans notre liste d’euro-*think tanks*.

⁸⁶ Cependant, au Royaume-Uni, les *think tanks* ayant le statut caritatif ne sont pas autorisés à entrer directement en campagne politique.

⁸⁷ On a observé en Suède trois cas limites : le Research Institute of Industrial Economics – IUI (qui a récemment publié des travaux couvrant des sujets tels que les flux d’investissements directs étrangers dans l’UE mais qui ne semble pas avoir de programme distinct sur l’UE ni présenter de publications en nombre important), le Stockholm Environment Institute (dont la recherche n’est pas axée sur l’UE), et le Bertil Ohlin Institute (un petit

.....

think tank du parti Libéral qui s'intéresse à l'occasion aux affaires européennes mais qui semble ne pas publier suffisamment régulièrement sur l'UE pour être inclus dans l'étude).

⁸⁸ Day (2001) fait référence à ces instituts comme *think tanks* de « l'establishment », à cause de leur longévité et de leurs liens étroits avec le gouvernement.

⁸⁹ En moyenne, 15 à 20 citations par mois.

⁹⁰ « La cause première en est peut-être l'exode de chercheurs, souvent sous-payés, issus de la sphère académique. (...) Les groupes d'opposition comme le mouvement *Solidarnosc* en Pologne a aussi préparé le terrain pour le développement de nouvelles institutions comme le Gdansk Institute for Market Economics, qui serait – c'est discutable le premier *think tank* du pays. Comme dans d'autres pays, un autre facteur ayant fortement motivé la formation de *think tanks* fut le départ de fonctionnaires frustrés ou incompétents (...). Malgré la force de leurs convictions, la plupart des *think tanks* d'Europe centrale n'auraient pas pu voir le jour sans une assistance étrangère substantielle de la part d'institutions débloquant des subventions comme le CIPE, le Pew Charitable trusts et la Fondation MacArthur aux États-Unis, les fondations de partis politiques allemandes et le British Know How Fund, » (Johnson, 1996) auxquelles on peut ajouter l'Open Society Institute qui a massivement financé des *think tanks* et rassemblé des instituts de recherche dans la région.

⁹¹ Par exemple, la Fondation Bertelsmann, la Fondation Ford, la Friedrich Ebert Stiftung, la Fondation Soros-Open Society, la Fondation Robert Schuman ou le German Marshall Fund des États-Unis.

⁹² On peut comparer ces chiffres avec, par exemple, les 16 chercheurs du Center for the United States and Europe de la Brookings Institution, les 6 chercheurs sur l'Europe du programme de politique étrangère du Cato Institute, les 5 experts européens du Council on Foreign Relations ou les 56 chercheurs de la RAND Corporation basés en Europe.

⁹³ Pour ne citer qu'un exemple, l'University Association for Contemporary European Studies qui « rassemble les universitaires impliqués dans la recherche sur l'Europe et les praticiens actifs des affaires européennes. » www.uaces.org